



SEANCE ORDINAIRE DU 28 AVRIL 2015

Compte rendu

L'an deux mille quinze et le vingt-huit avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, Mme M.-P. PASDELOU à M. A. EL KANDOSSI, M. Y. PELLET à M. G. PASTOR, M. J.-L. SAVY à M. M. LEVITA, Mme A. YAGUE à M. F. ABERT.

Excusé(es):

Mme I. TOUZARD

Absent(es):

Mme A. BRISSAUD

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 81 affaires, 3 affaires ayant été ajoutées :

- Affaire n°4 : hors commission – vœu pour le maintien de la direction régionale de l'agence régionale de la santé sur Montpellier Méditerranée Métropole,

- Affaire n°5 : hors commission – filière santé - stratégie et structuration autour du projet Montpellier capitale santé - délibération de principe - création d'une commission spéciale,
- Affaire n°81 : hors commission – tremblement de terre au Népal - attribution d'une subvention exceptionnelle

- approbation

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 31 MARS 2015

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mardi 31 mars 2015.

Le procès-verbal de la séance du mardi 31 mars 2015 est adopté à la majorité des voix exprimées (deux votes contres).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2015-16 - 01/04/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention concernant l'extension du réseau d'eau potable rendu nécessaire par la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues

Objet : Une convention relative à l'extension du réseau d'eau potable par une conduite fonte DN 60 mm sur 62 ml est rendue nécessaire pour réaliser le branchement d'eau potable qui desservira la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès - Sussargues implantée sur la commune de Saint Geniès des Mourgues. La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux par le SMGC et paiement de la participation. Le montant prévisionnel à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est de 16 753,88 € H.T.

N°D2015-20 - 18/03/15 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes et d'avances de Cap Alpha

Objet : A la suite du contrôle de la régie par un inspecteur de la Trésorerie Générale, il s'est avéré que le délai imparti au régisseur pour recouvrer toutes les factures était trop court ; le délai d'encaissement est passé à trois mois (au lieu de un mois actuellement). Cette décision a été validée par le comptable.

N°D2015-21 - 02/04/15 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes et d'avances de Cap Oméga

Objet : A la suite du contrôle de la régie par un inspecteur de la Trésorerie Générale, il a été noté que le délai imparti au régisseur pour recouvrer les factures était trop court ; aussi ce délai a été porté à trois mois (il est de un mois actuellement). Cette modification de la décision a été validée par le comptable.

N°D2015-28 - 26/03/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2483 concernant la réalisation du dossier d'autorisation pour l'extension de la station d'épuration intercommunale de Courronterral-Cournonsec

Objet : La société Entech Ingénieurs Conseil, sise à Mèze s'est vu confier une mission de prestation intellectuelle, relative à l'élaboration du dossier d'autorisation au titre du Code de l'Environnement de l'extension de la station d'épuration intercommunale de Courronterral - Cournonsec. Le montant de ce marché est de 6 000 € H.T, soit 7 200 € T.T.C. Les prestations ont été réalisées entre le 16/03/2011 et le 23/04/2014. Lors de l'élaboration de ce dossier, les services de l'État ont produit des demandes supplémentaires, en relation avec l'évolution de la législation sur les études d'impacts, qui s'imposent à la Métropole et à son prestataire. La société Entech doit donc produire des prestations complémentaires, objet du présent avenant qui s'élève à 6000 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève donc à 19 935 € H.T.

N°D2015-29 - 23/03/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°2.84G portant sur des prestations de représentation en justice pour la 2ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit d'attribuer ce marché à bons de commandes à la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER. Le montant maximum du marché est de 100 000 € H.T. pour une durée de 48 mois.

N°D2015-32 - 18/03/15 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes du M.I.B.I.

Objet : La régie du M.I.B.I. a été contrôlée par un inspecteur de la Trésorerie Générale, il s'est avéré que le délai imparti au régisseur pour recouvrer toutes les factures était trop court (un mois actuellement). Aussi, la décision modificative porte le délai d'encaissement à trois mois. Cette modification a été validée par le comptable.

N°D2015-51 - 18/03/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location avec la société TEC4H, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel Parc du Millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32

Objet : Un contrat de location est conclu avec la société TEC4H, dont l'activité est le développement et la commercialisation d'appareils médicaux, portant sur un local de 52m² pour une durée d'un an à compter de la signature. Le loyer annuel est de 4 383,93 € H.T. et d'une provision de charges de 1 250,00€ H.T.

N°D2015-64 - 25/03/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit de vélos vétustes du Pack Vélo Mobilité

Objet : Dans le cadre du Pack Vélo Mobilité, la Métropole met à disposition de ses agents des vélos pour leurs déplacements domicile travail. Du fait de leur utilisation, des vélos sont devenus trop vétustes pour être réparés et conservés. Les vélos sont confiés à l'association "Les Amis et Compagnon Emmaüs" à titre gratuit.

N°D2015-66 - 23/03/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.142 portant sur la mission d'un « Organisme de Contrôle Technique Agréé (OCTA) Sécurité des personnes et Solidité des ouvrages » pour la 5ème ligne de tramway

Objet : L'avenant n°1 au marché 8.142 portant sur la mission "OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et Solidité des ouvrages" a pour objet de réduire le périmètre du marché au seul bouclage de la ligne 4, et d'adapter en conséquence la rémunération du titulaire et le calendrier d'exécution de la mission. Ainsi le montant initial du marché est réduit à 41 625 € H.T. (contre 185 150 € H.T. initialement pour la ligne 5).

N°D2015-72 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Conservatoire à Rayonnement Régional - CRR - de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché n°3861DC 15 - Accords des pianos du CRR

Objet : Un marché est passé avec M.Roman RENAUD accordeur de pianos, domicilié à MONTPELLIER. Ce marché concerne les accords des pianos de tous les sites du CRR : Lisbonne, Candolle, l'Archevêché, Castries et Courmonterral. Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an. Le montant du marché s'élève à 15 979 € T.T.C.

N°D2015-88 - 23/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle CB 8 et 9 - Rue Font de la Banquière - Commune de Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment sis sur la parcelle CB 9 Commune de Lattes, mitoyen avec un bâtiment appartenant à l'EPF LR. D'un commun accord, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF LR ont décidé de faire procéder à la démolition des bâtiments afin d'éviter tout risque d'occupation illicite.

N°D2015-101 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3878DC15 de fourniture de notices et d'outils d'acquisition pour le réseau des médiathèques

Objet : Un marché à bons de commandes pour la fourniture de notices et outils d'aide aux acquisitions est passé avec la société Electre sise à Paris. Il concerne la fourniture des notices bibliographiques de tous les documents imprimés achetés pour le réseau des médiathèques. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible deux fois. Le montant annuel du marché est de 10 000 € H.T minimum et 28 000 € H.T maximum.

N°D2015-102 - 23/03/15 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3884DS15 de prestations de services pour le suivi technique des pelouses des stades de la Mosson et Yves-du-Manoir

Objet : Ce marché concerne le suivi technique en phase d'entretien des pelouses des stades de la Mosson et Yves du Manoir et la mise en réseau d'un itinéraire technique adapté aux deux aires de jeux. Ce marché à bons de commande est attribué à la société SOLÉA sise à GELLAINVILLE (28630) pour une durée d'un an, reconductible 2 fois pour un montant global de 90 000 € H.T.

N°D2015-108 - 23/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BC n° 93 - Commune du Crès

Objet : La convention publique d'aménagement de juillet 2004 signée entre la SERM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, prévoyait la cession à titre gratuit des terrains d'assiette des voies, espaces verts et réseaux divers du lotissement artisanal « Saint Exupéry » situé route de Nîmes au Crès. Lors de la mise en œuvre de la cession précitée, une parcelle a été omise. Il convient dès lors de régulariser cet oubli. La SERM accepte de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle sise commune du Crès, cadastrée section BC n°93 d'une contenance 2 494 m² en nature de voirie. L'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole est consentie et acceptée moyennant un euro (1 €) symbolique.

N°D2015-111 - 25/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la compagnie Humain Trop Humain

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la compagnie Humain trop humain. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux compte tenu des activités d'intérêt général développées par cette association.

N°D2015-115 - 23/03/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à un échange entre les parcelles AT112 et AN 85 à Castelnau-le-Lez pour la réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche (anciennement Av. du Mas de Rochet) - abrogeant la décision N°D2013-437 du 29/10/2013

Objet : Depuis 2013, les parties ont convenu de faire évoluer légèrement le cadre juridique de l'acquisition. Il convient donc de prendre en compte cet accord, qui conduit à modifier la nature de l'acte et la désignation du bénéficiaire de l'échange au profit du crédit bailleur, suite à un accord entre les parties bénéficiaires. Cette décision abroge la décision D2013-437. La valeur toutes indemnités confondues de la parcelle AT 112 est de 55 708,50 €, la valeur de la parcelle AN 85 est de 6 965 €, le montant de la soulte à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est donc de 48 743,50 €.

N°D2015-117 - 25/03/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Marché n°3876GD15, lots n°1 et n°2, conclu avec la société SNIH, relatif au nettoyage des locaux de la Régie de collecte des déchets ménagers - Autorisation de signer le marché

Objet : Le marché 3876GD15 est un marché d'un an relatif au nettoyage des locaux de la Régie de collecte. La société SNIH a présenté l'offre technique et financière la plus avantageuse tant sur le lot numéro 1 qui concerne le site de Pignan que sur le lot n°2 qui concerne ceux de Castries et de Grammont. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an. Les montants minimum et maximum du marché s'élèvent respectivement à 7 000 € H.T et 15 000 € H.T sur le lot 1 et, sur le lot 2, à 5 000 € H.T et 10 000 € H.T.

N°D2015-119 - 25/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la compagnie Grognon Frères

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la compagnie Grognon Frères pour y organiser des répétitions du 14 au 18 mars 2015 inclus, et du 24 au 31 mars 2015 inclus. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2015-123 - 23/03/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°G200802219 de maintenance du progiciel de gestion des allocations pour perte d'emploi GALPE

Objet : Un contrat de maintenance informatique, mise à jour et assistance téléphonique est conclu avec la société INFO DECISION sise à EVRY. Il concerne le progiciel de gestion des allocations pour perte d'emploi GALPE installé à la Direction des Ressources Humaines. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 573,23 € T.T.C.

N°D2015-124 - 23/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée BY 139 - Commune de Clapiers

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est de collecte des eaux usées sur la commune de Clapiers, projet déclaré d'utilité publique en 2007, et prorogé jusqu'en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une partie de la parcelle cadastrée BY n° 139, située au lieudit Cabriès à Clapiers, pour une emprise de 404 m². Le prix d'acquisition est de 2 908,80 € toutes indemnités comprises (dont 484,80 € d'indemnité de remploi).

N°D2015-128 - 23/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée BY n°138 - Commune de Clapiers

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est de collecte des eaux usées sur la commune de Clapiers, projet déclaré d'utilité publique en 2007, et prorogé jusqu'en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une partie de la parcelle cadastrée BY n° 138, située au lieudit Cabriès à Clapiers, pour une emprise de 393 m². Le prix d'acquisition est de 2 829,60 euros toutes indemnités comprises (dont 471,60 € d'indemnité de remploi).

N°D2015-130 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3822DC14 pour l'établissement de contrats de maintenance pour les matériels RFID du réseau des médiathèques

Objet : Un marché alloti pour l'établissement de contrats de maintenance pour les matériels de radio identification (RFID) du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec les entreprises suivantes :

- lot n° 1 : Société NEDAP sise à PONTOISE ;
- lot n°2 : Société 3M France sise à PONTOISE ;
- lot n°3 : Société BIBLIOTHECA sise à PARIS.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible deux fois. Ce marché à bons de commande a pour montant minimal annuel 15 000 € HT et pour montant maximal annuel 29 000 € HT. Le montant minimal annuel du lot n°1 est de 5 000 € HT, son montant maximal annuel de 9 000 € HT. Le montant minimal annuel du lot n°2 est de 8 000 € HT, son montant maximal annuel de 15 000 € HT. Le montant minimal annuel du lot n°3 est de 2 000 € HT, son montant maximal annuel de 5 000 € HT.

N°D2015-132 - 23/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SM n° 3, 4 et 55 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière déclaré d'utilité publique dans le secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV sur le territoire de la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées SM n° 3, 4 et 55 situées au lieudit Rue du Mas de Brousse à Montpellier, d'une superficie totale de 23 189 m², à usage de terres agricoles, louées et appartenant à Monsieur Bernard MALLET. Le prix d'acquisition est de 638 697,50 euros toutes indemnités comprises dont 58 972,50 euros d'indemnités de emploi.

N°D2015-133 - 18/03/15 - Direction des Finances

Clôture de la régie de recettes & d'avances du Service Funéraire de Montpellier Agglomération

Objet : Le Service Funéraire de Montpellier Agglomération étant géré par une délégation de service public, depuis le 1er janvier 2015, la régie de recettes & d'avances n'a dès lors plus lieu d'être.

N°D2015-134 - 18/03/15 - Direction des Finances

Clôture de la régie d'avances du Service Funéraire de Montpellier Agglomération

Objet : Le Service Funéraire de Montpellier Agglomération étant désormais géré par une délégation de service public depuis le 1er janvier 2015, la régie d'avances n'a dès lors plus lieu d'être.

N°D2015-136 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec le Quartet Chamad

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec Monsieur Christophe HAUNOLD, représentant le quartet CHAMAD, sis à Toulouse. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation d'un concert de jazz, prévu le 21 mars 2015 à 21h à la SMAC Victoire 2 à Saint Jean de Védas, dans le cadre des Journées Régionales du Saxophone, manifestation organisée par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et programmée dans sa saison culturelle. Le marché prend effet le 21 mars 2015 et se terminera à l'issue du concert le même jour. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N°D2015-138 - 18/03/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3853EA14 de Maîtrise d'œuvre en vue du dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site CHRU Montpellier

Objet : Un marché n°3853EA14 de maîtrise d'œuvre en vue du dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site CHRU Montpellier, est attribué à LS INGENIERIE sise à CARCASSONNE. La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 2 ans à compter de sa notification. Le marché est conclu pour un montant de 55 320 € H.T soit 66384 € T.T.C.

N°D2015-140 - 02/04/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à mise en location du 19 rue Lallemand à Montpellier

Objet : La convention liant la Ville de Montpellier à la Métropole étant arrivée à échéance, il convient de renouveler la convention du 19 rue Lallemand à Montpellier pour une durée de 2 ans et 3 mois et pour loyer annuel de 8514,66 euros indexé en fonction de l'indice INSEE du 3ème trimestre 2012 soit 1648.

N°D2015-141 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle " Dreyfus, l'amour pour résister"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Dreyfus, l'amour pour résister » à Montferrier-sur-Lez. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C

N°D2015-142 - 01/04/15 - Direction de la Culture

Fond d'Aide à la diffusion Théâtrale pour le spectacle "Entre ciel et terre" joué par la compagnie Art Mixte

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Entre ciel et terre diffusé à Murviel-lès-Montpellier par la compagnie Art Mixte. Ce marché est conclu avec la Compagnie Dorée et la Compagnie Art Mixte, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C

N°D2015-144 - 24/03/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché 3562GD14 de création et fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention et la réduction des déchets sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un avenant au marché n°3562GD14 est passé avec la société DB GRAPH sise à St Georges d'ORQUES. Cet avenant vise à introduire des prix nouveaux au Bordereau des Prix Unitaires de manière à pouvoir effectuer les mises à jour des fichiers informatiques et de rééditer les éléments matériels de l'exposition suite à la transformation en Métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le présent avenant s'élève à 2 449,91 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 21 519,11 € H.T.

N°D2015-145 - 23/03/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°14kn419 de maintenance, d'assistance et d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS

Objet : Un contrat de maintenance informatique, d'assistance et d'accompagnement méthodologique est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à RENNES. Il concerne le logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS installé à la Direction des Finances.

Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 13 659,10 € T.T.C. décomposé comme suit :

- maintenance et assistance : 4 717,32 € T.T.C.,
- accompagnement méthodologique du logiciel : 5 145,65 € T.T.C.,
- assistance complémentaire : 3 796,13 € T.T.C.

N°D2015-147 - 01/04/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°14kn397 d'abonnement et d'hébergement du logiciel d'observatoire financier territorial REPERES

Objet : Un contrat n°14kn397 d'abonnement (regroupant l'organisation et la constitution de la base de données ainsi que la maintenance) et d'hébergement est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à RENNES.

Ce contrat concerne le logiciel d'observatoire financier territorial REPERES installé à la Direction des Finances.

Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015.

Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 921,79 € T.T.C., décomposé comme suit :

- abonnement : 2 704,99 € T.T.C.,
- hébergement : 1 216,80 € T.T.C.).

N°D2015-150 - 02/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelle A n°1021 - Commune de TEYRAN

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées a été consentie, en 1997, au profit du SIA du Salaison, par Monsieur et Madame Lagier. Après plusieurs transferts au profit de deux syndicats et leurs dissolutions respectives par arrêté préfectoral, les réseaux de transfert des eaux usées entre les anciennes stations communales ou intercommunales et le réseau de la Métropole ont été repris par la Métropole. Il convient de régulariser la situation administrative de cette servitude consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-151 - 18/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Requête n°14MA01010 CAA Marseille"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°14MA01010 le 27 février 2014 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1103013 en date du 31 décembre 2013 rejetant sa demande de rétablissement de son régime indemnitaire.

N°D2015-155 - 02/04/15 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de la station de compostage de Grammont

Objet : La station de compostage de Grammont s'est dotée d'un nouvel outil : un pont bascule. La tarification a ainsi évolué à 0,72 € les 20 kg de déchets. Les mandataires auront besoin de beaucoup de petites pièces pour pouvoir rendre la monnaie. Ainsi le régisseur doit disposer d'un fonds de caisse plus important; en commun accord avec le trésorier ce fonds de caisse a été chiffré à 400,00 € (actuellement 100,00 €). La régie est sécurisée avec un coffre à clef. Le régisseur est le seul à avoir la clef du coffre.

N°D2015-156 - 02/04/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Une convention de mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclue avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, pour un montant de 40 525 € H.T toutes tranches confondues.

N°D2015-157 - 01/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3689DC14 d'Équipement en matériel et reliure des documents imprimés et multimédias du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de fournitures est passé, pour le lot n° 1, avec la société OUDART sise PULNOY et passé, pour le lot n° 2, avec la société BIBLIOTECA sise à PARIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'une année. Pour le lot n°1, le montant minimum du marché s'élève à 80 000 € H.T. et le montant maximum à 120 000 € H.T. Pour le lot n°2, le montant minimum du marché s'élève à 10 000 € H.T. et le montant maximum à 30 000 € H.T.

N°D2015-158 - 01/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

marché subséquent 3701EA14 de travaux de raccordement des effluents de la ZAC Saint Estève au réseau public - commune de PIGNAN

Objet : Un marché subséquent à l'accord cadre 3398EA13 de travaux est conclu avec le groupement SADE/RAZEL BEC. Ce marché concerne les travaux de raccordement des effluents de la ZAC St Estève au réseau public sur la commune de PIGNAN. Le délai d'exécution proposé par le groupement est de 3 mois. Le montant estimatif du marché est de 220 997, 94 € T.T.C

N°D2015-162 - 01/04/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3918RI15 d'évolution et de développements informatiques concernant les logiciels INFODOC et ERMES du réseau des médiathèques

Objet : Un marché n°3918RI15 d'évolution et de développements informatiques concernant les logiciels INFODOC ET ERMES est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Ce marché concerne le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Son objectif est de faire évoluer le logiciel ERMES EPN (Espace Public Numérique) pour un passage en version 1.7 et une intégration de 10 nouveaux lots de presse ancienne numérisée dans le logiciel INFODOC en lien avec ERMES EPN. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Le montant de ce marché s'élève à 30 405,00 € T.T.C

N°D2015-164 - 01/04/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°2.42X portant sur la reprise de la voirie zone Sablassou dans le cadre de la 2ème ligne de tramway

Objet : L'objet de cette décision est l'attribution d'un marché n°2.42X portant sur les travaux de reprise de la voirie dans la zone Sablassou pour la ligne 2 de tramway. Ce marché est attribué à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée (34).

Le montant du marché, par application des prix unitaires au détail quantitatif estimatif s'élève à 390 070,86 € H.T. Le contrat est conclu pour une durée de 4 mois. La CAO réunie le 10/03/2015 a été informée de ce choix et a émis un avis favorable.

N°D2015-177 - 20/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "COVEA RISK"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1203819-4 en date du 6 mars 2015 condamnant la société Covéa Risks à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 495 307, 85 euros au titre de sa garantie « tous risques chantier » du sinistre intervenu le 21 mai 2003 au droit du chantier de modernisation et d'extension de la station d'épuration de la Céreirède à Lattes.

N°D2015-178 - 13/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Montpellier - Terrain section CO n° 374

Objet : Le propriétaire de la parcelle cadastrée section CO n° 374, située sur la commune de Montpellier a accepté de consentir une convention d'occupation temporaire pour travaux à Montpellier Méditerranée Métropole afin de permettre à cette dernière de procéder à la réalisation des travaux d'assainissement induit par le projet "intercepteur Est". Cette convention est nécessaire afin de permettre d'utiliser la technique du micro tunnelier qui permet de ne pas interrompre la circulation routière avenue de la Pompignane. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 65 394 €.

N°D2015-181 - 01/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3823DC14 de "Travaux d'aménagement du Hall d'Accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier"

Objet : Ce marché est passé :

-pour le lot n° 1, avec l'entreprise DARVER sise à Vendargues (34), pour un montant de 17 684, 12 € HT. soit 21 220, 94 € T.T.C.

-pour le lot n° 2, avec l'entreprise ST GROUPE sise à Boisseron (34), pour un montant de 99 324, 50 € H.T. soit 119 189, 40 € T.T.C.

-pour le lot n° 3, avec l'entreprise ATELIER DUCROT sise à Lunel (34), pour un montant de 32 952 € H.T. soit 39 542, 40 € T.T.C.

-pour le lot n° 4, avec l'entreprise TECHNICFER sise à Montpellier (34), pour un montant de 23 637 € HT. soit 28 364, 40 € T.T.C.

-pour le lot n° 5, avec l'entreprise F.P.I. (en groupement avec la société CORNIL) sise à Montarnaud (34), pour un montant de 29 196, 27 € H.T. soit 35 035, 52 € T.T.C.

-pour le lot n° 7, avec l'entreprise CAIZERGUES sise à Clapiers (34), pour un montant de 8 945 € H.T. soit 10 734 € T.T.C. La durée globale d'exécution de l'ensemble des lots est de 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, hors période de préparation de 1 mois.

N°D2015-184 - 31/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° 3539DC14 de "Travaux conservatoires de charpente-couverture pour la préservation des bâtiments du Domaine Bonnier de la Mosson"

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3539DC14 de travaux est passé avec l'entreprise LANGUEDOC TOITURES sise à BAILLARGUES. Il a pour objet la modification du groupement d'entreprises titulaire du marché de travaux 3539DC14, comportant initialement un mandataire solidaire du groupement conjoint (Languedoc Toitures) et un cotraitant (Structures bois Couverture). D'un commun accord entre les membres du groupement, l'entreprise cotraitante Structures bois Couverture se retire du groupement, réduit à la seule entreprise titulaire Languedoc Toitures, qui sera en charge des travaux et bénéficiera de l'intégralité des paiements dus au titre du marché n° 3539DC14. Le montant initial du marché n'est pas modifié.

N°D2015-188 - 02/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SOCIETE AIREPUR INDUSTRIES - 1501272-4 TA"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1501272-4 par la Société Airepur Industries le 5 mars 2015 contre la procédure adaptée du marché public n°3595GD14 relatif à la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant sur l'unité de méthanisation Amétyst.

N°D2015-189 - 02/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3820UA14, démolition et déconstruction de différents bâtiments appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société Volpilière Désamiantage Démolition sise à Bouillargues. Ce marché concerne la démolition et la déconstruction de différents bâtiments appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché est conclu pour une période initiale courant de sa date de notification jusqu'au 31/12/2015 et peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 2 reconductions. Le montant minimum du marché s'élève à 400 000 € H.T, le montant maximum à 1 400 000 € H.T.

N°D2015-196 - 02/04/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la location d'un local situé sur le domaine de Viviers à la Société Coopérative à responsabilité limitée Terracoopa

Objet : La société TERRACOOOPA sollicite Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire du Domaine de Viviers, afin d'occuper un local de 216m² au sein du Domaine en contrepartie de l'obligation de l'entretien du parc d'une surface de 39393m² par le pâturage d'animaux.

N°D2015-203 - 02/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Philippe CALAFELL"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "ELEOM Avocats" près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault suite au dépôt de la requête par Monsieur Philippe CALAFELL tendant à obtenir une revalorisation de l'indemnité obtenue par jugement du 27 février 2006 n°05/84 du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault consécutivement à l'expropriation d'une emprise de 116 M2 de la parcelle appartenant aux consorts CALAFELL, cadastrée section AR n° 19 sise à Castelnau-le-Lez et ce, dans le cadre de l'opération de la ligne n°2 du tramway.

N°D2015-205 - 02/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "GUILLAMON Christelle, requête 1500576-8 TA"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1500576-8 par Madame Christelle GUILLAMON tendant à la désignation d'un expert médical chargé de déterminer son préjudice corporel consécutivement à un accident de la circulation sur une plate-forme de la ligne n°2 du tramway sise sur la commune de Castelnau le Lez.

N°D2015-206 - 13/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée section AV n°3 - Domaine de Viviers - commune de Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de l'association Scouts Guides de France un prêt à usage de terrain d'une durée de 23 jours consécutifs, à compter du 18 avril 2015, sur la parcelle AV n° 3 située sur la Commune de Jacou pour accueillir le rassemblement territorial SGDF34 des 01-02 et 03 mai 2015. Le prêt est consenti et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-207 - 13/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau brute - Commune de Saint Génies des Mourgues

Objet : Les travaux relatifs à la future station d'épuration intercommunale nécessitent le déplacement d'une conduite d'eau brute BRL ainsi que d'une borne. Ces ouvrages se trouvent déplacés sur la parcelle située sur la commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrée section AM n°72. Servitude consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-218 - 09/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Société France Gardiennage, requête n°1501499-4"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole suite au dépôt de la requête n°1501499-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 mars 2015 par la Société France Gardiennage tendant à l'annulation du marché relatif aux prestations de gardiennage des salles d'expositions du musée Fabre et de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran.

N°D2015-221 - - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la compagnie La Maison Théâtre.

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la compagnie La Maison Théâtre pour la période du 13 au 24 avril 2015. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2015-222 - 09/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Recel de bien provenant d'un vol - recours en cassation"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez en cassation suite aux dépôts des déclarations de pourvoi en cassation déposées contre la décision rendue le 19 mars 2015 par la Cour d'Appel de Montpellier consécutive à un recel de bien provenant d'un vol avec destruction ou dégradation dont a été victime Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-223 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Chantal REICHERT, requête n°15MA01255"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°15MA01255 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 mars 2015 par Madame Chantal REICHERT contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1303073 du 30 janvier 2015 rejetant sa requête tendant à voir et juger Montpellier Méditerranée Métropole responsable de l'accident dont elle a été victime le 25 avril 2012, impasse Chaldée à Montpellier.

N°D2015-226 - 13/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Parcelle cadastrée section CX n°62 - commune de Castelnau-le-Lez

Objet : La commune de Castelnau-le-Lez consent au profit de Montpellier Méditerranée Métropole une convention d'occupation temporaire d'une durée de 5 mois sur la parcelle CX n°62 située sur la commune afin d'accueillir, à titre provisoire, une déchetterie permettant ainsi de réaliser les travaux de rénovation de la déchetterie actuelle. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-239 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ORTEC Référé précontractuel 1502011-4"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé n°1501761-1, le 25 mars 2015, par la société ORTEC dans le marché public n°3896GD15 « conception, assistance à la mise en production et à la mise à jour des tournées de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Métropole ».

N°D2015-240 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Assignation - Ecole Supérieure des Métiers Artistiques "

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SELARL "PARME Avocats" devant la juridiction de proximité de Montpellier suite à l'assignation reçue le 8 avril 2015 à la requête de l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) de Montpellier contre le titre exécutoire du 14 janvier 2015 d'un montant de 840,84 euros portant sur la redevance spéciale de la collecte des déchets ménagers du premier

et deuxième trimestre 2014.

N°D2015-241 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice " Mr et Mme FAURE - Requête 1501761-1 TA "

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SELARL "PARME Avocats" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1501761-1, le 25 mars 2015 tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consistant à l'investissement d'un ouvrage d'assainissement non collectif réalisé inutilement sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

N°D2015-244 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Création de la Régie Publique de l'Eau - Consultation CCSPL

Objet : Création de la Régie Publique de l'Eau Consultation CCSPL

N°D2015-245 - 13/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Occupation illicite 75, rue de la Courbe à Montpellier"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour solliciter l'expulsion des occupants sans autorisation de la parcelle cadastrée section DN n°138 sise à Montpellier au 75, rue de la Courbe, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU POUR LE MAINTIEN DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE LA SANTÉ SUR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Réunis en Conseil de Métropole, nous formons le vœu que l'Agence Régionale de Santé (ARS) de la nouvelle Grande Région soit installée à Montpellier.

Madame Monique Cavalier, Directrice Générale de l'ARS de Midi-Pyrénées, a été nommée Directeur Général préfigurateur de l'ARS pour la Grande Région. Le conseil des ministres l'a précisé : la désignation des préfigurateurs ne saurait prédéterminer la localisation des administrations.

L'organisation administrative de la Grande Région se structure autour des deux grandes métropoles, Toulouse et Montpellier. Nous souhaitons – ainsi que le Gouvernement l'a soutenu et conformément au vœu adopté conjointement par les conseils métropolitains de Toulouse et de Montpellier en janvier 2015 – qu'une répartition cohérente, équitable des activités et administrations soit trouvée. Nous pensons que c'est une condition nécessaire pour garantir le rayonnement de cette future région.

A ce titre, elle insiste particulièrement sur l'importance d'un maintien d'une Agence Régionale de Santé (ARS) de plein exercice sur son territoire.

Avec la plus ancienne faculté de médecine du monde occidental encore en activité (création de la première Université Médicale de France en 1289), Montpellier est historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la santé. Autour de ce socle historique, s'est développé à Montpellier un tissu de compétences dans le domaine de la santé, aussi bien dans la recherche, les soins, la formation et le développement des entreprises. La réputation exemplaire de MONTPELLIER CAPITALE SANTE s'étend sur la ville, la métropole et la région.

La Région Languedoc Roussillon compte près de 60 000 étudiants dont 10 000 dans les sciences de la vie. L'excellence scientifique de la filière santé est reconnue en recherche clinique (CHRU de Montpellier) mais également fondamentale (présence des principaux organismes de recherche français : CNRS, INSERM ...). Avec près de 12 000 salariés, le CHRU de Montpellier est le premier employeur de la Métropole de Montpellier. Il compte parmi les établissements de soins les plus renommés de France, pour la qualité de la prise en charge des malades et des compétences techniques et humaines.

L'histoire médicale de Montpellier a donné naissance à un terreau favorable et à une culture propice aujourd'hui aux innovations autour de la santé. La concentration d'hôpitaux à la pointe, d'universités reconnues et de laboratoires de recherche de haute technologie favorisent les aventures entrepreneuriales dans ce secteur.

De nombreuses pépites nées dans le giron de Montpellier, comme Intrasense (logiciels d'imagerie médicale) ou Medtech (robots d'assistance aux gestes chirurgicaux), cotées en bourse, ont aujourd'hui une destinée mondiale. La Métropole de Montpellier accueille aussi bien des leaders mondiaux, tels que Sanofi, Bausch&Lomb, Horiba Medical, Bio-Rad, que de nombreuses jeunes start-up.

Enfin, avec un réseau de plus de 400 entreprises, majoritairement des PME innovantes, 8 universités et de nombreuses écoles formant 39000 étudiants, 400 laboratoires de recherche, 4 CHU et une Direction inter-régionale des recherches cliniques, le pôle de compétitivité Eurobiomed, qui regroupe les régions Languedoc-Roussillon et Provence Alpes Côte d'Azur, se positionne au rang des principaux clusters français et européens en Santé.

L'ébullition de matière grise du pôle santé montpelliérain fabrique l'identité de la ville et contribue à son attractivité. Chercheurs, médecins, hôpitaux, cliniques privées, laboratoires de recherche, grandes entreprises, start-ups, pôle de compétitivité, ... la filière santé constitue un secteur clé de l'économie à Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole affiche sa volonté de placer la SANTE au premier rang des piliers de son développement économique.

Le maintien de l'ARS à Montpellier est le premier signe en faveur d'une répartition équilibrée des champs de compétences entre les deux métropoles.

En charge de l'amélioration de la santé de la population et de l'efficacité du système de santé, l'ARS est un acteur incontournable du projet « Montpellier Capitale Santé » ainsi qu'un partenaire de premier ordre pour l'ensemble des acteurs de la santé.

Enfin, établissement public autonome rattaché au Ministère de la santé, l'ARS Languedoc-Roussillon représente 400 emplois dont près de la moitié au siège, et constitue à ce titre un gisement important d'emplois publics de haut niveau.

C'est le signe que nous attendons du Gouvernement. Une décision contraire pénaliserait le bon développement de la Grande Région et serait vécu comme un obstacle par ses acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander au Ministre de la Santé et au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'Agence Régionale de la Santé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- sensibiliser l'ensemble des acteurs de la santé du pôle métropolitain sur la nécessité que l'Agence Régionale de la Santé reste implantée en Languedoc Roussillon,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET ne participent pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – FILIÈRE SANTÉ - STRATÉGIE ET STRUCTURATION AUTOUR DU PROJET MONTPELLIER CAPITALE SANTÉ - DÉLIBÉRATION DE PRINCIPE - CRÉATION D'UNE COMMISSION SPÉCIALE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Partant du constat que l'économie a été - et sera toujours - la pièce maîtresse de son attractivité et de sa compétitivité, Montpellier Méditerranée Métropole impulse depuis près d'un an un souffle nouveau pour construire avec et au service des entreprises les conditions de la réussite économique de demain, tout autant que de nouveaux services à la population.

Montpellier Méditerranée Métropole fonde aujourd'hui sa stratégie de développement sur six piliers, transversaux aux projets de la Métropole :

- santé,
- numérique,
- mobilité,
- tourisme,
- agro-écologie et alimentation,

- culture, patrimoine et égalité des chances.

La Santé doit être considérée au sens large, en cohérence avec la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé qui précise que la santé ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, elle est un état complet de bien-être physique, mental et social. Montpellier a en effet de nombreux atouts à faire valoir sur son territoire pour répondre aux enjeux de santé, de la prévention au soin, dans le domaine du médical mais aussi du numérique, de la qualité de l'eau et de l'environnement, de la nutrition, des approches non-médicamenteuses ...

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'inscrire parmi les métropoles d'excellence en santé à travers son projet de territoire « Montpellier Capitale Santé » en s'appuyant sur ses nombreux atouts mais également sur la dynamique French Tech.

I- Montpellier, un territoire d'excellence en santé

Avec la plus ancienne faculté de médecine du monde occidental encore en activité (création de la première Université Médicale de France en 1289), Montpellier est historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la santé.

La Région Languedoc-Roussillon compte près de 60 000 étudiants dont 10 000 dans les sciences de la vie.

L'excellence scientifique de la filière santé est reconnue en recherche clinique (CHRU de Montpellier) mais également fondamentale (présence des principaux organismes de recherche français : CNRS, INSERM ...).

Avec près de 12 000 salariés, le CHRU de Montpellier est le premier employeur de la Métropole de Montpellier. Il compte parmi les établissements de soins les plus renommés de France, pour la qualité de la prise en charge des malades et des compétences techniques et humaines.

L'histoire médicale de Montpellier a donné naissance à un terreau favorable et à une culture propice aujourd'hui aux innovations autour de la santé. La concentration d'hôpitaux à la pointe, d'universités reconnues et de laboratoires de recherche de haute technologie favorisent les aventures entrepreneuriales dans ce secteur. De nombreuses pépites nées dans le giron de Montpellier, comme Intrasurex (logiciels d'imagerie médicale) ou Medtech (robots d'assistance aux gestes chirurgicaux), cotées en bourse, ont aujourd'hui une destinée mondiale.

La DIRECCTE Languedoc Roussillon a publié les résultats d'une étude réalisée en 2012 sur la filière santé en Languedoc Roussillon, qui prend en compte les secteurs de la formation, de la recherche publique, de l'industrie, des services connexes dont la distribution et de l'offre de soins. Elle met ainsi en perspective le poids économique de la filière santé en Languedoc-Roussillon.

En effet, fortement tirée par l'offre de soin, la filière santé est l'un des plus importants secteurs d'emploi avec 130 000 salariés, supérieur même à la filière tourisme. L'étude confirme également la 4ème place nationale du Languedoc-Roussillon en termes de densité d'acteurs.

En région, la filière représente une forte part de l'activité économique avec 10 000 emplois privés dans 686 entreprises et 71% des dépenses R&D privées.

La Métropole de Montpellier accueille aussi bien des leaders mondiaux, tels que Sanofi, Bausch&Lomb, Horiba Medical, Bio-Rad, que de nombreuses jeunes start-up.

Avec un réseau de plus de 400 entreprises, majoritairement des PME innovantes, 8 universités et de nombreuses écoles formant 39 000 étudiants, 400 laboratoires de recherche, 4 CHU et une Direction inter-régionale des recherches cliniques, le pôle de compétitivité Eurobiomed, qui regroupe les régions Languedoc-Roussillon et Provence Alpes Côte d'Azur, se positionne au rang des principaux clusters français et européens en Santé.

L'ébullition de matière grise du pôle santé montpelliérain fabrique l'identité de la ville et contribue à son attractivité. Chercheurs, médecins, hôpitaux, cliniques privées, laboratoires de recherche, grandes entreprises, start-ups, pôle de compétitivité, ... la filière santé constitue un secteur clé de l'économie à Montpellier.

II- La French Tech, un levier de développement de la filière santé

1- Montpellier Méditerranée Métropole, territoire labellisée French Tech

Le 12 novembre 2014, Axelle Lemaire, Secrétaire d'Etat au Numérique, a annoncé l'obtention du label « Métropole French Tech » par Montpellier Méditerranée Métropole, faisant ainsi partie des 9 territoires labellisés.

Montpellier est reconnue comme faisant partie de cette équipe de France des métropoles capables de faire naître des entreprises innovantes et prospères, créatrices d'emploi et de richesse. Par ailleurs, le dynamisme de la filière santé a contribué à l'obtention du label.

2- Le Pass French Tech pour les entreprises de la French Tech Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole a été choisie, le 20 mars 2015, pour déployer le Pass French Tech sur son territoire, après un an de test du dispositif en Île-de-France et en Aquitaine.

Le Pass French Tech vise à accompagner la croissance des entreprises en leur proposant un service premium. Ce dispositif qui ciblait initialement les entreprises du numérique en forte croissance a été élargi à d'autres secteurs d'activités tels que l'industrie, les biotechs ou les medtechs.

III- Le projet Montpellier Capitale Santé

En valorisant tout particulièrement le potentiel exceptionnel de son pôle scientifique et médical, et en s'appuyant sur la dynamique French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'inscrire parmi les métropoles européennes d'excellence en santé, et construire avec les acteurs de la filière un projet de territoire.

Les objectifs de ce projet :

- stimuler le développement du secteur santé et la croissance des entreprises,
- donner une visibilité européenne à Montpellier en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de l'économie locale,
- attirer les meilleurs investisseurs et talents étrangers (étudiants, chercheurs, entreprises ...) pour qu'ils viennent s'implanter sur le territoire,

Pour mener à bien ce projet, démarche novatrice, intégrée et volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole, la mobilisation et l'engagement de l'ensemble de l'écosystème sera un facteur clé de réussite.

Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire de mettre en place une commission spéciale au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en place et le suivi du projet Montpellier Capitale Santé. Cette commission regroupera des élus et des représentants de l'écosystème (chefs d'entreprises, universitaires, établissements de soins et institutionnels).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'une commission spéciale pour la mise en place et le suivi du projet Montpellier Capitale Santé,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE DE LA MUTUALISATION DES SERVICES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLITAIN ET DES 31 COMMUNES AU SERVICE DU PROJET DE TERRITOIRE - APPROBATION

M. Max LEVITA, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole intéressées et volontaires souhaitent s'engager dans une démarche de mutualisation des services. Cette démarche, qui est rendue obligatoire par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, s'engagera au service des 31 communes et du projet de territoire.

1. Une démarche au service du projet de territoire et de la cohérence de l'action publique

Cette démarche a deux objectifs essentiels.

Il s'agit en premier lieu de construire une organisation à même de relever les défis du mandat :

- Structurer les 6 piliers du projet métropolitain : santé, développement numérique, mobilité et déplacements, développement touristique, agro-écologie/alimentation, patrimoine/culture et l'égalité des chances ;
- Développer les coopérations au sein du bloc communal, dans une logique de coopérative de services à destination des communes ;
- Placer la proximité, la réactivité et l'innovation au cœur des politiques publiques ;
- Gérer la contrainte : « faire mieux avec moins » ;

-Se préparer au transfert ou à la délégation potentielle de certaines compétences du Département (confirmé par l'examen du projet de loi NOTRE en première lecture), de la Région et de l'Etat.

Il s'agit par ailleurs d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques au sein du bloc communal en privilégiant la transversalité dans les réponses proposées aux habitants et aux usagers.

2. Vers une administration rassemblée

Sur la base de ces objectifs politiques, il est proposé d'engager dès cette année une démarche de réorganisation des administrations du bloc communal autour de trois principes fondateurs.

Une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés

-Des services municipaux pour les compétences purement municipales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique) ;

-Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines avant le 1^{er} janvier 2016 ou à compter du 1^{er} janvier 2016 (exemples : eau et assainissement, gestion des déchets, entretien de l'espace public, planification urbaine, etc.) ;

-Des services mutualisés pour les compétences ou fonctions supports partagées : dans un premier temps, l'ensemble de la direction générale puis le moment venu, et en fonction des arbitrages des directions transversales (exemples : finances, ressources humaines, informatique, affaires juridiques et commande publique, moyens généraux, etc.) ou certaines directions opérationnelles (exemple : culture, sport).

• Une organisation contribuant activement à la structuration d'une coopérative de services aux communes

La construction de cette administration rassemblée s'opèrera au bénéfice des 31 communes et sera un vecteur efficace pour développer des coopérations multiples et diverses au sein du bloc communal : animation de réseaux d'expertise thématiques (ex : affaires juridiques, aménagement opérationnel, plans communaux de sauvegarde), mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

3. Une méthode de travail garantissant transparence, équité et association active de l'ensemble des parties prenantes.

La réussite de cette démarche repose sur une large association de l'ensemble des parties prenantes concernées à toutes les étapes du projet :

-L'ensemble des élus concernés seront mobilisés au travers d'un groupe de travail politique dédié, qui permettra de présenter, discuter et amender les différentes hypothèses de travail étudiées par l'administration, en amont de leur présentation en Conférence des maires ;

-L'encadrement (directeurs, chefs de service) et les directeurs généraux des services des communes seront associés aux principales propositions stratégiques via les groupes de travail et seront régulièrement réunis pour être informés des points d'avancement de la démarche ;

-Les agents seront directement informés au travers d'un support de communication interne spécifique (qui paraîtra autant que de besoin) et de réunions dédiées ouvertes à tous. Il leur sera également proposé de participer, sur la base du volontariat, à des ateliers de travail collaboratifs destinés à alimenter la rédaction d'un projet d'administration partagé et concerté ;

-Les organisations syndicales seront invitées à participer à un comité de suivi dédié à cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les principes et les conditions de mise en œuvre d'une démarche mutualisation des services cités ci-dessus ;

- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°7 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CRÉATION D'UNE RÉGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE - FORME JURIDIQUE - STATUTS - DOTATION INITIALE - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17 octobre 2012 les compétences « eau potable », « assainissement des eaux usées » ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Concernant la compétence « eau potable », compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette compétence n'est exercée que sur 13 des 31 communes de la Métropole, à savoir sur les communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le service public de l'eau potable dessert ainsi une population de près de 337 000 habitants pour plus de 67 000 abonnés. Son patrimoine comprend 12 sites de captage (dont la source du Lez), 2 usines de traitement, 31 réservoirs et plus de 1000 km de canalisations de distribution. Le volume annuel prélevé est d'environ 35 millions de m³.

Le service public de l'eau brute présente quant à lui les caractéristiques suivantes : 3 770 ml de réseau, 253 abonnés pour un débit total souscrit de 1082 m³/h.

-Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016, avec comme objectifs prioritaires l'exemplarité et l'efficacité de manière à offrir aux usagers la meilleure qualité de service au meilleur prix.

Depuis, les premières actions permettant la mise en œuvre de cette décision ont été engagées avec la négociation puis l'approbation, après accord de la Direction Départementale des Finances Publiques, d'avenants de prolongation jusqu'au 31 décembre 2015 des contrats de délégation du service sur les communes concernées, qui arrivaient à échéance fin 2014, le recrutement d'une équipe projet, en place depuis février 2015, et l'attribution d'un marché d'assistance sur les volets organisationnel, technique, financier et juridique. Par ailleurs, un Comité Citoyen de Suivi de la mise en place de la régie publique de l'eau, regroupant élus, associations, experts et représentants du personnel, a été constitué et réuni 3 fois. Des ateliers de travail ont également été organisés. Le Comité a ainsi été informé des principales étapes de création de la régie et a pu débattre de la forme juridique de cette dernière et de la gestion de la ressource en eau.

Afin de permettre le déploiement de l'ensemble de la nouvelle organisation avant la mise en route de la régie au 1^{er} janvier 2016, à savoir notamment le recrutement ou la reprise du personnel, le vote du budget et la conclusion de marchés publics, il est aujourd'hui proposé de passer à une phase concrète de création de cette régie, qui nécessite l'adoption de sa forme juridique et de ses statuts.

Sur la forme juridique, l'article L.1412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) stipule que lorsqu'une collectivité ou assimilé entend exploiter directement un service public à caractère industriel et commercial, elle doit constituer une régie dotée de la seule autonomie financière ou une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale (régie personnalisée).

Le Comité Citoyen de Suivi réuni en séance plénière le 4 novembre 2014 s'est exprimé à une très large majorité de ses membres en faveur d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale. Un avis motivé a été produit en février 2015 par ce même Comité.

Le Comité Technique (CT) et la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ont été consultés sur le projet de création de régie publique de l'eau avec autonomie financière et personnalité morale, lors de leurs séances du 21 avril 2015. Il est ainsi proposé au Conseil, de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-52, du CGCT.

La régie ainsi constituée assurera à compter du 1^{er} janvier 2016 la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire des 13 (treize) communes concernées. Elle aura également pour objet le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc sur le territoire métropolitain.

La régie exercera cette mission de service public industriel et commercial dans le cadre d'une gestion écologique, démocratique, économe et solidaire et aura notamment la charge de :

- la production et l'approvisionnement, le transport et la distribution de l'eau potable ;
- la mise en œuvre de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable ;
- la gestion durable des ressources en eau souterraine et superficielle dont l'exploitation lui est confiée ;
- la qualité de l'eau, sa surveillance et les traitements complémentaires nécessaires au maintien de cette qualité ;
- l'expertise et la contribution à la recherche en matière de préservation et de gestion de l'eau ;
- la maintenance, l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des biens affectés au service remis par la métropole à la régie ou acquis et réalisés par cette dernière en cours d'exploitation ;
- la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs à conclure avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable;
- la relation avec les abonnés et les usagers ;
- l'information des usagers des services de l'eau et leur sensibilisation à une consommation raisonnée de la ressource ;
- l'accès à l'eau de tous les usagers notamment des plus démunis ;
- la facturation et le recouvrement du prix de l'eau potable ainsi que des taxes et redevances pour le compte de tiers ;
- l'approvisionnement, le transport et la distribution de l'eau brute ;
- la facturation et le recouvrement du prix de l'eau brute ainsi que des taxes et redevances pour le compte de tiers.

La politique de sécurisation de l'approvisionnement, de définition et de conduite des investissements tout comme la politique tarifaire sont définies dans le cadre fixé par le Conseil de Métropole en sa qualité d'autorité organisatrice.

A cet effet, les grandes orientations de la politique du service public d'eau potable et les modalités de sa mise en œuvre par la régie seront encadrées par une convention d'objectifs qui sera soumise ultérieurement à l'approbation du conseil de la Métropole.

La création d'un Observatoire de l'Eau, regroupant l'ensemble des acteurs dans la gestion et la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques de notre territoire (collectivités, usagers, associations, professionnels, universitaires, services de l'Etat, etc.) sera par ailleurs prochainement proposée au Conseil de Métropole afin de constituer une instance de concertation et de suivi de la politique de l'eau.

La régie sera dénommée à l'issue d'un sondage qui s'achève le 27 avril, le nom ayant recolté le plus de suffrage sera présenté le jour du Conseil de la Métropole. Elle sera administrée par un conseil d'administration, son président ainsi qu'un directeur, selon des modalités arrêtées dans ses statuts.

Les statuts annexés à la présente délibération, qui ont reçu un avis favorable du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, en date du 21 avril 2015, prévoient que le conseil d'administration, qui se réunira au moins tous les 3 mois, sera composé de vingt (20) membres avec voix délibérative :

- Quatorze (14) membres issus du conseil de Métropole, désignés par le conseil sur proposition de son Président
- Quatre (4) représentants d'associations désignés par le conseil de Métropole, sur proposition de son Président, parmi des associations d'usagers et/ou des associations de consommateurs et/ou des associations de défense de l'environnement et/ou des associations familiales ou d'éducation populaire ;
- Une (1) personnalité qualifiée choisie en raison de sa compétence, désignée par le conseil de Métropole, sur proposition de son Président ;
- Un (1) salarié issu de la représentation élue du personnel et désigné, à la majorité, par cette dernière en son sein.

La durée du mandat des membres est limitée à la durée du mandat électif des membres du Conseil de la Métropole.

Les statuts précisent par ailleurs les pouvoirs du Président, les attributions du Conseil d'Administration, du directeur et de l'agent comptable. Enfin, ils stipulent que la Métropole affectera à la régie les biens immobiliers et mobiliers du Service dont elle dispose. La Métropole conservera la propriété des biens affectés à la régie mais en transfèrera la jouissance avec les droits et obligations qui s'y rattachent.

La création de la régie impose la fixation de la dotation initiale qui lui sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Aux termes de l'article R.2221-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dotation initiale de la régie représente « la contrepartie des créances, ainsi que des apports en nature ou espèces effectués par la collectivité de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition qui sont mises à la charge de la régie. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions ainsi que des réserves ». La dotation attribuée par la Métropole à la régie, qui comprend une dotation en nature et une dotation en espèces, se décompose ainsi :

Pour l'eau potable :

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'eau potable porté par le budget annexe dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2015 s'établit à 54 067 K€, (patrimoine constitué par la Métropole depuis 2011 et équipements dont la propriété a été transférée par les communes précédemment compétentes à la Métropole) et des moyens de financement de ce patrimoine : un encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2015 de 5 347 k€ et un encours de subventions d'investissement prévisionnel au 31 décembre 2015 de 2 396 K€.

La dotation en espèces est constituée des résultats cumulés du budget annexe de l'eau potable arrêtés au 31 décembre 2015 dont le montant prévisionnel s'établit à 3 232 K€.

Le montant de la dotation en espèces indiqué est net de la subvention exceptionnelle de fonctionnement versée par le budget de l'eau potable au budget de la régie en 2015 pour lui permettre d'honorer ses premières dépenses.

Le montant prévisionnel de ces dotations est arrêté à partir des informations connues à la date du 28 avril 2015, il fera l'objet d'un arrêté définitif à l'occasion du vote du compte administratif 2015 du budget annexe de l'eau potable.

Les créances du budget annexe de l'eau potable non encaissées au 31 décembre 2015 ainsi que les engagements de dépenses non payées au 31 décembre 2015 sont mis à la charge de la régie à compter du 1^{er} janvier 2016, à l'exception des marchés engagés par la Métropole et qui feront l'objet d'une réception par celle-ci au-delà de cette date. La Métropole conserve la part de résultat 2015 nécessaire au financement de ces dernières dépenses, qui viendra en diminution du montant de la dotation en espèces.

Pour l'eau brute :

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'eau brute porté par le budget annexe dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2015 s'établit à 490 K€, (patrimoine constitué par la Métropole depuis la prise de compétence et équipements dont la propriété a été transférée à la Métropole par les communes précédemment compétentes) et des moyens de financement de ce patrimoine : un encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2015 de 75 K€.

Il n'y a pas d'encours de subventions d'investissement prévisionnel au 31 décembre 2015.

La dotation en espèce est constituée des résultats cumulés du budget annexe de l'eau brute arrêtés au 31 décembre 2015 dont le montant prévisionnel s'établit à 161 K€.

Le montant prévisionnel de ces dotations est arrêté à partir des informations connues à la date du 28 avril 2015, il fera l'objet d'un arrêté définitif à l'occasion du vote du compte administratif 2015 du budget annexe de l'eau brute.

Les créances du budget annexe de l'eau brute non encaissées au 31 décembre 2015 ainsi que les engagements de dépenses non payées au 31 décembre 2015 sont mis à la charge de la régie à compter du 1^{er} janvier 2016, à l'exception des marchés engagés par la Métropole et qui feront l'objet d'une réception par celle-ci au-delà de cette date. La Métropole conserve la part de résultat 2015 nécessaire au financement de ces dernières dépenses, qui viendra en diminution du montant de la dotation en espèces.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale,
- dénommer cette régie Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,

- adopter ses statuts, annexés à la présente délibération,
- approuver le montant de la dotation initiale attribuée par la Métropole à la régie, calculée selon la méthode explicitée, et fixée, pour la dotation en espèces, à 3 232 k€ H.T. pour l'eau potable, et à 161 k€ H.T pour l'eau brute,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°8 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE - DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Lors de la séance du 28 avril 2015, il sera proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur la création d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale et d'adopter ses statuts.

Cette régie assurera à compter du 1^{er} janvier 2016 la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 (treize) communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone. Elle aura également pour objet le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc sur le territoire métropolitain.

Les articles L.2221-10 et R.2221-5 du Code général des collectivités territoriales prévoient que les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont administrées par un Conseil d'administration dont les membres sont désignés par délibération du Conseil de Métropole Directeur sur proposition de son Président. L'article 4.1 des projets de statuts de la régie fixe à vingt (20) le nombre de membres du Conseil d'administration, lequel sera composé comme suit :

- 14 membres issus du Conseil de Métropole,
- 4 représentants des usagers et/ou représentants d'associations désignés parmi des associations de consommateurs et/ou des associations de défense de l'environnement et/ou des associations familiales ou d'éducation populaire,
- 1 membre représentant le personnel désigné au sein du comité d'entreprise,
- 1 personnalité qualifiée choisie en raison de sa compétence.

Par ailleurs, ces mêmes statuts disposent qu'à titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2016 au plus tard, et par dérogation aux dispositions de l'article 4.1, le représentant des salariés de la régie est désigné par le Conseil de Métropole, sur proposition de son Président. Ce représentant sera désigné ultérieurement.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent :

- prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
- occuper une fonction dans ces entreprises ;
- assurer une prestation pour ces entreprises ;
- prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration est limitée à la durée du mandat électif des membres issus du Conseil de Métropole. Au terme du mandat métropolitain, le Conseil d'administration est ainsi renouvelé.

Dans un délai d'un mois à compter de la désignation de l'ensemble des membres du Conseil d'administration, le Président du Conseil de Métropole convoque le Conseil d'administration afin que ce dernier, sous la présidence du doyen d'âge des membres issus du Conseil de Métropole, procède à :

- l'élection du Président du Conseil d'administration parmi les membres issus du Conseil de Métropole ;
- l'élection du Vice-Président du Conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article R.2221-21 du Code général de collectivités territoriales, le Président du Conseil d'administration procède formellement à la nomination du Directeur de la Régie, en exécution de la délibération du Conseil de Métropole.

Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la régie, et à ce titre notamment :

- adopte le règlement intérieur de la régie préparé par le Directeur ;
- veille à l'application et au respect de la convention d'objectif ;
- vote le budget préparé par le Directeur et délibère sur les modifications de celui-ci qui comportent une modification de la répartition des crédits par chapitre ou un virement de la section d'investissement vers la section de fonctionnement et vice versa ;
- arrête le compte financier et délibère sur le rapport d'activité ;
- décide des emprunts à moyen et long termes ;
- accepte ou refuse les dons et legs ;
- décide les acquisitions, aliénations et prises en location de biens immobiliers, ainsi que les mises en location de biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent à la régie ;
- approuve les concessions, les prises et extensions et cessions de participation dans les limites prévues aux articles L. 2253-1 et R. 2221-42 du Code général des collectivités territoriales ;
- fixe les modalités générales de passation des contrats ;
- détermine les orientations générales concernant le personnel et arrête le tableau général des effectifs ;
- fixe le taux des redevances dues par les usagers de la régie qui sont établies de manière à en assurer l'équilibre financier en couvrant le coût réel du service ;
- autorise les actions en justice et les transactions ;
- fixe l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur ainsi que les modalités de compte-rendu de ces délégations ;
- fixe la rémunération du Directeur et de l'agent comptable en accord avec le Président de la Métropole ;
- adopte le rapport d'activité annuel à transmettre à la Métropole.

En application des dispositions statutaires précitées et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose la composition suivante pour le Conseil d'administration :

Membres issus du Conseil de Métropole	
Communes	Conseiller sollicité
LE CRES	BONNAL Pierre
JACOU	CALVAT Renaud
VILLENEUVE LES MAGUELONE	CLARAC Chantal
LATTES	DONADA Carole
VENDARGUES	DUDIEUZERE Pierre
SAINT-DREZERY	GALABRUN-BOULBES Jackie
PEROLS	GIANIEL Isabelle
MONTPELLIER	KRZYSANSKI Pascal
SUSSARGUES	LLORET Eliane
PRADES LE LEZ	LUSSERT Jean-Marc
MONTPELLIER	PHOUTTHASANG Khanthaly
GRABELS	REVOL René

JUVIGNAC	SAVY Jean-Luc
MURVIEL LES MONTPELLIER	TOUZARD Isabelle
Membres issus des associations	
Association	Membre envisagé
TOTAL	4
CLCV	JAMET Jacqueline
Association de quartier Mare Nostrum	NEUSCHWANDER Claude
Eau Secours 34	USO Thierry
Paillade Mosson Coulée Verte	VIGNON Cathy
Membre expert	
Expert	Membre envisagé
	RUF Thierry
TOTAL	1
Membre représentant du personnel	
Représentant du personnel	Membre envisagé
	SIMON Samuel
TOTAL	1

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée ;
- désigner au sein du Conseil d'administration de la régie 14 membres issus du Conseil de la Métropole, 4 représentants des usagers et/ou représentants d'associations, une personnalité qualifiée choisie en raison de sa compétence,
- autoriser ces représentants à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE - DÉSIGNATION DU DIRECTEUR - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Au cours de la séance du 28 avril 2015, il sera proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur la de création d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale et d'en adopter les statuts. Cette régie assurera à compter du 1^{er} janvier 2016 la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 (treize) communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone.

Elle aura également pour objet le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc sur le territoire métropolitain.

Par délibération adoptée lors de cette séance du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a désigné les membres du Conseil d'administration de la Régie.

Les articles L.2221-10 et R.2221-5 du Code général des collectivités territoriales prévoient que les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dirigées par un Directeur désigné par délibération du Conseil de Métropole sur proposition de son Président.

Le Directeur est ensuite nommé formellement par le président du Conseil d'administration, en exécution de la délibération du Conseil de Métropole, conformément aux dispositions de l'article R.2221-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat de parlementaire européen, sénateur, député, Conseiller régional, Conseiller général ou Conseiller municipal d'une commune membre de la Métropole. Elles sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'administration de la régie.

Par ailleurs, le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises financièrement liées avec la régie ou entretenant des liens commerciaux avec celle-ci, n'occuper aucune fonction dans ces entreprises ni assurer des prestations pour leur compte.

Le Directeur assure le fonctionnement de la régie sous l'autorité et le contrôle du Président du Conseil d'administration. Outre les pouvoirs qui peuvent lui être délégués par le Conseil d'administration, il a autorité sur le personnel, fixe l'organisation du travail, prépare le projet de budget et en assure l'exécution.

A cet effet et notamment, le Directeur :

- rédige un projet de règlement intérieur qu'il soumet à l'approbation du Conseil d'administration ;
- prépare les délibérations du Conseil d'administration et prend les mesures nécessaires à leur exécution ;
- exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions relatives à l'agent comptable ;
- recrute et licencie le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires ;
- peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le préfet ;
- est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;
- ouvre les lignes de trésorerie nécessaires au financement du besoin en fonds de roulement du service, dans la limite des crédits budgétaires prévus pour les frais financiers ;
- peut prendre, sur délégation du Conseil d'administration, les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat, dans les conditions fixées à l'article L.1618-2 du Code général des collectivités territoriales (en application de l'article L.2221-5) ;
- peut créer, sur délégation du Conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances, dans le respect des dispositions réglementaires applicables ;
- passe, en exécution des décisions du Conseil d'administration, tous actes, contrats et marchés ;
- prend, sur délégation du Conseil d'administration, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le suivi et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée ; la passation de ces marchés donne lieu à un compte rendu spécial au Conseil d'administration dès sa plus proche réunion, à l'exception des marchés dont le montant est inférieur à une somme fixée par le Conseil d'administration ;
- prend les mesures d'urgence qu'il juge nécessaires au vu de la situation ou des événements ;
- présente chaque année au Conseil d'administration un rapport sur le contrôle interne de la régie.

Le Directeur est le représentant légal de la régie. A ce titre, après autorisation du Conseil d'administration, il peut intenter, au nom de la régie, les actions en justice et la défendre dans les actions intentées contre elle.

Monsieur le Président propose la désignation de Monsieur Grégory VALLEE en tant que Directeur de la Régie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer sur le choix de Monsieur Grégory VALLEE en tant que Directeur de la Régie conformément aux dispositions légales précitées. Il bénéficiera d'un contrat de travail de droit public ;
- l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE - CONVENTION DE PRESTATIONS AVEC MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE EN VUE DE LA PASSATION DE MARCHÉS PUBLICS - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Lors de la séance du 28 avril prochain il sera proposé au Conseil de Métropole de créer une régie autonome dotée de la personnalité morale, afin de gérer l'exploitation du service public d'eau potable et du service public de l'eau brute.

Il importe à l'égard des usagers de ce nouvel établissement public d'assurer la continuité et la sécurité des services publics qui relèveront de ses attributions.

Dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation interne, du budget et des services opérationnels de la Régie, il convient que celle-ci puisse bénéficier à titre transitoire, de services et d'outils mis en œuvre par la Métropole en matière de commande publique.

Les articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent à la Régie, établissement public local, de confier à la Métropole, par voie de convention et de manière transitoire, la gestion de certains services relevant de ses attributions.

En conséquence, il est proposé que la Métropole mette à disposition de la Régie à titre transitoire, des outils et des services nécessaires à la passation de ses marchés publics jusqu'à ce que cette dernière dispose des moyens lui permettant de satisfaire elle-même l'ensemble de ses besoins en matière de commande publique, à savoir :

- mise à disposition du logiciel, modules « rédaction » et « procédures » ;
- mise à disposition de la plateforme de dématérialisation de la Métropole avec création d'un accès dédié ;
- mise à disposition de son profil avec utilisation des éléments de facturation de la Métropole permettant à la Régie de saisir les Avis d'Appel public à la Concurrence sur le BOAMP et le JOUE.

Cette convention est conclue pour une durée de 12 mois. L'exécution des services prévus ne donnera lieu à aucune rémunération, sans préjudice toutefois du remboursement par la Régie des dépenses exposées par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention de prestation de services en matière de commande publique entre la Métropole et la Régie de l'eau potable et de l'eau brute;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°11 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - CONVENTION DE FACTURATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT POUR LE COMPTE DE VEOLIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du

23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

-Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016. Cette mesure a été anticipée sur la commune de Grabels avec l'arrivée à échéance du contrat de délégation du service sur cette commune au 31 octobre 2014. Ainsi, une partie des missions est assurée au travers d'un marché de prestations de service du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2015.

-Par délibération n° 12566 et 12567 en date du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a confié l'exploitation de son service de Collecte et de Traitement des Eaux Usées relatif au système d'assainissement de MAERA à la société VEOLIA selon les contrats d'affermage déposés en Préfecture le 17 décembre 2014. Ces contrats, incluant dans leur périmètre la commune de Grabels, prévoient que, dans un souci de simplification et de transparence pour les usagers, la facturation de l'eau potable et de l'assainissement soient regroupées sur une seule facture.

Conformément à l'article R. 2224-19-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, VEOLIA a demandé à Montpellier Méditerranée Métropole, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte, sur la facture d'eau, les redevances dues par les usagers du service d'assainissement collectif, conformément à la réglementation en vigueur.

Il est proposé d'encadrer les modalités de ce recouvrement par une convention fixant les obligations respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de VEOLIA. Le projet de convention ainsi élaboré précise par ailleurs la nature et les modalités d'échanges des données permettant la facturation des usagers redevables (planning, format...), et de gestion des nouveaux usagers et des impayés. Sur le plan financier, elle définit les dates de reversement des sommes encaissées ainsi que le montant et l'actualisation de la rémunération, fixée à 2,5 € HT par facture émise, perçue par Montpellier Méditerranée Métropole, gestionnaire de l'eau potable pour cette prestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pour la mise en recouvrement de la redevance assainissement sur la commune de Grabels par Montpellier Méditerranée Métropole, qui fixe les droits et obligations de chaque partie,
- approuver le tarif de 2,5 € HT par facture émise qui sera perçu par Montpellier Méditerranée Métropole pour cette prestation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (quatre abstentions et deux votes contre).

Se sont abstenus : Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE - CONTRATS DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ VEOLIA - PROTOCOLES DE FIN DE CONTRAT- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de Montpellier Méditerranée Métropole, cette compétence n'est cependant exercée directement que sur 13 des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes,

Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à Veolia-Eau, la gestion de ses services d'eau potable dans le cadre de plusieurs contrats dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2015. Il s'agit du contrat de délégation de service public d'eau potable de la Commune de Prades le Lez et ses avenants, de la Commune de Villeneuve lès-Maguelone et ses avenants, des Communes de Lattes et Pérols et son avenant, des Communes de Montpellier et Juvignac et ses avenants ainsi que des Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès dit de l'ex Salaison et ses avenants.

Lors du conseil de Métropole du 28 avril 2015, il sera proposé d'instituer la future régie de l'eau potable et de se prononcer sur le régime juridique de cette dernière qui interviendra à compter du 1^{er} janvier 2016 sur l'ensemble du territoire géré directement par Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans la perspective de l'arrivée à échéance des contrats, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise en gestion opérationnelle par la régie, il est proposé de convenir par voie de protocoles les modalités précises s'agissant des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société Veolia-Eau, font l'objet de projets de protocoles. Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du Travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi du Contrat tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du code civil.

Ces protocoles ont pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin du contrat telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et de contrôle a posteriori par Montpellier Méditerranée Métropole.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,
- Les engagements contractuels.

Afin de garantir le respect du principe de continuité du service public et des obligations rappelés à l'article 1^{er} du projet de protocole, plusieurs dates jalons sont fixées :

- D1 : première date à laquelle certaines données sont attendues du Délégitaire. Il s'agit du 1^{er} juin 2015
- D2 : date d'échéance du contrat de délégation de service. A cette date, le nouvel exploitant, en l'occurrence la régie publique, devra être en position d'assurer la continuité du service. Il s'agit du 31 Décembre 2015.

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Méditerranée Métropole doit posséder à D1 tous les éléments lui permettant de réussir la préparation opérationnelle du service à compter de la date d'échéance du contrat et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service. Le Délégitaire assure une exploitation normale jusqu'à D2 : l'exploitation transférée doit être remise en fonctionnement habituel, avec la pleine capacité pour la régie de prendre la totale maîtrise de l'exploitation dès le lendemain de l'échéance du contrat de délégation.

Concernant le contrat de l'ex-Salaison sur les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint-Aunès, l'avis de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or co-contractant a été sollicité et cette dernière doit délibérer lors de son prochain conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation des services publics de l'eau potable de Prades-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes et Pérols, Montpellier et Juvignac, Jacou, Le Crès, Saint Aunès et Vendargues, dit de l'ex Salaison,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°13 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ SAUR SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SUSSARGUES ET SAINT-BRÈS - PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de Montpellier Méditerranée Métropole, cette compétence n'est cependant exercée directement que sur 13 des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la société SAUR, la gestion de son service d'eau potable sur les communes de Montferrier-sur Lez, Saint Brès et Sussargues dit des « 3 Villages » dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2015 selon les dispositions contractuelles.

Lors du conseil de Métropole du 28 avril 2015, il sera proposé d'instituer la future régie de l'eau potable et de se prononcer sur le régime juridique de cette dernière qui interviendra à compter du 1^{er} janvier 2016 sur l'ensemble du territoire géré en propre par Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans la perspective de l'arrivée à échéance de ce contrat, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise en gestion opérationnelle de la régie, il est proposé de convenir des modalités précises s'agissant des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société SAUR, font l'objet du projet de protocole objet de la présente..Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du Travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi du Contrat tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du code civil.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin du contrat telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et du contrôle a posteriori par Montpellier Méditerranée Métropole.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,
- Les engagements contractuels.

Afin de garantir le respect du principe de continuité du service public et des obligations, plusieurs dates jalons sont fixées :

- D1 : première date à laquelle certaines données sont attendues du Déléataire. Il s'agit du 1er juin 2015
- D2 : date d'échéance du contrat de délégation de service. A cette date, le nouvel exploitant, en l'occurrence la régie publique, devra être en position d'assurer la continuité du service. Il s'agit du 31 Décembre 2015.

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Méditerranée Métropole doit posséder à D1 tous éléments lui permettant de réussir la préparation opérationnelle du service à compter de la date d'échéance du contrat et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service. Le Déléataire assure une exploitation normale jusqu'à D2 : l'exploitation transférée doit être remise en fonctionnement habituel, avec la pleine capacité pour la régie de prendre la totale maîtrise de l'exploitation dès le lendemain de l'échéance du contrat de délégation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation des services publics de l'eau potable de Montferrier-sur-Lez, Sussargues et Saint-Brès,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°14 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNES DE SUSSARGUES ET DE SAINT GENIES DES MOURGUES - PARTICIPATION DES ZAC OU PUP AU FINANCEMENT DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L 311-4 et L 332-11-3 et -4), lorsqu'un équipement public doit être dimensionné pour tenir compte du développement futur de l'urbanisation, la collectivité peut mettre à la charge des constructeurs la fraction du coût de cet équipement proportionnelle aux besoins des futurs habitants des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou des Projets Urbains Partenariaux (PUP).

Cette participation est instituée par et au bénéfice de la collectivité compétente pour la réalisation de l'équipement concerné. C'est le cas des nouvelles stations d'épuration communales ou intercommunales construites par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la mise en oeuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement adopté en décembre 2004.

Des dispositions similaires ont déjà été adoptées sur les mêmes bases pour la participation au financement de la station d'épuration de Saint-Drézéry en 2009 ainsi que celles de Pignan/Saussan/Fabrègues, Baillargues/Saint-Brès et Beaulieu/ Restinclières en 2011.

La nouvelle station de Sussargues/Saint Geniès des Mourgues qui sera mise en service prochainement a été dimensionnée pour 7 200 équivalents-habitants à l'horizon 2030. Le coût total de l'opération s'élève à 2 615 000 € HT. Après déduction des subventions obtenues de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la dépense nette à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est de 1 620 000 €.

Le coût par équivalent-habitant s'élèvera donc à 1 620 000 € ramené à 7 200 EH, soit 225 € en valeur mars 2015.

Chaque logement sera compté pour 2,55 équivalents habitants (moyenne du nombre moyen d'occupants par résidence principale, source INSEE 2011) et participera ainsi à hauteur de 574 €.

Cette participation financière sera exigible auprès du bénéficiaire de la concession d'aménagement dans le cadre d'une ZAC ou d'une autorisation d'urbanisme dans le cadre d'un PUP sur les Communes de Sussargues et Saint Genies des Mourgues.

Afin de tenir compte de l'évolution des prix, le montant cette participation sera actualisé tous les ans au 1^{er} janvier en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction connu à cette date, comme pratiqué pour la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) en application des délibérations n°11414 et 11415 du Conseil en date du 12 février 2013.

Cette participation ne vient couvrir que la partie des dépenses d'investissement réalisées pour la construction de la station d'épuration et ne se substitue pas aux autres participations liées aux éventuels renforcements de réseaux d'eaux usées nécessaires à la desserte des opérations d'urbanisme à venir ou à leur desserte interne.

Pour chaque opération d'aménagement urbain, une convention sera établie entre le bénéficiaire, la commune concernée dans le cas d'une ZAC communale et Montpellier Méditerranée Métropole pour fixer les modalités techniques et financières des participations dues au titre du financement de la construction de la station d'épuration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la contribution des ZAC ou PUP sur les communes de Sussargues et Saint Genies des Mourgues au financement des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale ;
- approuver le calcul du montant de la participation financière, celle-ci s'élevant à 574 € par logement (valeur mars 2015) ;
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions à intervenir et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°15 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNES DE COURNONSEC ET CURNONTERRAL - PARTICIPATION DES ZAC OU PUP AU FINANCEMENT DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L 311-4 et L 332-11-3 et -4), lorsqu'un équipement public doit être dimensionné pour tenir compte du développement futur de l'urbanisation, la collectivité peut mettre à la charge des constructeurs la fraction du coût de cet équipement proportionnelle aux besoins des futurs habitants des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou des Projets Urbains Partenariaux (PUP).

Cette participation est instituée par et au bénéfice de la collectivité compétente pour la réalisation de l'équipement concerné. C'est le cas des nouvelles stations d'épuration communales ou intercommunales construites par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la mise en oeuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement adopté en décembre 2004.

Des dispositions similaires ont déjà été adoptées sur les mêmes bases pour la participation au financement de la station d'épuration de Saint-Drézéry en 2009 ainsi que celles de Pignan/Saussan/Fabrègues, Baillargues/Saint-Brès et Beaulieu/ Restinclières en 2011.

La nouvelle station d'épuration de Cournonterral/Cournonsec qui sera mise en service prochainement a été dimensionnée pour 15 000 équivalents-habitants à l'horizon 2030. Le coût total de l'opération s'élève à 3 160 000 € H.T., dépense nette à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole puisque cette opération n'a pu bénéficier d'aucune aide financière.

Cette opération conçue de manière à réutiliser au maximum des installations de la station d'épuration préexistante construite en 1998 comporte deux parties distinctes : une partie reconstruction complète concernant les prétraitements et la filière boues, dimensionnée pour 15 000 EH et d'un montant de 2 219 000 €, et une partie extension portant sur la filière eau et augmentant sa capacité de 9 000 EH pour un coût de 940 000 €.

Le coût par équivalent-habitant, calculé par l'addition de 2 219 000 € ramenés à 15 000 EH et de 940 000 € ramenés à 9 000 EH, s'élèvera donc à 252 € (valeur mars 2015).

Chaque logement sera compté pour 2,65 équivalents habitants (moyenne du nombre moyen d'occupants par résidence principale, source INSEE 2011) et participera ainsi à hauteur de 669 €.

Cette participation financière sera exigible auprès du bénéficiaire de la concession d'aménagement dans le cadre d'une ZAC ou d'une autorisation d'urbanisme dans le cadre d'un PUP sur les Communes de Cournonterral et Cournonsec.

Afin de tenir compte de l'évolution des prix, le montant cette participation sera actualisé tous les ans au 1^{er} janvier en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction connu à cette date, comme pratiqué pour la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) en application des délibérations n°11414 et 11415 du Conseil en date du 12 février 2013.

Cette participation ne vient couvrir que la partie des dépenses d'investissement réalisées pour la construction de la station d'épuration et ne se substitue pas aux autres participations liées aux éventuels renforcements de réseaux d'eaux usées nécessaires à la desserte des opérations d'urbanisme à venir ou à leur desserte interne.

Pour chaque opération d'aménagement urbain, une convention sera établie entre le bénéficiaire, la commune concernée dans le cas d'une ZAC communale et Montpellier Méditerranée Métropole pour fixer les modalités techniques et financières des participations dues au titre du financement de la construction de la station d'épuration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la contribution des ZAC ou PUP sur les communes de Cournonsec et Cournonterral au financement des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale,
- approuver le calcul du montant de la participation financière, celle-ci s'élevant à 669 € par logement (valeur mars 2015),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions à intervenir et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (six abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°16 : HORS COMMISSION – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a délibéré lors de sa séance du 18 décembre 2014 (délibération n°12663) sur un projet de convention cadre de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

Compte tenu de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, il est apparu nécessaire de réitérer cette décision, dans ce nouveau cadre institutionnel.

Une étape majeure s'engage avec la transformation de l'Agglomération en Métropole et l'émergence d'un pôle de coopérations métropolitaines supra départemental. Le développement stratégique de Montpellier Méditerranée Métropole est axé sur 6 piliers d'intérêt économique et métropolitain :

- **la Santé**, au sens de l'OMS : bien-être physique, mental et social,
- **le Numérique** : dans le cadre de la stratégie nationale *French Tech*, la métropole intelligente, la lutte contre la fracture numérique,
- **le Tourisme** : en valorisant l'attractivité du territoire dans sa diversité,
- **les Mobilités** : par la connexion du territoire à toutes les échelles,
- **l'Agroécologie et alimentation** : par une valorisation exemplaire et de référence des ressources environnementales du territoire,
- **la Culture, le Patrimoine et l'Égalité des chances.**

Ce projet doit se décliner, chaque fois que possible, à toutes les échelles, pour garantir la cohésion du territoire. Afin de mener à bien ce projet métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole s'entoure de tous les appuis et partenaires du développement.

A cet égard, la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des collectivités territoriales, accompagne leur développement dans le cadre de ses missions d'intérêt général. Elle contribue à l'émergence et à la réalisation de projets d'équipement de dimension locale dans lesquels elle intervient en tant qu'investisseur avisé et via des prêts sur fonds d'épargne.

En fonction des domaines de partenariat développés, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra mobiliser :

- une assistance en ingénierie amont sur les axes prioritaires ;
- un cofinancement des études à mener pour préciser leur faisabilité opérationnelle ;
- un investissement en fonds propres ou un appui à l'économie mixte ;
- des prêts de long terme, pour financer les investissements de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser les principaux axes et principes de leur partenariat, afin d'en favoriser la cohérence et la durabilité dans une convention cadre de partenariat.

Ce partenariat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention et pourra se prolonger jusqu'à l'expiration des conventions d'application.

Afin de conduire ce partenariat, il sera constitué un comité de pilotage composé du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant et du Directeur Régional de la Caisse des Dépôts ou de son représentant et se réunira autant que de besoin et au moins une fois par an afin :

- de fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques ;
- d'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques composés des techniciens de la Métropole et de la Caisse des Dépôts suivront la réalisation des actions décidées.

Il sera procédé par conventions et contrats d'application de la présente convention à l'identification d'actions affinées de coopération. Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- dire que le présent protocole annule et remplace le projet de protocole adopté par délibération du 18 décembre 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le présent protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La société MONTPELLIER EVENTS a pour objet la gestion directe ou déléguée, l'exploitation et l'animation de tous services publics et équipements publics ou privés ainsi que toutes activités de nature privée à vocation de spectacles, congrès, salons, expositions touristiques ou culturelles.

Elle a en charge le développement de ces activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, du Parc des expositions et de la Park&Suites Arena. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur la Métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05 % du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

Par délibération n°12217 en date du 22 avril 2014, puis par délibération n°12660 en date du 27 novembre 2014, le Conseil a procédé à la désignation de ses 6 représentants dont un au sein de l'Assemblée Générale, ce conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SAEML Montpellier Events.

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SAEML. Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée. Le Président propose de désigner Monsieur Jean-Pierre RICO comme nouveau représentant de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de Montpellier Events en remplacement de Gilbert PASTOR.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Monsieur Jean-Pierre RICO comme nouveau représentant de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de Montpellier Events en remplacement de Gilbert PASTOR et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, au sein du Conseil d'Administration de la société, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRIFICATION DE LA RÉGION NORD EST DE MONTPELLIER (SIERNEM) - ADOPTION DES STATUTS ET ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes la compétence distribution publique d'électricité.

Depuis cette date, l'adhésion au SIERNEM est maintenue par substitution de la Métropole aux communes de Saint-Brès et Saint-Drézéry.

Le Syndicat Intercommunal d'Électrification de la Région Nord Est de Montpellier (SIERNEM), désormais Syndicat Mixte « fermé » en application des articles L 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales a approuvé ses nouveaux statuts par délibération du 8 avril 2015.

En application de l'article L 5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales et au regard du principe de représentation proportionnelle à la population des communes représentées par la Métropole au sein du syndicat, ceux-ci ont fixé le nombre de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à 6 titulaires et 6 suppléants, le choix du Conseil de Métropole pouvant porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre, élu au scrutin secret, en application de l'article L 5211-7 du code précité.

Liste (liste n°1) proposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

MEMBRES TITULAIRES :

- Mr ROUDIL, Saint-Brès,
- Mme SCHWARTZ, Saint-Brès,
- Mr JAOUL, Saint-Brès,
- Mme GALABRUN-BOULBES, Saint-Drézéry,
- Mr SALVADOR, Saint-Drézéry,
- Mr DACHEUX, Saint-Drézéry,

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Mr VALENTIN, Saint-Brès,
- Mr DA SILVA, Saint-Brès,
- Mme SIRVEN, Saint-Drézéry,
- M TELLIER, Saint-Drézéry,
- Mme DASYLVA, Montpellier,
- Mme PHOUTTHASANG, Montpellier.

Aucune autre liste n'est proposée.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présent (émargement) : 87

Votants : 87

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L.65 et L.66 du Code électoral) : 0

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 84

Majorité absolue : 44

La liste 1 est élue à 84 voix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'adoption des statuts du Syndicat ;
- procéder à l'élection au scrutin secret des six représentants titulaires et des six représentants suppléants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée délibérante du SIERNEM et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à bulletin secret, la liste 1 est élue. Les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole élus au sein de l'assemblée délibérante du SIERNEM sont:

MEMBRES TITULAIRES :

- Mr ROUDIL, Saint-Brès,
- Mme SCHWARTZ, Saint-Brès,
- Mr JAOUL, Saint-Brès,
- Mme GALABRUN-BOULBES, Saint-Drézéry,
- Mr SALVADOR, Saint-Drézéry,
- Mr DACHEUX, Saint-Drézéry,

MEMBRES SUPPLÉANTS :

- Mr VALENTIN, Saint-Brès,
- Mr DA SILVA, Saint-Brès,
- Mme SIRVEN, Saint-Drézéry,
- M TELLIER, Saint-Drézéry,
- Mme DASYLVA, Montpellier,
- Mme PHOUTTHASANG, Montpellier.

AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE SURVEILLANCE - SCIC REPLIC

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La SCIC REPLIC (société coopérative d'intérêt collectif) soutient l'implantation d'entreprises solidaires en Languedoc-Roussillon et développe, dans un but d'intérêt collectif, un pôle de compétences pour ces entreprises. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la société. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale et détient un poste au Conseil de Surveillance.

Par délibération n°12230 du 19 mai 2014, le Conseil a procédé à la désignation de Madame Isabelle Touzard en qualité de représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015.

Il est proposé de désigner Madame DARDE en qualité de représentante titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance de la SCIC REPLIC en remplacement de Madame Touzard.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En vertu de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret, mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation à main levée de Madame Catherine DARDE en remplacement de Madame Isabelle TOUZARD en tant que représentante titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance de la SCIC RELIC et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE AVEC LES COMMUNES - VOLET OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°1 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenants après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 aux conventions initiales signées en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des communes de :

Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Laverune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Saint Brès, Saint Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les avenants n°1 aux conventions de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Laverune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Saint Brès, Saint Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues ;
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Laverune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Saint Brès, Saint Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Vendargues, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPÉTENCES - FINANCEMENT - TAXE D'AMÉNAGEMENT - CONVENTIONS DE REVERSEMENT - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'urbanisme qui dispose qu'« en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ».

Cette taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 Décembre 2010 portant réforme de la fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1er mars 2012, la Taxe Locale d'Équipement (TLE).

L'article L331-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour l'exercice 2015, année de transition, les communes continueront de percevoir la taxe d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole n'ayant pas délibéré, pour l'instant, en vue de l'instaurer.

Par délibération concordante, les Communes et la Métropole ont défini les conditions de poursuite par les communes de certaines opérations décidées par celle-ci avant le 31 décembre 2014, en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, les communes assurent au titre de l'année 2015 au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1er janvier 2015.

Compte tenu des transferts de compétences liés à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît nécessaire que les communes reversent à la Métropole pour l'année 2015, une partie des produits de la taxe d'aménagement :

Baillargues	50 000 €
Beaulieu	13 144 €
Castelnau-le lez	600 000 €
Castries	20 000 €
Clapiers	32 658 €
Cournonsec	34 044 €
Cournonterral	20 000 €
Grabels	45 000 €
Jacou	25 000 €
Lattes	44 000 €
Montferrier sur Lez	8 000 €
Murviel les Montpellier	9 000 €
Pérols	62 000 €
Pignan	15 000 €
Restinclières	22 952 €
Saint-Brès	8 000 €
Saint Drézéry	25 000 €
Saint Genies des Mourgues	8 000 €
Saint Georges d'Orques	35 604 €
Saint Jean de Védas	80 000 €
Saussan	2 000 €
Sussargues	23 000 €
Vendargues	38 360 €

Une convention entre chaque commune et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, doit être établie pour procéder à ce reversement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2015, le reversement d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement des communes mentionnées ci-dessus, à la Métropole, conformément au tableau susvisé,
- approuver les projets de conventions de reversement joints en annexe,
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2015 sera imputé en section d'investissement au chapitre 910,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°22 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NOUVELLES COMPÉTENCES - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE RESTINCLIÈRES, BEAULIEU, SAINT-DRÉZÉRY, LATTES, LAVERUNE, VENDARGUES

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Restinclières, Beaulieu, Saint-Drezery, Lattes, Vendargues, Lavérune et Juvignac, assurent notamment sur leur territoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1^{er} janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Restinclières, Beaulieu, Saint-Drezery, Lattes, Vendargues et Lavérune ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives du 12 mars, 23 mars, 30 mars, 9 avril, 9 avril et 13 avril 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 6 communes, comme suit :

Pour la commune de Restinclières

- Opérations décidées et dont le début d'intervention est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Programme de sécurisation de la voirie tranche ferme 2014	214 143 €	Délibération du 15/12/2014
Extension éclairage public route de Beaulieu	22 607 €	Délibération du 15/12/2014
Viabilité de parcelles communales chemin des pins	7 000 €	Délibération du 29/07/2014.
Extension éclairage public chemin des pins	12 865 €	Délibération du 25/02/2014
Extension réseau électrique en liaison à des autorisations d'urbanisme	24 500 €	Ordre de service du 29/12/2014
Mise aux normes éclairage public tranche 1	29 769 €	Délibération du 20/06/2014
Mise aux normes éclairage public tranche 2	32 520 €	Délibération du 20/06/2014

- Opérations décidées avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Programme de sécurisation voirie tranche conditionnelle 1	176 971 €	Délibération du 15/12/2014
Programme de sécurisation voirie tranche conditionnelle 2	136 456 €	Délibération du 15/12/2014
Programme de sécurisation voirie tranche conditionnelle 3	175 163 €	Délibération du 15/12/2014

Pour la commune de Beaulieu :

- Opération décidée et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune de Beaulieu :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Aménagement de la RD 118 – avenue de Restinclières (enfouissement des réseaux + travaux d'aménagement)	131 868.08 €	Délibérations des 14/05/2014 et 14/09/2014

Pour la commune de Saint-Drezery :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Avenue du Bérangé – Phase 1	173 477.24 €	Marché de travaux signé le 10/11/2014
Chemin rural ancien chemin de Castries	31 721.26 €	Devis signé en décembre 2014
Allée de la Liberté	118 772.22 €	Marché de travaux signé en 2012
Eclairage avenue Croix de Mounié et chemin piétonnier	14 760.00 €	Devis signé en septembre 2014
Accès Poste Relevage La Placette	10 000.00 €	Décision actée en 2014 par courrier à 3M

Pour la Commune de Lattes :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune:

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Tvx lotissement les Serres à Maurin	192 790,57 €	2011
Tvx aménagement PUP Mas rouge	342 399,37 €	2013
Tvx de voirie 2012	2 535,15	2012

Tvx de voirie 2013	1 324 611,79	2013
Tvx de voirie 2014	1 425 160,12	2014
Création d'un carrefour à feux RD 189	300 674,67 €	2013
Tvx abords piscine Nereides	4 574,84 €	2013
Création d'un parking rue des Cyclamens	65 352,00 €	2014
Autres travaux de voirie parking le Torcello	5 253,33 €	2013
Création de 2 coussins berlinois sur le parking du Lycée Champollion	9 036,98 €	2013
Aménagement containers enterrés parking Aragon côté TRAM	5 445,87 €	2013
Création de 2 ralentisseurs y compris signalisation horizontale et verticale la Cereirède	9 216,00 €	2014
Etude diagnostic éclairage public	29 460,00 €	2014
Création d'un réseau éclairage public – chemin du Mas de Jaumes	25 117,20 €	2014
Création d'un branchement AEP pour arrosage en espaces verts – Mas de Portal	1 646,30 €	2014
Tvx raccordement et création d'un hydrant route de St Jean de Védas niveau de GAMM VERT	7 921,62 €	2014
Création d'un hydrant avenue de Montouzères – immeuble « les Jardins suspendus »	16 039,57 €	2014
Plantations d'arbres Mas de Saporta – terrain aire gens du voyage	9 372,00 €	2014

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 que la commune souhaite transférer à Montpellier Méditerranée Métropole:

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Tvx réseau eaux pluviales / MOE Réalisation Assainissement pluvial Cereirede	37 083,18 €	2012
Requalification de l'avenue de Fréjorgues (études et travaux)	19 224,00 €	2014

Pour la commune de Vendargues :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Extension du réseau d'éclairage public – Projet Villa « Elena » - PVR « Alliance Promotion »	10 545,12 €	Délibération du 21/02/2013

Extension du réseau d'éclairage public – Adjonction d'un point lumineux Rue des chênes verts	4 988.76 €	Engagement du 20/05/2014
Extension du réseau d'éclairage public – Lotissement « L'Olivette » - PVR « Terres du Soleil »	7 852.06 €	Délibération du 12/08/2014
Extension du réseau d'éclairage public – PVR « SARL Meridis »	47 359.53 €	Délibération du 09/10/2014
Terrassement – Fourniture et mise en place gravier blanc – Rues de la Monnaie et des Lavandins	5 442.80 €	Engagement du 07/11/2014
Remplacement de deux lanternes Pilote Maison Serre par deux lanternes de style	2 494.08 €	Engagement du 31/12/2014

Pour la Commune de Lavérune :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Candélabre solaire rue des Aires	5 170.00 €	21/07/2014
Avenue du château	10 227.00 €	01/08/2013
Allées piétonnes école / CLAE	6 423.00 €	01/08/2013
Rue de la Prade (tx + MOE)	168 744.00 €	29/12/2014 18/11/2014

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015 que la commune souhaite transférer à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
MOE Avenue du Mas de Lepot	2 579.00 €	17/06/2014

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Restinclières, Beaulieu, Saint-Drezery, Lattes, Lavérune et Vendargues et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Restinclières, Beaulieu, Saint-Drezery, Lattes, Vendargues et Lavérune ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5217-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°23 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CRÉATION D'UN NOUVEAU SITE POUR LA PRODUCTION DE SERVICES INFORMATIQUES DE LA SOCIÉTÉ COMPUTACENTER - CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle souhaite renforcer son tissu en favorisant le développement d'entreprises de stature internationale, fortement créatrices d'emploi.

COMPUTACENTER est une SSII (société de services en ingénierie informatique) créée au Royaume-Uni en 1981. Son métier est d'assurer le conseil, l'implémentation et la gestion des services et solutions d'infrastructures informatiques durant leur cycle de vie, pour les entreprises publiques et privées, nationales et internationales.

Cette société tient une position de leader sur les marchés du Royaume-Uni et de l'Allemagne ainsi qu'un positionnement renforcé en France, en Belgique et au Luxembourg.

Sur le territoire français, les activités sont exercées au travers de 14 agences commerciales et techniques, 46 points de service, 27 stocks régionaux et 46 points de services logistiques, le Centre de Services national étant situé à Roissy. Les effectifs CDI étaient de 1840 début 2014.

Pour la France, il a été décidé dès 2014 de créer et développer son propre Centre de Services Partagés (CSP) s'appuyant sur les standards définis par le Groupe.

Pour assurer la mise en place de ce dispositif, l'approche sera segmentée en deux grandes phases concomitantes :

- la centralisation des ressources humaines, techniques et managériales,
- la mise en place d'une véritable organisation en ligne de services et non plus en « personnel dédié » pour un ou plusieurs clients.

Une étude a été lancée afin d'identifier en France, la meilleure implantation possible pour ce nouveau centre. Le choix s'est porté sur Montpellier Méditerranée Métropole qui se trouve être la plus compétitive en termes de qualité et de capacité de bassin d'emploi. De plus, la proximité des très grands acteurs que sont DELL et IBM en font une destination technologique de choix.

Pour cette implantation, il est prévu la location de deux étages d'un nouveau bâtiment du Parc d'activité de l'Aéroport à Pérols. La société projette la création nette de 270 emplois d'ici trois ans sur le bassin d'emploi de la région de Montpellier.

Dans ce contexte, la société COMPUTACENTER a obtenu, un financement de l'Etat (PAT) à hauteur de 900 000€ et sollicite un abondement de 250 000€ de la Région et 250 000€ de Montpellier Méditerranée Métropole, soit un accompagnement global de 1 400 000€ pour une assiette éligible de 21 792 000€ H.T. Cette assiette correspond à l'accroissement de la masse salariale chargée liée à la création des 270 emplois CDI/ETP sur le territoire métropolitain sous deux ans.

Cette aide est allouée sur la base des règles d'intervention du régime cadre exempté de notification n°SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020.

L'enjeu en matière économique pour le territoire est double :

- Implantation sur le territoire d'un acteur mondial majeur dans le domaine services informatiques.

- Impact direct sur l'emploi : création de 270 emplois à 3 ans sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Lors de sa session du 27 juin 2014, le Conseil Régional a délibéré en faveur de sa participation à cette action de co-financement. Suite à la décision de la CIALA (Commission Interministérielle d'Aide à la Localisation des Activités) du 20 novembre 2014, la Région a rédigé une convention se calant sur les critères définis par le CGET (Commissariat Général à l'Egalité des Territoires).

Sur cette base, Montpellier Méditerranée Métropole a également rédigé un projet de convention et inscrit l'enveloppe nécessaire à l'accompagnement financier pour le montant lui incombant au budget 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société COMPUTACENTER,
- attribuer à la société COMPUTACENTER, en contrepartie de son programme d'implantation et de création d'emplois, une aide financière stipulée dans la convention dans le cadre du régime cité ci-dessus d'un montant de 250 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015 chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président ou à défaut Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au Développement Économique et Attractivité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°24 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION LABSUD - HÉBERGEMENT DU FABLAB À L'HÔTEL D'ENTREPRISES DU MILLÉNAIRE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 9 métropoles labellisées French Tech par le gouvernement en novembre 2014. Cette labellisation est la reconnaissance de la performance des dispositifs mis en place par la Métropole pour l'accompagnement des acteurs du numérique et de l'innovation, ainsi que de la richesse de l'écosystème économique local dans ces domaines.

Les Fablabs sont des outils d'open innovation reconnus aux niveaux international et national, avec un soutien récent du gouvernement.

« La notion de Fablabs (FABrication LABoratories) désigne un lieu ouvert à tous où il est mis à disposition du public toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur qui permettent de travailler le bois, les métaux et plastiques et des composants électroniques.

La caractéristique principale des Fablabs est leur « ouverture ». Ils s'adressent autant aux entrepreneurs, aux designers, aux artistes, aux bricoleurs, aux étudiants et aux particuliers, qui veulent passer plus rapidement de la phase de concept à la phase de prototypage, de la phase de prototypage à la phase de mise au point, de la phase de mise au point à celle de déploiement, etc.»

Un Fablab, Labsud, existe à Montpellier depuis novembre 2012.

Labsud porte une ambition de croissance pour devenir un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnel, académique et grand public. L'association est hébergée gracieusement par Montpellier Méditerranée Métropole dans les locaux de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux, d'une surface de 272m² a permis à l'association de connaître en 2014 un essor certain, en adéquation avec son ambition et son objet : doublement du nombre de membres -222 au 31/12/2014-, ouverture vers les entreprises avec 9 partenariats établis.

Cet hébergement offre de nombreux intérêts et des contreparties répondant aux missions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Animation de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et du quartier l'environnant,

- Animation de l'écosystème du numérique dans un dispositif d'open innovation, bénéficiant à tous les acteurs de l'écosystème du numérique et de l'innovation. L'un des partenariats établis avec une entreprise s'est étalé sur plusieurs mois avec une collaboration étroite ; il symbolise l'apport déterminant d'un dispositif de type Fablab à un processus de développement de produit innovant,
- Accès privilégié et à tarif préférentiel à des prestations du Fablab (privatisation de machines coûteuses pendant plusieurs heures, soutien technique du permanent) pour les entreprises accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération,
- Ouvertures ponctuelles vers le grand public, les étudiants et les scolaires pour sensibiliser ces populations au numérique et à des dispositifs innovants.

Ainsi, le bilan de cette première année de partenariat est très encourageant et positif pour les deux partenaires. Il est proposé de renouveler l'hébergement à titre gratuit du Fablab Labsud dans les locaux de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (valorisé à 48 850€). Il est également proposé l'attribution d'une subvention de 5 000 euros (sur un budget prévisionnel de l'Association de 65 000 euros pour l'année 2015) pour accompagner le fonctionnement de l'Association Labsud, afin de favoriser le développement de ses actions.

En 2015, un partenariat avec les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole se mettra également en place pour sensibiliser les adhérents du réseau des médiathèques - particulièrement les étudiants et les chercheurs d'emploi - aux ressources des Fablabs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que Montpellier Méditerranée Métropole propose un hébergement gratuit d'un an à l'association Labsud pour développer le Fablab au sein de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire, sous réserve de la signature d'une convention de partenariat et de la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre gratuit entre la SERM et l'Association,
- approuver l'affectation de la subvention de 5 000 euros sous réserve de la signature de cette même convention de partenariat,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°25 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MONTPELLIER IN GAME 2015 - PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOM (IDATE) POUR LE MIG 2015 - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique, constituant un écosystème complet :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Startups accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Imagygame, Scimob,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Epitech, Epsi, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université Paul Valéry,

- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

Cette densité de l'écosystème a été confirmée en 2014 dans une étude du Syndicat National du Jeu Vidéo, qui place l'Hérault comme 2ème département français (derrière Paris) sur le critère du nombre d'entreprises spécialisées en jeu vidéo.

Consciente de l'importance de ce secteur pour son économie, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo, avec le soutien à un cluster dédié, la mise en place de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs, etc.

Pour aider au développement des entreprises locales, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a immédiatement connu un succès certain, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 et 47 000 visiteurs pour les éditions 2011 et 2012. Depuis 2013, le MIG s'est concentré sur son volet professionnel et académique, avec :

- Une conférence internationale du secteur du jeu vidéo, le Game Summit, organisé par l'Idate dans le cadre du Digiworld Summit (conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication organisée par l'Idate). Cette conférence est intégrée au programme du MIG,
- Un cocktail business permettant aux professionnels de se rencontrer dans un cadre convivial,
- Des présentations (pitches) et rencontres d'affaires entre des acteurs de la création numérique et leurs clients et partenaires potentiels,
- Des pitches et rencontres entre des studios de jeux vidéo et des investisseurs,
- Des masterclasses pour les étudiants,
- Plusieurs concours destinés aux étudiants, avec le mentoring d'acteurs reconnus du secteur,
- L'accueil au sein du MIG d'un colloque scientifique organisé par l'Université Paul Valéry.

Les deux dernières éditions du MIG ont permis aux professionnels d'établir des contacts fructueux et aux étudiants de bénéficier du retour d'expérience de grands noms du secteur du jeu vidéo. Ces apports, la satisfaction générale et la participation de 200 professionnels et 300 étudiants font du MIG un événement de référence pour la filière locale du jeu vidéo et de la création numérique.

Compte tenu de ce succès, le MIG 2015 pour les professionnels et le monde académique se déroulera selon un programme proche de celui de 2014, du lundi 16 au vendredi 20 novembre 2015, au cours de la même semaine que le Digiworld Summit pour créer des synergies entre les deux événements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'appuiera sur des prestataires pour l'aider dans l'organisation du MIG. Un marché public doit être lancé avant l'été 2015.

Le budget prévisionnel du MIG professionnel s'élève à 150 000 euros. Dans ce budget prévisionnel, une subvention de 50 000 euros est prévue pour l'Idate, en soutien de l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit. Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu ce séminaire depuis sa création il y a 12 ans. Cette subvention permet à l'Idate d'organiser une conférence d'envergure et d'inviter des personnalités prestigieuses du monde du jeu vidéo, venues d'Europe, Amérique et Asie. Une partie de ces intervenants restera et participera également aux événements constituant le MIG.

Cette proximité du MIG et du Digiworld Summit permet également une visibilité accrue de ces événements et valorise une partie de l'écosystème montpelliérain du numérique, renforçant ainsi la dynamique French Tech locale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 50 000 euros pour le soutien à l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit, qu'elle organise, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – EXPOSITION UNIVERSELLE MILAN 2015 - CONFÉRENCE ET ÉCHANGES AVEC LA VILLE DE MILAN - APPROBATION - AUTORISATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole pose depuis 10 ans des limites claires et durables à l'urbanisation, et crée ainsi les conditions d'un réinvestissement agricole. Son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, est fondateur et précurseur en ce domaine : il organise le développement en définissant les espaces urbains, agricoles et naturels et en respectant l'équilibre entre ces espaces. En outre, depuis janvier 2015, la Métropole se saisit de la compétence Agro-écologie et Alimentation et élabore actuellement sa politique publique dans ces domaines.

Du 1er mai au 31 octobre 2015, plus de 130 pays participants et plus de 20 millions de visiteurs sont attendus à l'Exposition Universelle Milan 2015, sur un site d'un million de mètres carrés.

Le thème « Nourrir la Planète, Energie pour la Vie » est le fil conducteur des événements organisés à l'intérieur et à l'extérieur du Site de l'Exposition. Expo Milan 2015 sera donc une occasion pour réfléchir et chercher des solutions aux contradictions de notre monde : si une partie de la population mondiale souffre de la faim, d'autres personnes meurent à cause d'une alimentation incorrecte ou d'une consommation excessive de nourriture. Chaque année, environ 1,3 milliards de tonnes d'aliments sont gaspillés. Il est donc urgent mettre en œuvre des politiques avisées, développer des styles de vie durables et avoir recours à des technologies de pointe pour trouver un équilibre entre la disponibilité et la consommation des ressources.

En marge de cet événement d'envergure sont organisées une multitude de manifestations de toutes sortes. L'ambassade de France en Italie a consulté les experts de la Chaire Unesco Alimentations du Monde, basée à Montpellier, afin d'organiser une série de rencontres sur le thème des politiques alimentaires et agricoles urbaines.

La Métropole est ainsi invitée à témoigner lors d'une table-ronde de la démarche qu'elle engage en la matière, et à échanger avec d'autres villes et experts sur les leviers dont elle dispose : agriculture urbaine, approvisionnement local des cantines scolaires, organisation de la logistique et de la distribution en zone urbaine, nouvelles formes de relations ville-campagne, etc. La ville de Milan construit actuellement sa politique agricole et alimentaire, et se dit intéressée pour échanger avec Montpellier Méditerranée Métropole sur le sujet.

La Métropole souhaite en outre rendre visite au parc technologique de Padano, un centre de transfert technologique spécialisé en agro-biotechs, dont elle a soutenu en 2012 la candidature en tant que pilote du cluster national italien dédié à l'agriculture et l'alimentation, afin d'examiner les partenariats possibles.

Enfin, il est envisagé de rencontrer les futurs signataires du « Pacte de Milan », un pacte de coordination des politiques alimentaires internationales réunissant à ce jour un réseau d'une vingtaine de villes dans le monde (Amsterdam, Barcelona, Bilbao, Brugge, Daegu, Ghent, Göteborg, Hebron, London, Lyon, Marseille, Medellin, Milano, New-York, Paris, Sao Paulo, Shanghai, Thessaloniki, Torino, Utrecht). L'objectif est d'examiner l'intérêt et la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole de s'inscrire dans cette dynamique internationale.

Le déplacement proposé se déroulerait du mardi 26 au vendredi 29 mai 2015.

La délégation sera composée d'un(e) élu(e) et d'un agent de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi. Il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite de 1800€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission officielle et économique de Montpellier Méditerranée Métropole à Milan, Italie, du 26 au 29 mai 2015,
- approuver la participation d'un(e) élu (e) et 1 technicien(ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 1 800 €,

- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°27 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION DE DEUX MISSIONS D'AFFAIRES FILIÈRE VITICOLE EN CHINE - FOIRE DES VINS DE CANTON DU 9 AU 16 MAI 2015 - FOIRE DES VINS DE PÉKIN DU 3 AU 10 JUIN 2015 - FINANCEMENT DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées avec la Chine, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement économique avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises. En janvier 2015 EUPIC a été labélisé par la Commission Européenne pour étendre sa zone « d'influence » aux 7 régions du nord de la Chine dont Pékin.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu, en particulier EUPIC, souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédié à la filière vin. Dans les provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font pour les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à Montpellier Méditerranée Métropole de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

Sur les 2 premières années de mise en place de l'action les résultats obtenus sont prometteurs avec un Chiffre d'affaires directement généré conforme au prévisionnel. Le prix moyen de vente reste élevé ce qui reflète le tissu de la viticulture de la Métropole.

- 23 des producteurs de Montpellier Méditerranée Métropole font partie de l'action,
- 19 ont vendu et sont représentés en Chine,
- 13 ont réalisé un CA entre 10 K€ et 145 K€.

Année	Bouteilles	CA généré (K€)	Prix moyen (€)
2013 – 2014 prévu	390 000	585 à 975	1,5 à 2,5
2013 - 2014 réalisé	189 070	703	3,72

Dans le cadre du développement de la plateforme de promotion des vins en 2015 Montpellier Méditerranée Métropole avait prévu d'organiser deux missions (mars et novembre) en Chine avec la présence de douze viticulteurs. Le partenaire EUPIC, pour des raisons de visibilité marketing et d'efficacité de l'action nous propose le schéma suivant :

- Participation à la foire de Chengdu du 23 au 28 mars avec 6 vignerons (délibération 12 798 du 5 mars 2015),
- Participation à la foire de Canton du 9 au 16 mai avec 2 vignerons,
- Participation à la foire de Pékin du 3 au 10 juin avec 2 vignerons,
- Participation à la mission du 4 au 11 novembre avec 2 ou 3 vignerons.

EUPIC finance les frais de stands.

Ces missions ont pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. Les délégations participeront aux plus grandes foires professionnelles des vins et spiritueux de Chine à Chengdu, à Canton et à Pékin sur des stands dédiés aux couleurs de la Métropole. Des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins sont également prévus. Dans la continuité des foires afin d'optimiser les coûts, des visites sur 2 jours seront également organisées dans les villes de Qingdao et Neijiang afin de promouvoir les vins de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des acheteurs et officiels locaux.

Le coût total prévisionnel des deux missions est estimé à 8 000 € T.T.C. Il est proposé la participation de deux domaines et/ou caves coopératives à la mission Canton et deux domaines et/ou caves coopératives lors de la mission Pékin. Concernant les entreprises seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Canton du 9 au 16 mai 2015,
- approuver la participation de 2 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 4 000 €,
- approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Pékin du 3 au 10 juin 2015,
- approuver la participation de 2 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 4 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LANGUEDOC ROUSSILLON (CRESS LR) - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat et de l'emploi.

Deux enjeux majeurs sont identifiés par la Métropole, avec l'emploi comme finalité et priorité :

- assurer la croissance des TPE (artisanales, technologiques, industrielles ou commerciales) par un accompagnement des entreprises tout au long de la vie et en stimulant l'entrepreneuriat ;
- accroître la lisibilité et le rayonnement de la Métropole au niveau national et international pour en renforcer l'attractivité et attirer les investissements et les implantations sur le territoire.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite soutenir une nouvelle façon de concevoir l'économie, conciliant dynamisme entrepreneurial et solidarité, utilité sociale et efficacité. Ainsi, le soutien au développement de l'entrepreneuriat social, de l'innovation sociale, représente pour la Métropole de Montpellier un enjeu important. La Métropole a un rôle majeur à jouer pour mettre en synergie les acteurs de l'économie sociale avec les acteurs de droit commun, faire de son territoire un laboratoire d'innovation sociale et créer un écosystème favorable au développement des entreprises sociales. Il s'agit de mettre en place des ressources et leviers d'actions pour favoriser le développement de l'ESS et préfigurer les activités, services et emplois de demain. Partant du constat que l'entrepreneuriat social est un réservoir d'emplois et de création de valeur, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de structurer une stratégie en faveur du développement de cette nouvelle forme d'économie.

Sur le territoire de la Métropole, on compte 2 120 établissements et 19 000 emplois, soit 12% de l'emploi local (INSEE – Clap 2007) liés à l'économie sociale et solidaire.. De 2004 à 2007 les effectifs de l'ESS ont augmenté de 14% à l'échelle de la Métropole, pour 8% seulement dans l'économie privée, et deux secteurs d'activité représentent plus de 50% des emplois : le social et les activités financières.

La composante associative représente la grande majorité des emplois de l'ESS au niveau de la Métropole, avec un ratio de 73 % (Source : Cress LR / Oress LR, d'après Insee - Clap 2012). Entre les associations, les mutuelles et les fondations, le secteur de la santé, retenu comme un axe stratégique du développement de la Métropole, occupe au sein de l'ESS près de 1400 emplois sur le territoire (Source : Cress LR / Oress LR, d'après Insee, Clap - 2012).

La Métropole est devenue un « berceau » d'idées et de projets. De nombreuses structures se sont créées ces dernières années, notamment pour renforcer le développement de la « composante marchande » de l'ESS, à savoir la création de SCIC et de SCOP mais aussi de toutes entreprises socialement innovantes.

C'est dans ce contexte que la Métropole tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Languedoc-Roussillon (CRESS LR). Elle regroupe en plus des entreprises du secteur de l'ESS, leurs organisations professionnelles régionales.

La CRESS LR assure à cet effet, au bénéfice des entreprises de l'ESS, la représentation des intérêts des entreprises du secteur de l'ESS, l'appui à leur création, leur développement et leur maintien, l'appui à la formation des dirigeants et salariés du secteur, la contribution à la constitution de données statistiques et économiques régionales sur l'ESS, l'information des entreprises sur la dimension européenne de l'ESS et l'appui à l'établissement de liens avec les entreprises du secteur établies dans les autres Etats membres de l'Union Européenne.

La loi « ESS » a pour ambition affichée de permettre à cette forme d'économie de «changer d'échelle». L'ESS pouvant être une source d'importantes créations d'emplois sur le territoire de la Métropole, ce changement d'échelle pourra se réaliser au travers de la mise en place d'une politique spécifique répondant aux 6 piliers de développement économique de la Métropole : la santé, le numérique, la mobilité, le tourisme, l'agro-écologie et l'alimentation, mais aussi dans les domaines de la transition énergétique, de l'éco construction et du réemploi et de la gestion des déchets.

Afin d'insuffler aux porteurs de projet un goût d'entreprendre « autrement », il paraît pertinent de faire un diagnostic de la situation de l'ESS sur le territoire de la Métropole. Pour cela la CRESS LR réalisera deux études en 2015 :

- Un panorama de l'ESS à l'échelle du territoire la Métropole qui permettra d'engager une réflexion sur les filières à fort potentiel et conforter les axes de développement stratégiques de la Métropole,
- Une étude sur le financement et le modèle économique des entreprises de l'ESS, permettant de rassembler les éléments de connaissance sur la santé économique et financière de l'ESS, repérer d'éventuels besoins de financement non couverts, nourrir la réflexion sur l'évolution des dispositifs d'accompagnement et de financement.

Sur cette base, Montpellier Méditerranée Métropole a rédigé un projet de convention et inscrit une enveloppe de 10 000 €, nécessaire à ce partenariat au budget2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Languedoc Roussillon (CRESS LR) une subvention de 10 000 euros, sous réserve de la signature de la convention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936 ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PLATEFORME D'E-SERVICES MUTUALISÉE AVEC LES COMMUNES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - EXTENSION DU PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION À LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°11617 du 26 juin 2013, le Conseil communautaire a approuvé une convention de mise à disposition de services avec les Communes concernant une plateforme d'e-services associée à un compte citoyen dans le cadre des articles L.5215-27, L.5216-7-1 et L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le service proposé se présente sous la forme d'une déclinaison de la plateforme existante de Montpellier Méditerranée Métropole (compte-citoyen.montpellier3m.fr) personnalisée pour les Communes adhérentes et accessible à partir de leurs sites internet communaux de façon transparente pour les usagers.

Un catalogue de 10 télé-services (ou services en ligne) pré-paramétrés est mis à disposition avec la plateforme. Il s'agit d'une liste optionnelle soumise au choix de chaque Commune en fonction de leurs besoins.

La sécurisation de l'accès à ces services est réalisée au travers d'un compte citoyen « Métropole » que les usagers sont invités à créer lors de leur première demande.

Ce compte constitue une « identité numérique » qui permet d'accéder aux services en ligne proposés par Montpellier Méditerranée Métropole et aux services des Communes adhérentes.

Dans le cadre de la convention de mise à disposition des services, la Métropole assure les prestations suivantes :

- Hébergement et maintenance de la solution d'e-services, avec bande passante garantie,
- Paramétrage de la charte graphique et mise en place de l'application dans la Commune adhérente,
- Assistance pour la mise en œuvre du système d'administration électronique au sein de la Commune adhérente (une journée de formation et de prise en main de la plateforme et une journée d'accompagnement aux changements organisationnels),
- Intégration d'un nouveau télé-service (définition, paramétrage, intégration sur la plateforme) non présent dans le catalogue initial,
- Un support technique et fonctionnel assuré par la Direction des ressources informatiques de la Métropole.

Les frais de mise à disposition des services (installation, paramétrages, hébergement, maintenance), portés par la Métropole sont fixés forfaitairement et lissés sur 3 années. Ils sont calculés au prorata de la population municipale de chacune des Communes membres telle que définie par le dernier décret en vigueur à la date de signature de la convention,, déduction faite d'une participation de 50% de Montpellier Méditerranée Métropole.

La mise en œuvre de ces e-services à l'attention de la population contribue en effet au développement économique et à l'attractivité de notre territoire.

La Ville de Montpellier souhaite aujourd'hui adhérer à la convention de mise à disposition de services.

L'extension du périmètre de la convention induit une modification du calcul des coûts qui n'intégrait pas auparavant la Ville de Montpellier et sa population.

La nouvelle grille de calcul du coût annuel de mise à disposition (sur 3 années), est mentionnée en annexe, et peut se synthétiser selon la formule suivante :

$((\text{PopCom} \times \text{Pxproj}) / \text{PopTot}) - \text{PartMMM} / 3 \text{ Ans}$

PopCom = Population de la Commune

PxProj = Coût total des investissements du projet (87 050 € H.T. pour 31 Communes)

PopTot = Total de la population des 31 Communes

PartMMM = Participation de Montpellier Méditerranée Métropole (50%).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de mise à jour de la convention de mise à disposition de services avec les Communes tel que modifié,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention mise à jour, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°30 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET SARL PROPAV (ENSEIGNE SUPER U) - OPÉRATION SITUÉE 203 RUE FERDINAND BARRE, LE CLOS DE L'HIRONDELLE À MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'enseigne Super U souhaite renforcer son développement à Montpellier par l'implantation d'une surface commerciale dans le quartier Croix d'Argent. Le projet est porté par la SARL PROPAV qui agit en tant que future société exploitante en vue de créer un commerce de détail alimentaire à l'enseigne Super U.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une réhabilitation d'une friche commerciale anciennement exploitée par la jardinerie BAOBAB qui a cessé son activité courant 2013. Les parcelles concernées cadastrées EK 235, 237, 243, 250, 253 d'une superficie totale d'environ 14 102 m² sont situées 203 rue Ferdinand Barre, lieu dit le Clos de l'Hirondelle, le long de l'avenue du colonel Pavelet.

Le site est occupé par un bâtiment et un parking aérien ainsi que par un espace boisé classé au PLU le long de l'avenue Colonel Pavelet.

Ce projet consiste en la rénovation du bâtiment existant et à des extensions pour des locaux techniques. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par la SARL PROPAV (demande enregistrée sous le n° PC 14 V0168).

Ce projet implique cependant la réalisation d'aménagement d'un carrefour entre le boulevard Paul Valéry, la rue de Cholet et la rue de Jeune Parque afin d'améliorer l'accessibilité du centre commercial alimentaire. Ce carrefour nécessitera la traversée de la voie RFF qui n'est plus en activité aujourd'hui et qui est en cours d'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SARL PROPAV, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SARL PROPAV et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la SARL PROPAV d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils consistent principalement à l'aménagement d'un carrefour entre le boulevard Paul Valéry, la rue de Cholet et la rue de la Jeune Parque.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 277 778 € HT (coût global des travaux du carrefour).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 90% du coût d'aménagement d'un carrefour.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la SARL PROPAV s'élève ainsi à 250 000 HT (non soumis à la TVA) correspondant au total à 90 % du coût HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL PROPAV. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la SARL PROPAV. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la SARL PROPAV, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CASTRIES - ZAC DES SAUREDES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les Communes, constituent les applications concrètes du SCoT. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (SCoT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement...), les documents d'urbanisme communaux (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention.

A cet effet la Commune de Castries a conduit en 2008 avec l'aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les études urbaines nécessaires pour anticiper le développement de la commune.

Il en découle un certain nombre d'actions urbaines notamment sur cinq secteurs d'extension de zones d'habitat, plus ou moins importants et en particulier celui des Saurèdes.

L'aménagement du secteur d'extension Sud-ouest, bordé par la Cadoule, doit être en phase avec les enjeux environnementaux du XXI^{ème} siècle.

Les objectifs d'aménagements concernent la diversification de l'offre en logements, la maîtrise de l'extension urbaine du village, l'optimisation des équipements et des liaisons avec le tissu urbain proche, et l'aménagement d'espaces publics paysagers de proximité. Ces objectifs permettent également de répondre aux enjeux qui ont été définis par le SCoT :

- Eviter l'étalement urbain en définissant clairement les limites entre espaces urbains et espaces naturels et agricoles qui doivent faire l'objet spatial et économique leur permettant de garder leur homogénéité par leur fonction agricole ou naturelle,
- Organiser un réseau viaire adapté au trafic et s'appuyer sur des voies mixtes majorant la place des modes doux par rapport à la voiture,
- Reconstituer des liens fonctionnels entre les espaces verts de la ville (peu nombreux) et les grands ensembles naturels en périphérie.

Par délibération du 7 juin 2010, la Commune de Castries confiait à la SAAM un mandat d'études destiné à définir le programme, les modalités de réalisation... Les études produites lors de ce mandat ont abouti à la production d'un dossier de création de ZAC, dont le bilan de la concertation et l'objet de ce dossier ont été approuvés par le Conseil Municipal de Castries en janvier 2012.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La SAAM a été attributaire de la concession d'aménagement en mars 2012 et par la même a lancé les acquisitions foncières ainsi que les études d'urbanismes et techniques.

Le programme de cette opération de 190 logements est basé sur le principe de mixité :

- Mixité sociale avec une offre comprenant 30% de Logements sociaux,
- Typologie d'habitat variée : petits collectifs (R+2) et individuels groupés (R+1).

Le quartier, organisé autour d'un parc paysager remplissant une fonction hydraulique, offre un cadre de vie de qualité à la hauteur de la réputation du village.

Etendue sur une superficie de 5 hectares, cette opération présente un foncier désormais totalement maîtrisé. Les principales acquisitions ont été réalisées entre fin 2013 et 2014.

Les travaux de viabilisation ont commencé début 2015 et se poursuivront jusqu'en 2020.

Organisée en deux tranches de commercialisation, les premières constructions débiteront fin 2015 / début 2016.

Leur volume est équivalent, tant en volume que dans la variété de l'offre (individuels/collectifs, social/libre).

Afin de financer la maîtrise foncière nécessaire au démarrage de cette opération et les premiers travaux de viabilisation, la SAAM a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt GAIA d'un montant de 2 500 000 € dès le premier trimestre 2014 et pour une durée de 4 ans.

Fin 2014, le prêt GAIA obtenu s'élevait à 1 710 210 €, la garantie à 100% a été notifiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération du 6 février 2014. En 2015, un prêt GAIA complémentaire a été notifié pour 789 790 € par lettre d'offre du 22 janvier 2015.

Le traité de concession d'aménagement entre la Commune de Castries et la SAAM, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Etant donné l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole de promouvoir l'aménagement de l'espace de même qu'une politique de l'habitat cohérente, elle souhaite assurer dans les meilleures conditions l'accompagnement de la démarche de la commune à travers cet aménagement.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 789 790 euros souscrit par la SAAM, ci-après l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce Prêt constitué d'une Ligne de Prêt est destiné à financer la ZAC des Saurèdes située sur la Commune de Castries.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : Caisse des Dépôts et Consignations, prêt GAIA court terme,
- Montant attribué : 789.790 Euros,
- Durée totale : 4 ans plus 12 mois de préfinancement
- Durée de la phase de préfinancement : 3 à 12 mois maximum
- Durée de la phase d'amortissement : 4 ans
- Périodicité des échéances : annuelle,
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%

- Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite
- Révision du taux d'intérêt : « Simple révisabilité » (SR),
- Taux de progressivité des échéances : SR : de 0% à 0,50% maximum

La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 100% de l'emprunt de 789 790 Euros sollicité par la SAAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE SUR LES ZONES UD DU PLAN LOCAL D'URBANISME - VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez a engagé une procédure de révision de son Plan Local d'Urbanisme le 23 décembre 2014 et a défini les objectifs de cette révision et sa vision de la politique d'urbanisme.

Les objectifs généraux de la politique d'urbanisme de Castelnau-le-Lez consistent à développer et localiser préférentiellement l'accueil de nouvelles populations à proximité du tramway et des transports en commun.

Ils visent également à favoriser le renouvellement urbain et maîtriser l'étalement urbain tout en initiant des démarches de diversification de l'offre en logements favorisant une certaine mixité sociale et urbaine.

Complémentairement, la commune de Castelnau-le-Lez souhaite maîtriser l'évolution de son tissu résidentiel existant, en particulier les secteurs résidentiels traditionnels, constitutifs de son identité:

- Au Sud, les secteurs résidentiels des Bastides, du Pioch Pelat et du secteur de la Rue de Salaison ;
- Au Nord, des secteurs résidentiels caractérisés par de grands parcellaires (2000 m²) du fait des restrictions anciennes d'habitat individuel, de superficie minimale et d'assainissement individuel ;
- Au Centre, le secteur diffus « UD » constitue le cœur traditionnel du village et les secteurs d'expansion de la commune antérieurs à 1980. Ce secteur diffus concerne des parcellaires et bâti très hétérogènes mêlant de grands domaines, des copropriétés horizontales, des premiers lotissements.

Ces différents secteurs, identifiés en zone UD dans le Plan Local d'Urbanisme sont soumis à une densification non maîtrisée et facilitée par l'évolution de la réglementation (suppression du coefficient d'occupation des sols, de la règle fixant une taille minimale de parcelles, ...). Ce phénomène récent met en évidence plusieurs problématiques :

- le maintien de la qualité paysagère et du couvert végétal des secteurs concernés ;
- l'intégration architecturale dans le tissu bâti ;
- le maintien d'une certaine mixité sociale et urbaine ;
- la capacité des équipements publics ;
- la capacité des voiries et réseaux publics ;
- le ruissellement des eaux pluviales renforcé par l'imperméabilisation des sols.

Les secteurs urbains n'admettant pas l'habitat (secteurs UE et UP) ne sont pas directement visés par cette problématique de densification. Sont exclues également les secteurs UA, UB et UC qui sont régis par des règles d'urbanisme permettant d'assurer la maîtrise effective du projet urbain.

Dans ce contexte, la Commune en collaboration avec la Métropole doit donc pouvoir encadrer les projets immobiliers dans le tissu urbain existant et anticiper les investissements publics inhérents dans un souci d'une juste et rigoureuse gestion des deniers publics.

La Commune de Castelnau-le-Lez souhaite ainsi concevoir un projet urbain de qualité sur les zones UD du PLU, ce qui lui permettra en collaboration avec la Métropole d'anticiper les besoins en termes d'équipements publics nécessaires à la desserte des futurs projets de constructions.

Ainsi Monsieur le Sénateur Maire de Castelnau-le-Lez a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de la compétence PLU, pour une décision de prise en considération et de délimitation d'un périmètre d'études en application de l'article L 111-10 du Code de l'urbanisme sur la totalité des parcelles situées en zone UD du Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L 111-10 du Code de l'urbanisme, les études prises en considération, concourant à la définition du projet urbain de la Commune, consisteront notamment en :

- des études techniques analysant la capacité des infrastructures et équipements publics ;
- des études urbaines sur la mutabilité de ces secteurs résidentiels.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise en place des études précitées sur le tissu urbain existant et d'approuver l'instauration d'un périmètre d'études sur les zones résidentielles UD du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau-le-Lez tel que figuré sur le plan annexé à la présente délibération, selon les dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'Urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la nécessaire mise en place des études précitées qui permettront l'émergence d'un projet urbain sur les zones résidentielles UD du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau-le-Lez;
- délimiter un périmètre d'études sur les zones résidentielles UD du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau-le-Lez en application de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme ;
- indiquer que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département et affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la mairie de Castelnau-le-Lez en application de l'article R .111-47 du code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°33 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE SAINT-DRÉZÉRY - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 26 mai 2014, le Conseil Municipal de Saint-Drézéry a pris acte de la décision de Mme le Maire d'engager la modification n°1 du PLU dont l'objectif est de permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU, correspondant au secteur de la ZAC dite « Les Mazes ». Cette délibération a été complétée par délibération du 6 octobre 2014 justifiant l'ouverture à l'urbanisation de cette zone 1AU du PLU conformément aux dispositions de l'article L123-13-1 du Code de l'Urbanisme.

Le projet de la ZAC Les Mazes comprend la réalisation de 130 logements à terme ; elle répond aux besoins d'extension du village et aux objectifs de production de logements déterminés par le PLU.

Dans cette perspective, la modification n°1 du PLU a pour effet de créer une nouvelle zone opérationnelle 2AU, comprenant deux sous-secteurs 2AUb1 et 2AUb2, afin d'y intégrer les dispositions spécifiques de la ZAC, la partie centrale étant inscrite en zone Np. Plus précisément, la modification implique les évolutions du zonage suivantes :

- Passage d'une partie de la zone 1 AU en 2AUb pour une superficie de 6,39 ha
- Deux sous-secteurs sont identifiés :
 - . 2AUb1 : secteur plus dense de maisons individuelles groupées et de petits collectifs (1,5 ha)
 - . 2AUb2 : secteur moins dense de maisons individuelles (4,89 ha)
- Agrandissement de la zone Np (+0,82 ha), zone de loisirs au cœur du site de manière à affirmer la coulée verte autour du ruisseau
- Passage de 0,04 ha de zone 1AU en 2AUb correspondant à des reliquats de parcelles situées au nord du site, qui ne sont pas intégrées dans le périmètre de la ZAC et sont connectés aux parcelles avoisinantes.

Le dossier de modification n°1 du PLU a été notifié aux Personnes Publiques visées à l'article L123-6 du Code de l'urbanisme. En retour, la Commune a reçu trois avis avant la clôture de l'enquête :

- Le premier émane de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) qui n'a pas de remarques à formuler dans la mesure où le projet n'emporte pas de réduction d'espaces agricoles et que seuls 0,477 ha appartiennent à l'aire délimitée de l'AOC Languedoc ;
- Le second émane de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier qui indique que le contenu de la ZAC est en cohérence avec les objectifs poursuivis par le Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- Le troisième émane de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) qui n'a aucune observation particulière à formuler sur le dossier.

Par arrêté de Mme le maire, le dossier a été mis à l'enquête publique du 19 janvier 2015 au 24 février 2015 inclus.

Si le commissaire-enquêteur a relevé la visite d'une quinzaine de personnes venues consulter le dossier, aucune observation n'a été émise sur le registre mis à la disposition du public.

Le 3 mars 2015, M. le Commissaire-enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées. Constatant que la procédure est conforme aux dispositions du Code de l'urbanisme, que la modification est en cohérence avec les orientations du PADD du PLU approuvé le 21 mai 2012, et que le projet s'inscrit en cohérence avec les orientations définies par le SCoT et les objectifs du PLH, M. le Commissaire-enquêteur a émis un avis favorable sans réserve à cette modification n°1 du PLU.

Après la clôture de l'enquête publique, la Commune a été destinataire, le 2 mars 2015, d'un quatrième avis émanant du Département de l'Hérault / Pôle du Développement et de l'Aménagement, qui émet un avis favorable au projet en attirant l'attention de la commune sur la nécessité d'aménager à terme, la jonction entre la RD n° 118 et le chemin communal Les Grives.

Au vu :

- des avis émis par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) ;
- de l'absence de remarques au registre d'enquête publique ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable sans réserve de M. le Commissaire Enquêteur sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Saint-Drézéry ;
- du dossier de modification n°1 du PLU ;
- de la délibération du Conseil Municipal de Saint-Drézéry en date du 30 mars autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure de modification du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Saint-Drézéry ;
- approuver le projet de modification n°1 du PLU de Saint-Drézéry tel qu'annexé à la présente délibération
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°34 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE SAINT-BRÈS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°2014-406 en date du 10 novembre 2014, M. le Maire de Saint-Brès a engagé la 1^{ère} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Saint-Brès afin de faciliter les projets de constructions à vocation commerciale, artisanale ou de bureaux en secteur UD1a, secteur de réinvestissement urbain le long de l'avenue de Nîmes.

En l'espèce, il s'agit d'adapter les dispositions relatives au stationnement en sous-sol et d'ajuster la règle fixant la hauteur du premier plancher et ce, sans modifier la hauteur totale autorisée qui reste fixée à 10,5 mètres et R+2.

Par arrêté n°2015-002 du 6 janvier 2015, M. le Maire de Saint-Brès a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la modification simplifiée n°1 du PLU pour une durée de 33 jours à compter du 26 janvier 2015.

Aucune observation n'a été consignée pendant la durée de l'enquête publique et Monsieur le Commissaire Enquêteur a rendu un rapport formulant un avis favorable sans réserve à cette modification.

Conformément aux dispositions de l'article L 123-1 II bis du Code de l'urbanisme, la Commune a donné son accord, par délibération du Conseil Municipal en date du 9 avril 2015, pour que Montpellier Méditerranée Métropole achève la procédure de modification simplifiée engagée avant le transfert de la compétence PLU et approuve, en conséquence, la modification simplifiée du PLU tel qu'annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de 1ère modification simplifiée du PLU de la Ville de Saint-Brès tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE PIGNAN - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°50-2014 en date du 18/11/2014, Madame le Maire de Pignan a engagé la 1^{ère} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Pignan visant la correction d'une erreur matérielle, à savoir la retranscription imparfaite de la servitude du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt (PPRif). Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération n°112/2014 du Conseil Municipal de Pignan, le 15 décembre 2014. Elles ont été portées à la connaissance du public le 23/01/2015, soit plus de 8 jours avant le début de la concertation, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur le site internet de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, affichage en mairie dans le hall d'entrée et à l'entrée du service urbanisme ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dossier de concertation, constitué de l'arrêté n°50-2014 prescrivant la modification simplifiée, de la délibération n°112/2014 définissant les modalités de mise à disposition du dossier au public, de la copie de la publication dans un journal diffusé dans le département, de la notice de présentation de la modification simplifiée, du plan d'orientation d'aménagement générale, du plan d'orientation d'aménagement particulière, du plan des servitudes d'utilité publiques, du registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, a été tenu à la disposition du public au secrétariat général de la Mairie de Pignan, du 3 février 2015 au 10 mars 2015 inclus.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier (CCI), et l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) ont accusé réception du dossier de modification simplifiée et n'ont pas formulé d'observations sur ce projet. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a, pour sa part, émis un avis favorable au projet de modification du PLU tout en demandant, complémentairement, à ce que soit mis à jour les prescriptions techniques relatives à l'accessibilité des engins de secours, à la défense extérieure contre le risque d'incendie et à la prise en compte des risques majeurs, prescriptions actuellement annexées au PLU opposable. Le dossier de modification simplifiée tel qu'annexé à la présente délibération intègre cette mise à jour.

Enfin, il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée sur le registre pendant la durée de mise à disposition du projet de 1^{ère} modification simplifiée du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la concertation ;
- approuver le projet de 1ère modification simplifiée du PLU de la Ville de Pignan tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°36 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE À LA COMMISSION LOCALE DU SECTEUR SAUVEGARDE – APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Au titre du transfert de la compétence PLU au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente sur le Plan de Sauvegarde du Secteur Sauvegardé (PSMV) ainsi que sur les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Conformément au code de l'urbanisme, une Commission Locale du Secteur Sauvegardé (CLSS) a été instituée. Ses compétences ont été étendues par arrêté préfectoral du 27 février 2014 de la manière suivante :

- Assurer le suivi de l'établissement du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) et la mise en œuvre politique et opérationnelle du secteur sauvegardé et de l'application du PSMV ;
- Assurer l'accompagnement de la démarche des AVAP de sa mise à l'étude à son application après création, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux.

La liste des membres de cette commission est arrêtée par le préfet. Outre son président et le préfet ou son représentant, elle comprend :

- Un tiers de représentants élus en son sein par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ; dans ce cas, deux au moins des représentants ainsi élus doivent appartenir au conseil municipal de la commune intéressée par le secteur sauvegardé; pour chacun des membres représentants les collectivités territoriales, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.
- Un tiers de représentants de l'Etat désignés par le préfet ;
- Un tiers de personnes qualifiées désignées conjointement par le préfet et par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Suite à la création de la Métropole et au transfert de la compétence, Montpellier Méditerranée Métropole doit désigner ses représentants à la Commission Locale du Secteur Sauvegardé (CLSS), au nombre de 8 titulaires et de 8 suppléants.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Plan de Sauvegarde du Secteur Sauvegardé au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose les représentants suivants :

Titulaires : M. BARRAL, M. COUR, Mme DARDE, M. EL KANDOUSSI, Mme JANNIN, M. LEVITA, Mme MARSALA, M. YOUSSEF.

Suppléants : Mme BODKIN, M. COUSQUER, M. DI RUGGERIO, Mme ILLAIRE, Mme MARION, Mme SANTARELLI, M. SEGURA, M. TRAVIER.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée ;
- approuver la liste des représentants titulaires et suppléants proposés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°37 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN CLIMAT - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - ANNÉE 2015

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable, où la lutte contre le changement climatique et la maîtrise de l'énergie occupent une place importante. A ce titre, elle a soutenu, dès 2007, aux côtés de la Ville de Montpellier, de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME, la création de l'Agence Locale de l'Energie (ALE) et a approuvé les statuts de l'association par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

L'ALE a pour missions principales de diffuser de l'information, de conseiller sur les enjeux, les techniques, les financements et les méthodes efficaces pour maîtriser l'énergie et utiliser les énergies renouvelables, et de mettre en relation des partenaires ayant les mêmes problématiques.

En ce sens, elle permet de fédérer les actions des différents acteurs de l'énergie sur le territoire (institutions, fournisseurs d'énergie, associations, utilisateurs, scientifiques...).

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'ALE depuis sa création fin 2007. Ce partenariat s'est structuré dans le temps, en particulier au travers :

- d'une participation financière au fonctionnement global de l'ALE.
- d'un soutien aux Communes membres sur des actions de maîtrise de l'énergie. La Métropole s'est engagée, par délibération n°10444 du 27 octobre 2011, dans la signature de conventions tripartites entre elle, l'ALE et les Communes de son territoire ; conventions qui définissent les modalités d'intervention et les conditions financières de ces partenariats.
- d'un partenariat renforcé à l'occasion du Plan Climat Energie Territorial (PCET), objet de la présente délibération.

En effet, depuis le lancement du Plan Climat Energie Territorial (PCET) par délibération de l'EPCI, en date du 29 octobre 2010, la forte implication de l'ALE fait de l'association, un partenaire privilégié de la Métropole. Celle-ci et l'ALE poursuivent cette collaboration dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat de la Métropole adopté par délibération n°12112 du 6 février 2014.

Dans le cadre de la convention partenariale 2015, une subvention de 30 000€ est donc proposée au titre de la rénovation thermique des logements, action phare du Plan Climat, au travers notamment :

- de la participation de l'ALE à l'expérimentation, conduite par Montpellier Méditerranée Métropole, de la rénovation thermique des copropriétés des « Trente glorieuses ». De par son savoir-faire, l'ALE sera mobilisée dans les démarches de sensibilisation des habitants et de conduite de projet auprès des copropriétés. Elle pourra en particulier assurer des missions d'accompagnement, de conseil et d'appui auprès des syndicats, des représentants des Conseils Syndicaux et des copropriétaires, à toutes les étapes du processus de mise en projet et de décision, des sessions d'animation et de formation. Pour tout cela, elle assure le rôle de tiers de confiance auprès des copropriétaires.
- de la réalisation, en appui de la Métropole, de l'étude de préfiguration de la plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat, dans le cadre de la réponse de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 30 000 € à l'Agence Locale de l'Énergie relativement aux missions qui lui sont confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, liées à la rénovation thermique des logements, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;

- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Locale de l'Énergie, pour l'année 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme Touzard, M. Meunier, M. Revol, Mme Gianiel ainsi que M. Cour, Mme Dasylva, Mme Bouallaga, M. Malek ne prennent pas part au débat et ne participent pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2011-2013, 5 communes situées sur le territoire de la Métropole, parmi lesquelles la commune de Vendargues, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 9 octobre 2014.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) et Montpellier Méditerranée Métropole a été signée le 5 janvier 2012, afin de définir une collaboration en matière d'action foncière, notamment sur l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), aura été dressé. Dans ce cas, l'exercice du DPU revient au représentant de l'Etat qui le délègue à l'EPF-LR.

C'est dans ce cadre, qu'une convention quadripartite sur 6 ans est élaborée. Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la commune de Vendargues et la Métropole. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

A l'égard de la commune de Vendargues :

- à modifier, si nécessaire, le document d'urbanisme et à poursuivre son assistance dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux règles du SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune.

A l'égard de l'EPF-LR :

- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avèrerait possible un conventionnement direct avec eux, en concertation avec la commune ;
- à informer l'EPF-LR de l'état d'avancement des projets (notamment en termes de financement) ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L.314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans, ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage :

- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;

- à veiller auprès de l'Etat à l'obtention des agréments et à la disponibilité des financements annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme Local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes ;
- les compétences de son service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;
- les résultats de son Observatoire Foncier Communautaire en cours de développement.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF- LR et de contribuer à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la Loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite entre l'État, la Commune de Vendargues, l'EPF- LR et la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°39 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2011-2013, 5 communes situées sur le territoire de la Métropole, parmi lesquelles la commune de Saint Georges d'Orques, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 9 octobre 2014.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) et Montpellier Méditerranée Métropole a été signée le 5 janvier 2012, afin de définir une collaboration en matière d'action foncière, notamment sur l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'article 55 de la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU), aura été dressé. Dans ce cas, l'exercice du DPU revient au représentant de l'Etat qui le délègue à l'EPF-LR.

C'est dans ce cadre qu'une convention quadripartite sur 6 ans est élaborée. Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la commune de Saint Georges d'Orques et la Métropole. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

A l'égard de la commune de Saint Georges d'Orques :

- à modifier, si nécessaire, le document d'urbanisme et à poursuivre son assistance dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux règles du SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune.

A l'égard de l'EPF-LR :

- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avèrerait possible un conventionnement direct avec eux, en concertation avec la commune ;

- à informer l'EPF-LR de l'état d'avancement des projets (notamment en termes de financement) ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L.314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans, ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage :

- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à veiller auprès de l'Etat à l'obtention des agréments et à la disponibilité des financements annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes,
- les compétences de son Service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation,
- les résultats de son Observatoire Foncier Métropolitain en cours de développement.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF- LR et de contribuer à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la Loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite avec l'État, l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la commune de Saint Georges d'Orques,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°40 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - DÉVELOPPEMENT D'UN PÔLE NUMÉRIQUE - MISSION D'ÉTUDE À AMSTERDAM - AUTORISATION DE LA MISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Situé sur le territoire des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Mogère, intitulé « Méjanelle-Pont Trinquat » par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM), dont la construction a démarré pour une livraison prévue en 2017.

Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) Montpellier Sud de France pour laquelle SNCF-R (SNCF-Réseau, anciennement RFF), a signé un contrat de partenariat le 4 février 2015, approuvé par décret n°2015-154 du 11 février 2015 avec le groupement formé par ICADE, pour assurer sa conception, sa construction, en vue de sa livraison en 2017-2018, son entretien, sa maintenance et son financement.

A ce titre, il fait partie des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCoT approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006. Il s'intègre également dans le territoire labellisé Ecocité et doit constituer un lieu d'innovations exemplaires et « duplicables » en matière de développement durable de la ville de demain, potentiellement éligibles aux Investissements d'Avenir (grand emprunt).

Par ailleurs, dans le cadre du projet Montpellier Métropole Numérique, labellisé French Tech en novembre 2014, ce site a également vocation à accueillir le pôle tertiaire tête de pont de Montpellier Métropole Numérique.

La constitution de ce pôle numérique permettra de :

- créer une « tête de pont » de l'économie montpelliéraine adossée à la gare TGV, future « porte d'entrée » de la Métropole et de la Région ;
- structurer l'écosystème numérique de Montpellier, secteur transversal par rapport à l'ensemble des filières économiques représentées sur le territoire métropolitain, en essayant d'optimiser son important potentiel de développement et de profiter des modes de travail collaboratifs et « ouverts » qu'il génère ;
- intégrer un bâtiment totem porteur de la dynamique FrenchTech, réunissant un cluster d'animation de l'écosystème numérique, un espace de réunion, de conférence et de démonstration, une pépinière, un hôtel d'entreprises pour faire de ce bâtiment le lieu de rencontre et de bouillonnement de l'écosystème du numérique et de l'innovation.

Il s'agit d'inventer le pôle d'affaire du 21^{ème} siècle, à la fois ancré dans son territoire, ouvert sur son environnement futur et anticipant les modes de vie et de travail de nouvelle génération par ses innovations.

Par délibération du 24 septembre 2013, le conseil a décidé de confier à la SAAM une concession d'aménagement sur ce secteur.

Dans ce cadre, la SAAM propose d'organiser une mission d'étude à Amsterdam du 21 au 23 mai 2015.

En effet, la ville d'Amsterdam met en œuvre, depuis de nombreuses années une approche intégrée, innovante et multisectorielle de planification urbaine et s'est engagée dans une politique volontariste de ville « compacte » et durable, en lien avec une dynamique économique affirmée du territoire.

La mission d'étude proposée vise à appréhender de manière concrète les moyens mis en œuvre à Amsterdam pour aménager de manière durable le territoire en lien avec une politique ambitieuse de développement économique, notamment d'accueil d'entreprises créatives et de clusters du numérique et de création d'espaces innovants en terme de loisirs urbains.

A cet effet, sont notamment prévues :

- une rencontre de l'Amsterdam Economic Board, fer de lance de la dynamique de l'économie et de l'innovation de la métropole, qui joue le rôle de coordinateur à la fois des clusters du territoire mais aussi des différents acteurs gouvernementaux institutionnels et économiques ;
- rencontres avec des structures accueillant entreprises créatives et start-up, notamment dans le domaine du numérique ;
- visite de quartiers et de lieux innovants, propices à l'évènementiel, aux dynamiques participatives et aux loisirs urbains.

La délégation sera composée de deux élus et trois technicien(s) de Montpellier Méditerranée Métropole en plus de celle de la SAAM. Les frais liés à cette mission (frais de déplacement, frais d'hôtel, repas) sont engagés par la SAAM, organisatrice de cette mission.

Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la convention prise en charge, remboursera à la SAAM la part des frais afférant à sa délégation. L'enveloppe prévisionnelle à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève au montant maximum de 6 000€.TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la participation de deux élus et trois techniciens de la Métropole au voyage d'étude organisé par la SAAM à Amsterdam du 21 au 23 mai 2015,
- approuver le projet de convention prise en charge avec la SAAM relatif à ce voyage d'étude,
- dire que les dépenses afférentes sont remboursées à la SAAM et imputées au chapitre 938,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°41 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PEYROUSES » À SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 26 logements sociaux, résidence « Les Peyrouses » à Saint-Geniès-des-Mourgues.

L'opération comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Béatrice DESPIOCH et Christel EYMARD, architectes à Castries.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 739 961 € que la société d'HLM sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 427 426 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 485 288 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 617 360 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 209 887 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 427 426 €	485 288 €	617 360 €	209 887 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 054 970,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 739 961 €, sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Les Peyrouses » à Saint-Geniès-des-Mourgues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM N. SEGURA et Y. PELLET ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une durée de 6 ans prolongée d'un an (2009-2015), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à Montpellier Méditerranée Métropole, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°9 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2015 un objectif de 1 511 logements locatifs sociaux à financer, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs 2014 délégation	Réalisé 2014	Objectifs 2015 délégation
PLAI	401	382	388 (26%)

PLUS	723	725	862 (57%)
PLS ordinaire	100	94	138 (9%)
PLS spécifique	503	503	123 (8%)
TOTAL	1 727	1 704	1 511 (100%)

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les objectifs PLUS/PLAI s'élèvent ainsi à 1 252. Les objectifs 2015 sont donc conformes aux orientations du PLH 2013-2018, qui fixe 1 250 PLUS/PLAI parmi les 1 500 logements locatifs sociaux à produire annuellement.

Les 388 logements à financer en PLAI correspondent exclusivement à des logements familiaux, dans la mesure où la programmation du financement du logement social 2015 ne prévoit pas de structures collectives d'hébergement ou de logement d'insertion.

L'Etat délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 123 agréments PLS « spécifiques » permettant de financer la création de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

L'avenant à la convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 100 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA).

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 2 743 548 €. En isolant les enveloppes spécifiques dédiées aux structures d'hébergement et de logement d'insertion, la dotation 2015 présente ainsi une baisse de 23% par rapport à la dotation initiale Etat et Action Logement mise à disposition en 2014. Les modalités d'un financement complémentaire, en tout ou partie compensatoire, sont actuellement en cours de définition par Action Logement, auprès de qui les porteurs de projets devront solliciter directement les aides.

Les enveloppes d'aide de l'Etat ont été établies sur la base d'un taux de 31% de logements financés en PLAI familiaux par opération.

En conséquence, il est proposé de fixer le montant des forfaits PLAI à 7 000 € sur toutes les communes de la Métropole, contre 10 000 € en 2014, et celui du PLUS à 0 € comme l'année passée.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2015, sur ses fonds propres, un budget global de 3,5 M€, en augmentation de 16 % par rapport à 2014, afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°6 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2015 un objectif de 198 logements à réhabiliter, dont 21 locatifs, 177 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et une dizaine de copropriétés dégradées à rénover représentant 161 lots d'habitation.

Les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat, réaffirmées par circulaire de programmation du 26 janvier 2015, se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 21 logements (11 locatifs et 10 occupés par leurs propriétaires),
- lutte contre la précarité énergétique : 108 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement / 5 locatifs et 103 occupés par leurs propriétaires)
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 64 logements,
- requalification des copropriétés dégradées : rénovation des parties communes correspondant à 161 lots d'habitation.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 21 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé est fixé à 2 586 215 €, soit une baisse de 11% par rapport à l'enveloppe consommée en 2014, auquel s'ajoute la dotation du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de

352 882 €, en baisse de 51% par rapport au consommé 2014. Dans les deux cas, une réserve régionale de 10% est constituée afin de faciliter le redéploiement de dotations complémentaires vers les territoires qui en auront le plus besoin.

L'annexe 2 de l'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat,
- approuver le projet d'avenant n°6 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°43 : LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC ET EN LOCATION-ACCESSION POUR L'ANNÉE 2015

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans prolongée d'un an (2009-2015), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice comptabilisant 1 704 logements locatifs sociaux, dont une part importante de logements étudiants (503), ainsi que 57 logements en location-accession agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour l'année en cours s'élèvent à 1 537 logements locatifs sociaux, se répartissant en 904 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 380 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 253 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ; s'y ajoutent 94 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA) qui, pour rappel, ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

S'agissant du logement familial, la programmation 2015 s'annonce supérieure à la production 2014, représentant 1 414 logements susceptibles d'être financés, dont 91% en PLUS et PLAI dont les conditions d'accès répondent aux besoins de la grande majorité des demandeurs ; 9% restant correspondant à la part de logements locatifs PLS.

S'agissant du logement spécifique, la réalisation de 123 places en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Baillargues et Cournonterral (relocalisation-extension d'établissements existants) est programmée.

La production sociale se répartit spatialement à 31% pour la Ville de Montpellier et 69% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 18 communes de Montpellier Méditerranée Métropole en 2015.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2015.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2015, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;

- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2015 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 122 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX À MONTPELLIER, LATTES ET SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 122 logements sociaux correspondant à quatre opérations prenant place à Montpellier, Lattes et Saint-Geniès-des-Mourgues.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations, variant de 1 700 € à 7 000 € par logement PLUS ou PLAI, selon le loyer plafond réglementaire applicable au programme et son prix de revient.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« Le Clos des Cèdres » rue Gaston Bachelard à Montpellier (VEFA FDI Promotion)	« Le Passage Clemenceau », avenue Georges Clemenceau à Montpellier (VEFA M&A Promotion, Pitch Promotion et Kaufman and Broad)	« Underground », lotissement Urban Park à Lattes (VEFA Amétis)	« Les Peyrouses » à Saint-Geniès-des-Mourgues
Caractéristiques : Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	GARNIER et Agence TEC'ARCHI Collectifs 373,10 m² 6 4 PLUS / 2 PLAI 2 T1 – 3 T2 – 1 T3	CUSY-MARAVAL / Christophe GULIZZI / PERRIS Collectifs 3 053,82 m² 50 26 PLUS / 14 PLAI / 10 PLS 1 T1 – 16 T2 – 23 T3 – 9 T4 – 1 T5	François FONTES Collectifs 2 784,76 m² 40 28 PLUS / 12 PLAI 2 T1 – 8 T2 – 19 T3 – 9 T4 – 2 T5	DESPIOCH et EYMARD Mixte 1 888,61 m² 26 18 PLUS / 8 PLAI 5 T2 – 11 T3 – 10 T4

Plan de financement :				
Coût total de l'opération	779 967 €	6 850 801 €	5 927 504 €	3 394 161 €
Subvention Etat déléguée	7 076 €	171 532 €	242 456 €	80 000 €
Subvention Région	9 000 €	68 000 €	64 000 €	68 000 €
Subvention Etat surcharge foncière	6 462 €	45 234 €	38 772 €	0 €
Subvention Action Logement	6 462 €	45 234 €	38 772 €	0 €
Prêt CDC	624 967 €	5 522 801 €	4 673 504 €	2 739 961 €
Prêt Action Logement	0 €	280 000 €	150 000 €	72 000 €
Fonds Propres	117 000 €	650 000 €	440 000 €	343 200 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	9 000 €	68 000 €	280 000 €	91 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 9 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cèdres », rue Gaston Bachelard à Montpellier ;
- apporter une subvention de 68 000 € à la SA d'HLMFDI Habitat pour la création de 50 logements locatifs sociaux, opération « Le Passage Clémenceau », rue Georges Clémenceau à Montpellier ;
- apporter une subvention de 280 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Underground », lotissement Urban Park à Lattes ;
- apporter une subvention de 91 000 € à la SA d'HLMFDI Habitat pour la création de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Les Peyrouses » à Saint-Geniès-des-Mourgues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX, RÉSIDENCE « LE VAL PIERRE DURAND », 628 RUE SAINT-PRIEST À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements sociaux, résidence « Le Val Pierre Durand », 628 rue Saint-Priest à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé pour un montant de 22 000 €, correspondant à une aide de 2 000 € par logement en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés ci-après :

Architecte	Miralles David
Collectif/Individuel	Collectifs
Surface habitable	671.28 m²
Nombre de logement	11
Catégorie de financement	8 PLUS / 3 PLAI
Typologie	3 T2 –8 T3

Plan de financement :

Coût total de l'opération	1 490 116.61 €
Subvention Etat déléguée	10 614.00 €
Subvention Etat surcharge foncière déléguée	9 693.00 €
Subvention Action Logement	9 693.00 €
Subvention Conseil Général	17 000.00 €
Prêt CDC	1 393 116.61 €
Prêt Action Logement	28 000.00 €
Participation	22 000.00 €
Montpellier	
Méditerranée	
Métropole	

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole de 22 000 € pour la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Le Val Pierre Durand », 628 rue Saint-Priest à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE, Jean-Luc SAVY et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCES « LE PASSAGE CLEMENCEAU » - AVENUE GEORGES CLEMENCEAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre de Ventes en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 50 logements sociaux, résidences « Le Passage Clemenceau », avenue Georges Clemenceau à Montpellier. Le programme comprend 3 opérations sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A Promotion, résidence « Le Clemenceau » conçu par Cusy Maraval, architectes à Montpellier, de Pitch Promotion, résidence « Le Clem' » conçu par Christophe Gulizzi, architecte à Marseille et de Kaufman and

Broad, résidence « Cœur Clemenceau » conçu par Perris Architectes à Roquefort-des-Corbières.

Ces 3 opérations ont fait l'objet d'une décision de financement unique comprenant 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 14 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 10 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 5 522 801 € que la société d'HLM sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 200 183 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 246 219 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 856 624 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 632 905 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 207 514 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 379 356 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté par délibération le 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	2 200 183 €	1 246 219 €	856 624 €	632 905 €	207 514 €	379 356 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					
Modalité de révision	double révisabilité limitée					
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum					
Périodicité des échéances	annuelle					
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)					
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et

PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 142 100,75 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 5 522 801 €, sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidences « Le Passage Clemenceau », avenue Georges Clemenceau à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 315 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS - RÉSIDENCE ÉTUDIANTE « TRIOLET 2 » - AVENUE AUGUSTIN FLICHE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création d'une résidence étudiante de 315 logements locatifs sociaux, « Triplet 2 », avenue Augustin Fliche à Montpellier. Le programme, qui sera géré par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS), comprend 315 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par Hamonic et Masson & Associés, architectes à Paris.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 15 673 750 € que la SA d'HLM sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 7 993 613 € ;
- un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE) d'un montant de 7 680 137 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 5111-4, L2252-1 et suivants et L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS	PHARE
Montant du prêt	7 993 613 €	7 680 137 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Durée	35 ans	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 35 ans pour les prêts PLS et PHARE, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 11 755 312,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 15 673 750 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 315 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « Triolet 2 », avenue Augustin Fliche à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 116 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MAS DE ROCHET » - LOTISSEMENT MAS DE ROCHET - AVENUE GEORGES FRÊCHE À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 116 logements sociaux, résidence « Mas de Rochet », lotissement Mas de Rochet, lot B et D, avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 82 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 34 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet A+ Architecture.

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 12 995 709 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 5 929 260 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 3 162 136 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 2 567 736 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 1 336 577 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté par délibération le 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	5 929 260 €	3 162 136 €	2 567 736 €	1 336 577 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			

Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 9 746 781,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 12 995 709 € sollicités par la SA d'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 116 logements locatifs sociaux, résidence "Mas de Rochet", avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES VIOLETTES » - IMPASSE DES VIOLETTES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 92 logements sociaux, résidence « Les Violettes », impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 65 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 27 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Le cabinet SERRADO Architecte.

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 10 678 736 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 5 317 795 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 559 105 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 872 320 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 929 516 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté par délibération le 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	5 317 795 €	2 559 105 €	1 872 320 €	929 516 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 8 009 052 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 10 678 736 € sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 92 logements locatifs sociaux, résidence « Les Violettes », impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE MAISON RELAIS DE 18 LOGEMENTS - OPÉRATION « VILLA SAVINE » - 64 AVENUE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ FONCIÈRE HABITAT ET HUMANISME - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Foncière Habitat et Humanisme a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition-amélioration d'un ancien couvent en vue de la création d'une résidence sociale de type maison relais, opération « Villa Savine », 64 avenue de Castelnau à Montpellier. L'opération comprend 18 logements d'insertion, financés par un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), destinés à des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide de 10% du montant hors taxes du prix de revient, dans la limite de 6 500 € par logement, permettant d'atteindre l'équilibre de l'opération.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés ci-après :

Architecte	AC	Architecture
Collectif/Individuel	Ingénierie	
Surface habitable	Collectifs	
Nombre de logement	521.82 m²	
Catégorie de financement	18	
Typologie	PLAI	
	12T1' – 5T1 bis – 1T2	

Plan de financement :

Coût total de l'opération			1 991 901.00 €
Subvention Etat classique			180 000.00 €
Prêt CDC			772 000.00 €
Fonds propres			922 901.00 €
Participation	Montpellier	Méditerranée	
Métropole			117 000.00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la Société Foncière Habitat et Humanisme de 117 000 € pour la réalisation d'une maison relais de 18 logements « Villa Savine », 64 avenue de Castelnau à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : HORS COMMISSION – MARCHÉ DE FOURNITURES D'ÉLECTRICITÉ - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC HÉRAULT ENERGIES - ACCORD-CADRE ET MARCHÉS SUBSÉQUENTS - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION ET DE LANCER LA CONSULTATION DE L'ACCORD-CADRE ET SES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoin énergétique, rapporte :

La loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (loi NOME) organise la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) en électricité au 31 décembre 2015, pour les sites dont la puissance est supérieure à 36 kVA (tarifs jaune et vert). Les collectivités locales doivent donc réaliser une consultation pour sélectionner leur fournisseur d'électricité au 1^{er} janvier 2016.

A noter que seule la fourniture d'électricité est concernée par cette ouverture à la concurrence. L'acheminement (transport et distribution) étant en situation de monopole, les règles et les barèmes publics des coûts d'acheminement s'imposent à tous les fournisseurs et à tous les consommateurs publics ou privés en France.

Ces coûts d'acheminement, contrôlés par la Commission de Régulation de l'Energie, autorité administrative indépendante sont regroupés dans le TURPE : Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité.

Compte tenu de l'expertise nécessaire pour l'achat d'énergie et de l'intérêt de se regrouper pour accroître la taille de la consultation et ainsi intensifier son attractivité et la concurrence auprès des fournisseurs, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne le groupement de commandes coordonné par le Syndicat Hérault Energies et signe l'acte constitutif de groupement de commande approuvé par le Conseil Syndical de Hérault Energies le 8 décembre 2014, pour les seuls besoins visés à l'article 2 suivants :

- fourniture et acheminement d'électricité des bâtiments et équipements métropolitains dont la puissance est supérieure à 36 kVA (tarifs jaunes et verts).
- fourniture de services associés à la fourniture et à l'acheminement d'électricité

Au second trimestre 2015, Hérault Energie lancera la consultation de fourniture et d'acheminement d'électricité.

Celle-ci permettra d'attribuer un accord cadre et des marchés subséquents. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant est estimé à 2 000 000 € H.T. par an pour une consommation annuelle de 16 000 MWh.

Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, la participation est estimée à 5 000 € à la signature de l'accord cadre et des premiers marchés subséquents et 2 500 € à la signature et à chaque renouvellement des marchés subséquents suivants.

Toutefois, le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes coordonné par le syndicat Hérault Energies ;
- autoriser le groupement de commandes à lancer les procédures de mises en concurrence permettant d'attribuer l'accord-cadre et les marchés subséquents ;

- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - autoriser préalablement à l'engagement de la procédure de passation, la signature de l'accord-cadre et des marchés subséquents à intervenir, en vertu de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°52 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – ORGANISMES EXTÉRIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE - ADHÉSION 2015

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transition énergétique, rapporte :
La Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la Ville de Montpellier, de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME. Elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie (ALE) et en a approuvé les statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007. L'Agence Locale pour l'Energie a pour mission de mettre en place un réseau d'échanges entre tous les partenaires intervenant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables en positionnant ses actions de manière complémentaire aux opérations de sensibilisation déjà menées :

- auprès du grand public : sensibilisation par des expositions itinérantes, devenir un « Espace Info Energie »,
- auprès des collectivités locales : rôle de conseil et d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie.

L'Agence Locale de l'Energie est, par ailleurs, devenue un partenaire privilégié dans l'élaboration du Plan Climat Energie Territorial adopté en février 2014 et assiste Montpellier Méditerranée Métropole dans sa mise en œuvre, en particulier pour l'action « Rénovation thermique des copropriétés ».

La cotisation d'adhésion pour l'année 2015 s'élève à 1 680 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Métropole à l'Agence Locale de l'Énergie,
- dire que les crédits sont inscrits au budget métropolitain au chapitre concerné ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°53 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3933AJ15 POUR DES PRESTATIONS DE MISSIONS D'EXPERTISE AMIABLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite lancer une procédure de mise en concurrence afin de s'adjoindre les compétences d'un ou de plusieurs experts d'assuré pour des prestations de mission d'expertise amiable.

C'est l'objet de la présente consultation qui comprendra, outre des missions d'expertise amiable, des vacations à la demande ainsi qu'une assistance lors de procédures d'expertises judiciaires.

Ces prestations seront alloties comme suit, chaque lot faisant l'objet d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum :

- Lot 1 : mission d'expertise amiable concernant les assurances permanentes (dommage aux biens) ;
- Lot 2 : mission d'expertise amiable concernant les assurances construction et les garanties biennales ou décennales des entreprises.

La procédure de mise en concurrence sera conforme à l'article 30-1 et 77 du Code des marchés publics.
Chaque marché à bons de commande sera conclu pour une durée allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2015, reconductible deux fois sans pouvoir excéder le 31 décembre 2017.
En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement des marchés n°3933AJ15 pour des prestations de missions d'expertise amiable pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°54 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3937MG15 D'ACQUISITION ET LIVRAISON DE FOURNITURES ADMINISTRATIVES, D'ENVIRONNEMENT DE BUREAUX ET SCOLAIRES - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET CERTAINES COMMUNES MEMBRES - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes de Jacou, Saint-Brès, Villeneuve-lès- Maguelone, Pérols, Grabels, Montpellier, le centre communal d'action sociale (CCAS) de Montpellier, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition et la livraison de fournitures administratives, d'environnement de bureau et scolaires destinées au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des marchés publics.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 du Code des marchés publics (appel d'offres ouvert).

Les marchés constitués de deux lots sont à bons de commande :

- lot n°1 : Acquisition et livraison de fournitures administratives et d'environnement de bureaux,
- lot n°2 : Acquisition et livraison de fourniture scolaires.

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du groupement seront les suivants :

	Lot n°1 en €	Lot n°2 en €
- Montpellier Méditerranée Métropole	57 000.00	10 000.00
- La Commune de Jacou	8 000.00	17 000.00
- La Commune de Saint Brès	5 000.00	
- La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	8 000.00	21 000.00
- La Commune de Pérols	9 000.00	

- La Commune de Grabels	10 000.00	30 000.00
- La Commune de Montpellier	110 000.00	
- Le CCAS de Montpellier	45 000.00	
- La Commune de Saint Georges d'Orques	3 000.00	
- La Commune de Murviel-lès-Montpellier	3 000.00	
- La Commune de Saint Jean de Védas	27 000.00	
- La Commune de Vendargues	18 400.00	
- La Commune de Baillargues	30 000.00	45 000.00
- Le CCAS de Baillargues	3 500.00	
- La Commune de Cournonsec	2 000.00	6 000.00
- La Commune de Cournonterral	5 000.00	17 000.00
- La Commune de Juvignac	10 000.00	40 000.00
- La Commune de Prades-le-Lez	10 000.00	21 000.00

Ces marchés prendront effet au 1^{er} janvier 2016 (où à compter de leur notification si elle est postérieure), jusqu'au 31 décembre 2016. Ils sont reconductibles trois fois par période d'un an.

Le CCAS de Montpellier commencera à exécuter le présent marché faisant l'objet du groupement à la date du 01/12/2016.

La Mairie de Prades-le-Lez commencera à exécuter le lot 2 du présent marché faisant l'objet du groupement à la date du 12/07/2016.

La Mairie de Jacou commencera à exécuter le lot 2 du présent marché faisant l'objet du groupement à la date du 10/07/2016.

Les marchés seront signés, notifiés et reconduits par Montpellier Méditerranée Métropole au nom de l'ensemble des membres du groupement, chargé, chacun en ce qui le concerne de leur exécution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes de Jacou, St Brès, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Montpellier, le CCAS de Montpellier, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas, Vendargues, Baillargues, le CCAS de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Juvignac et Prades-le-Lez ;
- autoriser le groupement de commandes à lancer un appel d'offres ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser, préalablement à l'engagement de la procédure de passation, la signature des marchés à intervenir pour l'ensemble des membres du Groupement par le Président, en vertu de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus :M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°55 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3938MG15 DE FOURNITURES ET LIVRAISON DE PRODUITS D'HYGIÈNE - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET CERTAINES COMMUNES MEMBRES - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes de Jacou, Villeneuve-lès-Maguelone, Lavérune, Pérols, Grabels, Vendargues, Castelnau-le-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Brès, Prades-le-Lez, Juvignac et le CCAS de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture et la livraison de produits d'hygiène destinés au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des marchés publics.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics (Appel d'Offres ouvert), en vue de la passation de marchés à bons de commandes.

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du groupement seront les suivants :

- Montpellier Méditerranée Métropole :	90 000.00 € H.T./an
- La Commune de Jacou :	21 000.00 € H.T./an
- La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone :	14 400.00 € H.T./an
- La Commune de Lavérune :	8 000.00 € H.T./an
- La Commune de Pérols :	30 000.00 € H.T./an
- La Commune de Grabels :	11 000.00 € H.T./an
- Le CCAS de Montpellier :	185 000.00 € H.T./an
- La Commune de Vendargues :	10 000.00 € H.T./an
- La Commune de Castelnau-le-Lez :	43 000.00 € H.T./an
- La Commune de Murviel-lès-Montpellier :	3 000.00 € H.T./an
- La Commune de Saint-Brès :	5 000.00 € H.T./an
- La Commune de Prades-le-Lez :	21 000.00 € H.T./an
- La Commune de Juvignac :	16 000.00 € H.T./an

Les marchés (à bons de commande sans minimum ni maximum) seront signés et notifiés par la Montpellier Méditerranée Métropole au nom de l'ensemble des membres du groupement, chargé chacun en ce qui les concerne, de leur exécution.

Ces marchés prendront effet au 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016. Ils sont reconductibles trois fois par période d'un an. Le CCAS de Montpellier commencera à exécuter le présent marché faisant l'objet du groupement à la date du 27 janvier 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Groupement de Commandes à lancer un appel d'offres ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- autoriser, préalablement à l'engagement de la procédure de passation, la signature du marché à intervenir pour l'ensemble des membres du groupement par le Président, en vertu de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°56 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE LA CULTURE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services, leur direction et chef de cabinet.

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de créer un service commun de direction de la culture.

Depuis 2002 et la création de l'Agglomération de Montpellier, la majeure partie des équipements et manifestations culturels ont été transférés de la Ville de Montpellier à l'Agglomération. La direction de la culture de l'Agglomération a été ainsi amenée d'entrée de jeu à gérer un grand nombre de bâtiments et des effectifs importants. Aujourd'hui, avec environ 500 agents et plus de 100 000 m² de locaux, il s'agit de la Métropole la mieux dotée en la matière.

La direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montpellier compte de son côté environ 100 agents et gère de nombreux lieux et manifestations : les ZAT, le théâtre Jean Vilar, les musées et sites historiques, les espaces d'exposition dédiés à l'art contemporain et à la photographie, le centre d'art numérique la Panacée.

L'intérêt de rapprocher ces deux directions dont les objets, les enjeux, les fonctionnements, les métiers sont proches s'est ainsi constitué progressivement dans un contexte de recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2015 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction de la culture sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de la Métropole de Montpellier a été saisi, le 21 avril 2015, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique le 21 avril 2015 et saisira son assemblée délibérante le 29 avril 2015, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de direction de la culture,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°57 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE L'ÉVÉNEMENTIEL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services, leur direction et chef de cabinet.

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de créer un service commun de direction du protocole et de l'événementiel.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2015 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction du protocole et de l'événementiel sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi, le 21 avril 2015, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique le 21 avril 2015 et saisira son assemblée délibérante le 29 avril 2015, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°58 : RESSOURCES HUMAINES – GESTION DE LA COMPÉTENCE URBANISME, PLANIFICATION TERRITORIALE - TRANSFERT DE PERSONNEL - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 porte création de la métropole au 1^{er} janvier 2015 , afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour les communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, la délibération n°12661 du 18 décembre 2014 a autorisé la signature de conventions de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences avec les 31 communes membres.

Dans le cadre de ces conventions, il a été convenu par exception une prise de compétence en quasi complet exercice de la Métropole pour les PLU au 1^{er} janvier 2015. La Métropole prend ainsi en charge les procédures relevant du Code de l'Urbanisme ainsi que les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU, impliquant une forte mobilisation de ses services sur cette compétence, tant en terme de conduite des procédures qu'en terme de coordination et de suivi des démarches communales, afin d'intégrer les cohérences métropolitaines, dès 2015.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte de nombreuses révisions des PLU communaux et dans l'attente d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), pour lequel un consensus s'est dégagé afin d'adopter des principes de gouvernance et de les inscrire dans une charte.

La Métropole et ses 31 communes membres ont pris acte des évolutions de cette compétence, souhaité l'inscrire dans la collaboration et permis une progressivité dans sa mise en œuvre effective.

La charte a déjà été adoptée par 30 communes et pourra bientôt être soumise au Conseil métropolitain. Eu égard à l'ensemble de ces avancements, il est proposé de progressivement mettre en œuvre les transferts de personnel correspondants, afin de répondre aux demandes de l'ensemble des communes dans la perspective du PLUIntercommunal et de gestion des PLU communaux.

Considérant que la Ville de Montpellier a adopté la charte de gouvernance le 19 février 2015 et que 3 agents ont été identifiés parmi ses effectifs dans l'exercice de cette compétence transférée du PLU, il est proposé de procéder le 1^{er} mai 2015 au transfert de ces agents auprès de la Métropole, après avis des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole, le 21 avril 2015, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces agents seront affectés en tant que Chargés de secteur au sein du service Planification Territoriale de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Les agents ont été préalablement informés, dans le cadre d'entretiens individuels menés avec la Direction des Ressources Humaines et la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole, des effets du transfert sur leurs situations statutaires et ont été appelés à exercer leur droit d'option relatif au régime indemnitaire ainsi qu'aux avantages acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire qu'il est procédé au transfert de 3 agents au 1er mai 2015 ;
- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en conséquence ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°59 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I-Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Créations de postes : transfert de personnel dans le cadre de la compétence urbanisme

Dans le cadre du transfert de la compétence urbanisme, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs, 3 postes à temps complet mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III-Créations de postes CAP 2015

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, dans la perspective des promotions internes de l'année 2015, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 avril 2015.

IV- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 avril 2015.

V-Transformations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 5** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 avril 2015.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations de postes, des mises en conformité et des transformations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°60 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ ALTRAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de l'exposition temporaire « L'âge d'or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano », du 20 juin au 11 octobre 2015, le musée Fabre souhaite faire réaliser une table tactile permettant, pour le public de l'exposition, une lecture interactive d'une gravure du XVII^{ème} siècle représentant la carte de la ville de Naples.

A cette occasion, le groupe Altran, société spécialisée dans le conseil en ingénierie et le conseil en Systèmes d'information présente à Montpellier depuis 2011, souhaite offrir un mécénat de compétence consistant en la mise à disposition de ses salariés pour assister le musée dans la maîtrise d'œuvre de ce projet, à deux niveaux : pour la table tactile, et pour le logiciel d'animation de la carte numérisée, c'est à dire le contenu de la table tactile.

Pour ces deux aspects, la société Altran fournit une étude de faisabilité, un cahier des charges pour l'acquisition du matériel ou du programme informatique, une prospection des fournisseurs, une assistance dans le choix du fournisseur, un suivi des travaux d'installation, les tests et le support à l'utilisation et à la prise en main par les utilisateurs au musée Fabre, dans le strict respect de la liberté du commerce et de l'industrie et du secret industriel et commercial. La table doit être installée et paramétrée pour le vernissage de l'exposition le 19 juin 2015. La commande du matériel et logiciel est assurée par le musée Fabre.

Le montant de ce mécénat de compétence est estimé à 17 884€, c'est à dire le prix de revient pour la société Altran des heures de travail de ses salariés consacrées à ce projet.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'Altran sera cité par le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole comme mécène dans ses supports de communication, tels que le programme semestriel automne-hiver 2015-2016, le site Internet du musée Fabre et le cartel de la salle d'exposition accueillant la table tactile.

Dans le cadre de ce mécénat, le groupe Altran pourra bénéficier de contreparties pour un montant plafonné à 25% de la valeur des services offerts, sous forme de prestations de billetterie ou location d'espaces.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat conclue avec la Société Altran,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Fort de l'expérience concluante des partenariats noués avec le musée Fabre chaque année depuis 2009, à l'occasion des expositions estivales, le Groupe La Poste souhaite renouveler sa démarche en apportant un soutien financier de 12 000 euros à l'exposition « L'âge d'or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano », qui se déroulera du 20 juin au 11 octobre 2015 au musée Fabre.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment que le Groupe La Poste bénéficiera d'une soirée privée avec visites guidées dans l'exposition pour 100 personnes le 23 juin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat conclue avec le groupe La Poste,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : CULTURE – MUSÉE FABRE - PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT "GRÈS DE MONTPELLIER" - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Afin de favoriser sa fréquentation par les publics les plus divers, le musée Fabre souhaite assurer la promotion de ses collections permanentes et des expositions temporaires qu'il organise.

Le Syndicat « Grès de Montpellier », syndicat viticole chargé d'assurer la promotion commerciale de plusieurs producteurs installés sur le territoire de la Métropole, organise une visite dans le centre-ville de Montpellier le 10 mai 2015 sous forme de « balade vigneronne ». Le Syndicat prévoit de vendre 850 billets environ, à 55€ (adultes) ou 20€ (enfants), permettant aux acheteurs de suivre une visite guidée déambulatoire dans le centre-ville incluant 6 étapes avec dégustation de vins de production locale. Il est prévu de conduire cette balade en 20 groupes de 30 à 50 personnes environ.

Les étapes de ce parcours seront toutes organisées dans des lieux à caractère patrimonial du centre-ville (cours intérieures, bâtiments institutionnels anciens chargés d'histoire, etc...), de façon à présenter et développer un lien entre la culture œnologique et viticole et la culture patrimoniale. Cette balade vigneronne « Grès de Montpellier » se veut donc atypique, car elle a lieu en ville et non dans les vignes, et associe le vin à la culture et au patrimoine bâti.

A l'occasion de cet évènement, le Syndicat « Grès de Montpellier », a souhaité s'engager dans un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour organiser une des étapes du parcours vigneron au musée Fabre, lieu majeur de la culture et du patrimoine à Montpellier. Le site choisi au sein du musée, la cour Vien, présente une architecture remarquable et cadre donc parfaitement avec la thématique de l'évènement organisé.

L'évènement proposé par le Syndicat « Grès de Montpellier » est l'occasion de promouvoir les collections permanentes du musée Fabre auprès d'un public résidant en très grande majorité sur le territoire de la Métropole, en offrant un accès au musée dans des conditions avantageuses à des personnes participant d'abord et avant tout à un évènement autour de l'œnologie et non pas autour de l'art et de l'histoire de l'art. L'évènement offre donc une opportunité importante d'élargir les publics du musée.

Il est donc proposé de nouer un partenariat avec le Syndicat « Grès de Montpellier » prévoyant l'accueil de l'évènement proposé dans la cour Vien du musée Fabre le dimanche 10 mai 2015, avec mise à disposition de l'espace à titre gracieux, ainsi que l'accès gratuit en visite libre des collections permanentes, pour les participants à la balade vigneronne qui en feront la demande à la billetterie du musée lors de cette journée.

Ce partenariat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie, et précise notamment que le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole sera cité par le Syndicat « Grès de Montpellier » comme partenaire dans ses supports de communication, tels que son site Internet et le carnet de dégustation remis aux participants de la balade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le syndicat "Grès de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE - MARCHÉS N°3567DC15 - LOT N°1 : ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE MOBILIER, LOT N°3 : COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ, ET LOT N°4 : DÉMÉNAGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil a approuvé le programme et le budget de l'opération, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément à l'article 74 chapitres II et III du code des marchés publics.

Par délibération n°12757 du 05 février 2015, le Conseil de la Métropole a attribué au groupement, représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13.

Afin de conduire cette opération, il convient de confier à des prestataires extérieurs des missions techniques annexes relatives à la programmation du mobilier, l'organisation et la sécurité du chantier, et le déménagement des collections.

Dans cette perspective, un appel d'offre a été publié le 15 janvier 2015, en application des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics. A l'issue de l'analyse des offres remises le 2 mars 2015, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 08 avril 2015 a décidé de retenir pour l'exécution de ces prestations les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation, et définies ci-dessous :

Marchés n°3576DC15			
Lot n°	Libellé	Attributaire	Montant € H.T.
1	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la programmation du mobilier	ASSIST PARTNER	18 525,00 €
2	Ordonnancement, Pilotage, Coordination	Attribué ultérieurement	NC
3	Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé	QUALICONSLT	5 508,00 €
4	Déménagement et garde meuble des collections existantes	GEODIS	59 860,00 €

Compte tenu des demandes de précisions faites auprès des entreprises ayant soumissionné sur le lot n°2, celui-ci sera attribué ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution des marchés n°3576DC15, lots n°1, 3 et 4, aux entreprises respectivement ASSIST PARTNER pour un montant de 18 525 € H.T., QUALICONSLT pour un montant de 5 508 € H.T., et GEODIS pour un montant de 59 860 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés précités ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°64 : CULTURE – DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT PAR L'ETAT DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET AMENDEMENT DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Suite à la parution du décret du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé pour une durée de sept ans, Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). Le CRR répondait ainsi aux critères fixés par arrêté du 15 décembre 2006, qui dispose notamment que :

« Sont classés les établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique qui s'acquittent des missions communes aux trois catégories d'établissement classés et répondent aux critères propres à chaque catégorie.

En outre, les établissements doivent, en cohérence avec le schéma départemental de développement des enseignements artistiques et le plan régional de développement des formations professionnelles :

- § établir un projet d'établissement ; ce document, validé par la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités responsable, présente les choix pédagogiques, artistiques et culturels ainsi que le plan pluriannuel de réalisation. Lorsque plusieurs spécialités sont proposées, l'interdisciplinarité est favorisée ;*
- § s'inscrire dans une organisation territoriale de l'enseignement artistique, qui favorise notamment l'égalité d'accès des usagers, la concertation pédagogique et la mise en œuvre de projets pédagogiques et artistiques concertés ;*
- § fonctionner en réseau, notamment par le moyen de conventions passées avec d'autres établissements classés ou reconnus ou toute personne morale de droit public ou de droit privé exerçant une mission d'enseignement, de création ou de diffusion (article 2). »*

« Les établissements assurent des missions de développement des pratiques artistiques des amateurs, notamment en leur offrant un environnement adapté. Ils participent également à des actions de sensibilisation, de diversification et de développement des publics, et prennent part à la vie culturelle de leur aire de rayonnement. A cette fin, ils assurent la diffusion des productions liées à leurs activités pédagogiques et l'accueil d'artistes et ils entretiennent des relations privilégiées avec les partenaires artistiques professionnels, en particulier avec les organismes chargés de la création et de la diffusion (article 3 – 3). »

- « Sont classés conservatoires à rayonnement régional les établissements qui réunissent les conditions suivantes*
- § assurer, dans l'aire de rayonnement régional, les missions prévues aux articles 2 et 3 ;*
 - § assurer ou garantir, dans les trois spécialités, outre les missions des conservatoires à rayonnement départemental prévues à l'article 5, un cursus complet comprenant le troisième cycle de formation des amateurs et le cycle d'enseignement professionnel initial.*

1° En musique, les établissements assurent ou garantissent :

- § l'existence de deux départements au choix dans la liste suivante : jazz et musiques actuelles amplifiées, musiques traditionnelles, musique ancienne ;*
- § l'existence d'un département de composition visant à développer les démarches de création dans l'ensemble des esthétiques ;*
- § l'enseignement de l'accompagnement au clavier ;*
- § l'enseignement de la direction d'ensembles vocaux ou de la direction d'ensembles instrumentaux.*

2° En danse, les établissements :

- § assurent ou garantissent un cursus complet incluant le cycle d'enseignement professionnel initial dans au moins trois des disciplines chorégraphiques visées à l'article L. 362-1 du code de l'éducation ;*
- § favorisent la découverte et la pratique d'autres formes de danse.*

3° En art dramatique, les établissements assurent ou garantissent la rencontre régulière de diverses esthétiques, notamment par des ateliers animés par des artistes intervenants et le tutorat des projets personnels, individuels et collectifs, inscrits dans le cursus des élèves.

Pour la mise en œuvre du projet d'établissement, les établissements se dotent d'une équipe de direction et du personnel administratif et technique permettant d'assurer les missions de leur catégorie. De plus, ils disposent de locaux spécifiques, adaptés et équipés pour les spécialités et disciplines représentées ainsi que des moyens matériels correspondants (article 9). »

Suite à la parution du décret du 14 août 2013 relatif à la prolongation et au renouvellement du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, le classement des établissements a été prolongé jusqu'au 12 octobre 2015. Il convient donc aujourd'hui de déposer une demande de renouvellement du label du CRR, étant entendu que certains critères sont désormais remplis et que d'autres sont en voie de l'être, étant accordés les moyens ci-après.

I – Les locaux et le parc instrumental

Le projet d'établissement élaboré en 2009 et prolongé jusqu'en 2017 par délibération du 27 novembre 2014 prévoit dans son paragraphe II – I – b :

« Le CRR de Montpellier doit disposer prochainement de locaux adaptés..Il conviendra de pourvoir prioritairement en instrument les disciplines suivantes : piano, harpe, percussions. »

Le projet du nouveau CRR, entre dans une phase opérationnelle active. La mise en service de ce nouvel équipement est prévue dans le courant du 4^{ème} trimestre 2019. D'ici là, Montpellier Méditerranée Métropole sera attachée, comme elle le fait depuis 3 ans maintenant, à optimiser au mieux les bâtiments existants. Concernant le parc instrumental, le budget d'investissement de l'établissement, en hausse sur la période 2013/2015, a permis des acquisitions conséquentes de nouveaux pianos et de harpes.

II – Les enseignements

Le projet d'établissement élaboré en 2009 et prolongé jusqu'en 2017 par délibération du 27 novembre 2014 prévoit, dans son paragraphe II – I – a, le plan de développement suivant :

a) créer un département jazz et musiques actuelles ;

b) créer un département de musique ancienne ;

c) assurer un cursus complet en danse jazz ;

d) assurer un cursus complet d'art dramatique en collaboration avec le pôle supérieur d'art dramatique.

La mise aux normes en matière de musiques actuelles est partiellement atteinte, avec la création d'un poste de Professeur d'Enseignement Artistique (PEA) coordinateur de Musiques Actuelles Amplifiées (MAA) et le recrutement d'un enseignant en novembre 2013 permettant la mise en place de cet enseignement des MAA. Il est prévu de créer le département des musiques anciennes en septembre 2015, en ouvrant de façon progressive certains enseignements dès la rentrée 2015/2016 au moyen de redéploiements. La danse jazz pourrait, à très court terme intégrer l'offre du Conservatoire, par un conventionnement avec certaines structures présentes sur le territoire, et notamment l'école EPSE Danse. Enfin, l'art dramatique sera mis en place dès la rentrée scolaire 2015/2016 avec la création des cycles I, II & III. Dans un second temps sera créé le Cycle d'Enseignement Professionnel Initial ou le Cycle d'Orientation Professionnelle de théâtre afin de former des acteurs en devenir professionnel, ainsi que les cycles d'éveil et d'initiation et les ateliers de pratique amateur. Enfin, afin de se conformer à l'obligation d'avoir un PEA dans chaque discipline, a été créé un poste supplémentaire de harpe (discipline confiée à un seul AEA depuis plus de 10 ans), permettant de recruter en septembre 2014 un PEA à 50%.

III – Les cursus

Le projet d'établissement élaboré en 2009 et prolongé jusqu'en 2017 par délibération du 27 novembre 2014 prévoit, dans son paragraphe II – C – a, concernant le projet pédagogique, de :

« Proposer, en les structurant, des parcours différenciés s'adressant aux élèves post-cycle II et III (adolescents, jeunes adultes ou adultes) souhaitant approfondir leurs connaissances dans un ou plusieurs domaines en particulier, ... »

Afin de parvenir à cet objectif, a été créé en septembre 2014 un premier parcours différencié dénommé « Parcours Excellence Amateur » faisant suite au cycle III et permettant à des élèves souhaitant approfondir leurs connaissances et continuer leur progression en vue d'une pratique amateur de haut niveau, de poursuivre leurs études au Conservatoire au sein d'un parcours « à la carte » basé sur la pratique collective et le projet personnel. Une réflexion est engagée, au sein du Conseil pédagogique, pour étendre cette initiative à d'autres cycles d'études.

IV – Les partenariats et la diffusion

Le projet d'établissement élaboré en 2009 et prolongé jusqu'en 2017 par délibération du 27 novembre 2014 prévoit, dans son paragraphe II – E – 3, concernant les partenariats :

« Différentes formes de partenariats pourraient souder les associations et le Conservatoire à Rayonnement Régional :

§ conventions d'accueil dans les locaux ;

§ projets pédagogiques communs ;

§ projets de diffusion coréalisés. »

Et dans son paragraphe II – F – b, concernant la diffusion et le rayonnement :

« Cette dynamique de diffusion se nourrira aussi de multiples partenariats qu’aura engagés le Conservatoire avec les différentes institutions culturelles et structures de diffusion présentes sur le territoire. »

A cet effet, ont été amplifiés, reconduits ou formalisés de nombreux partenariats tout comme ont été initiés entre 2013 et 2015 de nouveaux.

Montpellier Méditerranée Métropole, au vu de son histoire, de son rôle à jouer dans la future région, de son ambition, de son attractivité en matière de vie scolaire et étudiante, de sa renommée en matière culturelle, et des attentes fortes sur le territoire, est très attachée à son Conservatoire à Rayonnement Régional pour lequel, par la présente délibération, elle sollicite auprès du Ministère de la Culture et de la Communication le renouvellement du label, pour lequel elle a déposé un dossier à la Direction des Affaires Culturelles.

Par ailleurs, l’actuel projet d’établissement 2009/2017 sera complété par un *Préambule*, exposant les avancées récentes mais aussi ce qui est prévu dans un avenir proche pour pouvoir prétendre au maintien du label « Conservatoire à Rayonnement Régional » par l’Etat, préambule soumis à l’approbation de l’assemblée délibérante.

Le Conseil de Métropole confirme par la présente délibération son attachement au maintien du label « Conservatoire à Rayonnement Régional » et sa volonté de tout mettre en œuvre pour le conforter et le développer sur la durée du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Préambule au projet d’établissement 2009/2017,
- approuver la demande de renouvellement du classement du conservatoire au rang de Conservatoire à Rayonnement Régional auprès du Ministère de la culture et de la communication,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N°65 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE DÉPÔT DU FONDS JEAN ARNAL - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le docteur Jean Arnal, archéologue et préhistorien de renommée internationale, a réuni tout au long de ses recherches une collection riche et diversifiée d’objets archéologiques et de documents scientifiques.

Par délibération n°9447 du 1^{er} avril 2010, le Conseil a autorisé la signature d’une convention de dépôt du fonds Arnal avec Madame Bernadette BARTHEZ-ARNAL, Madame Françoise POULAIN-ARNAL, et Messieurs Guilhem et Matthieu ARNAL, pour une durée de 5 ans renouvelable par reconduction expresse à compter de la date anniversaire de sa signature, soit au 10 avril.

Cette convention, reconduite pour une nouvelle période de 5 ans, définit les modalités techniques et juridiques du dépôt. L’ensemble de ce fonds est déposé auprès du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades. Ce dernier conserve objets et documentation (archives et bibliothèque). Il assure également la valorisation et la promotion de cette collection auprès d’un large public et favorise l’accès à ce fonds pour des fins d’études scientifiques et de médiation. Les déposants conservent la pleine et entière propriété des collections déposées. Ce dépôt est consenti à titre gratuit et provisoire.

Les déposants souhaitent aujourd’hui enrichir le contenu du dépôt. Le présent avenant stipule que les modalités du dépôt initial restent inchangées et précise le contenu du dépôt complémentaire composé de 256 monnaies du XV^e siècle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de dépôt du fonds Arnal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - PASSE CAMPAGNE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES GÎTES DE FRANCE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Planétarium Galilée s'est inscrit depuis 2005 dans une opération de partenariat avec les Gîtes de France Hérault – dénommée « Passes Campagne » qui a été reconduite pour la période allant du 1^{er} septembre 2012 au 1^{er} septembre 2015 par une convention passée en application de la délibération n°10828 du 17 avril 2012.

Cette opération consiste en la diffusion de carnets annuels regroupant les offres de différents partenaires sous forme de coupons détachables à présenter aux caisses donnant droit à des avantages tarifaires.

Ces carnets contiennent les offres regroupées par diverses catégories, sites d'œnotourisme, musées, produits du terroir, grottes, sites et curiosités, abbayes et châteaux. Ils sont diffusés auprès des personnes qui louent des gîtes ruraux, et permettent donc de toucher une clientèle située hors des limites métropolitaines, dans tout le département de l'Hérault.

La convention actuelle arrive à échéance au 1^{er} septembre 2015. Compte tenu de l'intérêt que représente ce partenariat pour le planétarium Galilée, en particulier sur le plan de la diffusion de son offre, il est proposé de reconduire cette collaboration par la conclusion d'une nouvelle convention.

Celle-ci prévoit notamment que les Gîtes de France réalisent à leurs frais 20 000 exemplaires du carnet qui sera diffusé dans tous les gîtes ruraux du département, ainsi que tous documents de communication. En contrepartie, le Planétarium Galilée s'acquittera d'une contribution annuelle fixée à 120 € hors taxes et pratiquera une réduction de 1€ sur le tarif plein adulte à la caisse du planétarium, dans la limite de deux entrées, sur présentation du coupon correspondant. La convention à intervenir sera conclue pour une durée de 1 an, du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016, tacitement reconductible par période de 1 an dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'application du tarif réduit aux détenteurs du coupon "Passe Campagne" du Planétarium Galilée,
- approuver la signature de la convention avec Gîtes de France Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : CULTURE – DOMAINE DE CASTRIES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11555 du 23 mai 2013, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public relative à la mise à disposition du domaine de Castries avec la Ville de Castries.

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses compétences et de son intérêt métropolitain dans le domaine culturel, a ainsi l'opportunité d'organiser sur ce domaine des activités de notoriété nationale et internationale qui, compte tenu de l'importance du lieu et des manifestations envisagées, ont vocation à concerner au moins l'ensemble du territoire métropolitain et participeront au renforcement de son rayonnement et de son attractivité notamment au niveau touristique.

Selon les termes de la convention susmentionnée, la ville de Castries s'engage notamment à garantir la présence d'un gardien sur site, 365j par an, et en assumer l'intégralité de la charge financière, à réaliser et prendre à sa charge les travaux d'entretien de l'ensemble du parc, à réaliser et prendre à sa charge la maintenance multitechnique des bâtiments, et à s'acquitter de l'ensemble des taxes et impôts liés au site.

En contrepartie de cette mise à disposition, la Métropole verse une redevance annuelle dont le montant, initialement fixé à 135 000 €, a vocation à être révisé au regard des frais réellement engagés par la ville de Castries au titre de ses engagements.

Or, compte tenu de la réalité des charges de fluides et d'entretien du parc notamment supportées par la ville de Castries, il apparaît que les frais réellement engagés au titre de l'année 2014 justifient une revalorisation de la redevance comprise à hauteur de 10 000 €/an, qui serait en conséquence portée à 145 000 €/an pour la durée restante de la convention.

Il convient donc de formaliser l'actualisation de la redevance versée par Montpellier Méditerranée Métropole par la conclusion d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public relative au domaine de Castries.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine de Castries avec la Ville de Castries,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : CULTURE – MARCHÉ N°3947DC15 DE FOURNITURES DE PÉRIODIQUES EN LANGUES FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRES - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le marché n°3802T14 relatif à la fourniture de périodiques en langues française et étrangères du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole arrivera à échéance le 31 décembre 2015.

Le réseau des médiathèques dispose dans son ensemble de près de 1 400 abonnements de périodiques sous forme papier ou numérique, dont près de 500 pour la médiathèque centrale Émile Zola.

Sur l'ensemble du réseau, les abonnements sont ainsi mis à la disposition des publics dans des espaces dédiés de tailles variables suivant les médiathèques. Ces espaces sont clairement identifiés comme tels dans les équipements et favorisent une lecture sur place conviviale pour les numéros récents. En revanche, les numéros anciens sont prêtés à domicile. Ces espaces sont très fréquentés par des publics d'une extrême variété et d'une grande fidélité.

Ce service documentaire recouvre à la fois la presse quotidienne régionale, la presse d'information, la presse étrangère et enfin de nombreux abonnements suivant des thématiques telles que loisirs, culture, sports, technologie, etc... Cette collection est complémentaire des livres, CD ou DVD, et fait à ce titre l'objet d'une répartition équilibrée et partagée sur l'ensemble du réseau.

Outre la fourniture du périodique elle-même, ce marché comprend également un véritable service : relations avec les éditeurs, suivi des publications (cessation de parution, suspension, fusion de titres), suivi des réclamations, facturation groupée de l'ensemble des titres.

Considérant l'échéance du marché actuel susvisée, et afin d'assurer la continuité du service public de lecture des périodiques au sein du réseau des médiathèques de la Métropole, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Le marché à intervenir, composé d'un lot unique, sera conclu à bons de commande avec un minimum annuel de 50 000 € H.T. et un maximum annuel de 150 000 € H.T. Ce marché prendra effet de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à la fourniture de périodiques en langue française et étrangère pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser la signature du marché avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution du marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées. (Deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°69 : CULTURE – CONVENTIONS DE DÉPÔT-VENTE D'OUVRAGES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET DES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES EN ARCHÉOLOGIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Musée Henri Prades se fait fort de diversifier au mieux l'offre d'ouvrages archéologiques proposés en vente dans sa boutique, qui participent à la valorisation et la promotion du territoire, et témoignent du caractère exceptionnel du site archéologique *Lattara*.

Dans cette optique, en 2008, puis en 2013, des conventions de dépôt-vente ont été conclues avec plusieurs associations spécialisées en archéologie à la pointe de la recherche archéologique sur le site de *Lattara* ainsi que sur le patrimoine archéologique régional.

Ainsi, par délibération n°11057 du 11 avril 2013, le Conseil a autorisé la signature de conventions de dépôt-vente avec les associations suivantes : l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc (A.D.A.L.), l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale (A.D.A.M.) et l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise (A.R.A.N.).

Les recommandations du Centre des Finances Publiques préconisant désormais de nouvelles procédures d'encaissement d'ouvrages pour le compte de tiers, il convient d'adapter et de renouveler la conclusion de ces conventions.

Les conventions, établies pour chaque association, précisent les modalités techniques, juridiques et financières ainsi que les conditions de dépôt-vente des ouvrages. Chaque partenaire s'engage, à mettre en dépôt-vente une liste pertinente d'ouvrages spécialisés en archéologie, à la boutique du musée Henri Prades.

Au titre du service rendu, une commission de 30% du montant du prix de vente net de taxes sera consentie à Montpellier Méditerranée Métropole.

La procédure d'encaissement se déroule comme suit : Montpellier Méditerranée Métropole procède au versement de l'intégralité de la somme perçue au déposant, au fur et à mesure des ventes, au moyen d'un chèque tiré de la régie d'avances et de recettes du musée Henri Prades, et joint un titre correspondant au montant de la commission accordée, accompagné du récapitulatif des ventes.

Le déposant verse le produit de la commission à Montpellier Méditerranée Métropole, au moyen d'un virement bancaire ou d'un chèque bancaire établi à l'ordre suivant : « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Chaque convention sera conclue pour une durée d'un an, renouvelable trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de dépôt-vente avec les associations A.D.A.L., A.D.A.M. et A.R.A.N.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : CULTURE – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ADHÉSION AU COMITÉ FRANÇAIS DU BOUCLIER BLEU - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Pour garantir la sécurité de ses collections, et ainsi être en conformité avec la charte de conservation préconisée par le Ministère de la Culture, la médiathèque centrale Emile Zola a établi un plan de conservation des documents patrimoniaux.

Parallèlement à cet outil, il convient de concevoir un plan d'urgence en cas de sinistres (inondations, incendies, infestation de lépismes et blattoptères...), dans lequel seront intégrés les moyens de sauvegarde du patrimoine.

Dans le cas précis d'un incendie par exemple, l'extinction de celui-ci imposant le recours à des moyens extrêmement dommageables pour les collections patrimoniales, il est nécessaire d'organiser ces interventions (livres à évacuer en priorité, consignes à étudier avec les pompiers, etc...) de manière à optimiser la sauvegarde des collections.

Ce plan d'urgence à concevoir intègre également les risques liés à l'introduction de personnes étrangères susceptibles d'attenter à l'intégrité des documents ou de les dérober.

Afin de parer à ces différentes éventualités, il est apparu essentiel de recenser les moyens de lutte, les personnes référentes, les actions à mettre en œuvre, et de porter ce document à la connaissance de l'ensemble des acteurs pouvant être amenés à intervenir dans l'éventualité où se concrétiseraient de tels risques.

Pour disposer d'un appui et d'une expertise en matière de plan d'urgence, il apparaît nécessaire d'adhérer au Comité français du Bouclier bleu. La section locale du grand sud-ouest offre un espace d'échange, permettant de mutualiser les moyens et de résoudre certaines difficultés. Ce travail à entreprendre s'intègre dans la remise à jour des procédures de sécurité de ce bâtiment de première catégorie (formation du personnel à l'évacuation, etc...).

Par ailleurs, l'adhésion de la Métropole au Comité français du Bouclier Bleu permettrait de faire bénéficier de cette expertise l'ensemble des établissements culturels de la collectivité, notamment les musées.

Au titre de l'année 2015, le coût de cette adhésion s'élève à 300€TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Comité français du Bouclier Bleu,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

AFFAIRE N°71 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Un fonds spécial est créé pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de Montpellier Méditerranée Métropole au plan local, national ou international.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels qui font la richesse et l'histoire de notre territoire. La création du premier Trophée Taurin s'inscrit dans cette dynamique de promotion et de valorisation du patrimoine sportif et culturel de la Métropole.

A ce titre la Métropole souhaite aider financièrement le club taurin « Le Gaulois » de Sussargues pour l'organisation d'une demi-journée destinée à la découverte de la course camarguaise et des traditions qui l'entourent. Des ateliers pédagogiques sur la course, le taureau et son encocardement, le razeteur, les costumes, le cheval de camargue et l'histoire de cette discipline, seront mis en place dans la commune de Sussargues.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir l'association « La Montpellier Reine » qui organise depuis 2009 une course pédestre de 4 kms dans Montpellier. Cette année la course se déroulera le dimanche 31 mai et les fonds récoltés seront reversés à l'Institut National du Cancer, au Comité Féminin de l'Hérault, et au MIS (Montpellier Institut du Sein).

Dans ce cadre il est proposé au Conseil de Métropole de soutenir les projets et manifestations suivantes :

1/ 800€ de contribution pour la réalisation d'une demi-journée pédagogique de découverte et d'initiation à la course camarguaise.

2/ 1000€ au profit de l'association « La Montpellier Reine » pour permettre l'achat de roses destinées aux femmes mobilisées sur cette course pédestre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,

- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2015 de la Métropole, chapitre 933,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un vote contre).

A voté contre : M. Moustapha MAJDOUL.

AFFAIRE N°72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - INSTALLATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ACCESSOIRES AQUATIQUES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène le Conseil d'Agglomération a autorisé par une délibération en date du 30 avril 2008, la société TOP SEC EQUIPEMENT, domiciliée à Vitry-sur-Seine, à installer et exploiter des distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines.

Ces distributeurs automatiques contiennent des maillots de bain, bonnets de bain, lunettes de nage, brassards de sécurité, pince-nez, gants palmés, gel douche etc...

L'installation concerne 12 distributeurs automatiques répartis dans les piscines Poséidon, Amphitrite, Neptune, Spilliaert, Vives, Berlioux, Taris, Nakache, Pitot, Néréides, Caron et Jany.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, prévue initialement pour une durée de 7 ans arrive à échéance le 31 mai 2015.

Compte tenu du succès rencontré par cette prestation auprès des usagers des piscines du réseau, Montpellier Méditerranée Métropole a relancé une procédure de publicité, le 12 mars 2015.

Après réception des offres il est apparu que seule l'entreprise TOP SEC EQUIPEMENT s'est positionnée sur ce marché public.

Aussi, il est proposé de retenir cette société qui répond parfaitement aux exigences du cahier des charges de la Métropole (montant de la redevance annuelle, qualité et tarifs attractifs des articles, conditions d'approvisionnement et délais d'intervention pour la maintenance des appareils).

L'ensemble des modalités d'autorisation de l'occupation temporaire du domaine public est formalisé au sein d'une convention d'occupation temporaire des espaces nécessaires à l'installation des appareils d'une durée de Les coûts d'installations, d'exploitation et de maintenance de ces distributeurs installés sur le domaine public incomberont à la société TOP SEC EQUIPEMENT, qui s'acquittera par ailleurs d'une redevance d'un montant de 10% du chiffre d'affaires annuel hors taxes, réalisé par les distributeurs, soit une recette prévisionnelle de près de 10 000 € par an.

La durée de l'autorisation d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole est prévue pour trois ans, renouvelable deux fois par périodes de deux ans, soit une durée totale de 7 années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public régissant les modalités d'exploitation, d'entretien et de redevance des appareils, passée avec la société TOP SEC EQUIPEMENT,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ORGANISATION - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels tels que le tambourin, les joutes et la course camarguaise. A ce titre, depuis 5 ans, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

Afin de développer ce patrimoine sportif et culturel et pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, et accessible aux habitants de la Métropole, la collectivité a souhaité organiser, en partenariat avec la Fédération française de course camarguaise et les clubs taurins, le premier « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce Trophée se compose de neuf courses qui se déroulent à travers neuf communes de tradition et de culture taurine : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques et Vendargues.

Les courses constituant ce Trophée s'inscrivent dans le calendrier annuel des championnats de l'Avenir et des As de la Fédération française de courses camarguaises et auront lieu du 1er mai au 7 novembre 2015.

Toutes les modalités d'organisation des courses sont décrites dans une convention d'organisation cosignée par le Président de la Fédération Française de course camarguaise et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 31 mars 2015 le Conseil de Métropole a voté l'attribution des subventions aux associations sportives dans le cadre du budget primitif 2015.

Compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux neufs clubs taurins suivants une subvention de fonctionnement de 5 000 € par course :

- « Le Sanglier » à Baillargues,
- « La Muleta » à Vendargues,
- Le comité des Fêtes à Pérols,
- « Le Trident » à Saint Geniès des Mourgues,
- « Le Trident » à Castries,
- « Le Trident » à Saint Georges d'Orques,
- Section Taurine « Paul Ricard » à Villeneuve-lès-Maguelone,
- « Lou Tau » à Lattes,
- « Joueur » au Crès.

Les aides financières attribuées par la Métropole permettront aux clubs taurins d'organiser les courses dans les arènes du village (cercles, peñas taurines, rituels du capelado avec arlésiennes), de financer les points de bonifications, de prévoir l'attribution des prix aux vainqueurs.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'organisation du premier Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'affectation des subventions aux clubs taurins susvisés pour l'organisation des courses du Trophée Taurin,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION DU BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

La directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite « Directive Inondations » propose une refonte de la politique nationale de gestion du risque d'inondation. Sa mise en oeuvre constitue une opportunité de faire avancer la politique actuelle, de l'organiser et de la hiérarchiser davantage, tout en responsabilisant ses différents intervenants.

La directive vise à réduire les conséquences potentielles associées aux inondations dans un objectif de compétitivité, d'attractivité et d'aménagement durable des territoires exposés à l'inondation.

Pour mettre en oeuvre cette politique rénovée de gestion du risque inondation à l'horizon 2016, l'Etat français a choisi de s'appuyer sur des actions nationales et territoriales :

- Une Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) qui affiche les priorités ;
- Les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) qui définissent des grands objectifs à l'échelle des districts hydrographiques, à la même échelle que celle des SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux),
- Les Stratégies Locales de Gestion des Risques Inondations (SLGRI), conformes à la SNGRI et au PGRI, et qui sont déclinées au niveau d'un Territoire à Risque Important d'inondation (TRI).

Enfin, les dispositifs PAPI (Programme d'Actions pour la Prévention des Inondations) permettent la mise en oeuvre opérationnelle des actions visant à atteindre les objectifs de la Directive Inondation notamment en renforçant la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire et en développant des actions de prévision, d'alerte et de gestion de crise.

En tant que métropole, et acteur majeur de la prévention des inondations du TRI de « Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas », Montpellier Méditerranée Métropole est identifiée comme partie prenante associée à l'élaboration des stratégies et des actions opérationnelles, et se voit consultée sur ce projet de PGRI dans le cadre de la consultation institutionnelle.

En tant qu'outil de mise en oeuvre de la « Directive Inondations », le PGRI vise à :

- Structurer les différentes composantes de la gestion des risques inondations en termes de prévention, de protection et de préparation à la crise.
- Définir des objectifs prioritaires pour réduire les conséquences négatives des inondations sur les 31 TRI reconnus sur le bassin Rhône-Méditerranée.

Le PGRI est opposable à l'Administration et à ses décisions dans le domaine de l'eau, ainsi les PPRI et les documents d'urbanisme (SCoT et en l'absence de SCoT, PLU et cartes communales) doivent être compatibles avec le PGRI. Le PGRI n'est pas opposable aux tiers. La Directive prévoit l'actualisation du PGRI tous les 6 ans, suivant le même calendrier que le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Le projet de PGRI, soumis à concertation, se décline en 5 grands objectifs :

- 1) La prise en compte des risques dans l'aménagement et la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance et la réduction de la vulnérabilité des biens, mais surtout par le respect des principes **d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.**
- 2) **La gestion de l'aléa en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques** au travers d'une approche intégrée sur la gestion de l'aléa et des phénomènes d'inondation, la recherche de synergies entre gestion de l'aléa et restauration des milieux, la recherche d'une meilleure performance des ouvrages de protection, mais aussi la prise en compte de spécificités des territoires tels que le risque torrentiel ou encore l'érosion côtière.
- 3) **L'amélioration de la résilience des territoires exposés** à une inondation au travers d'une bonne organisation de la prévision des phénomènes, de l'alerte, de la gestion de crise mais également de la sensibilisation de la population.
- 4) **L'organisation des acteurs et des compétences pour mieux prévenir les risques d'inondation** par la structuration d'une gouvernance, par la définition d'une stratégie de prévention et par l'accompagnement de la GEMAPI, nouvelle compétence attribuée aux EPCI par la loi du 27 janvier 2014.
- 5) **Le développement et le partage de la connaissance** sur les phénomènes, les enjeux exposés et leurs évolutions.

Ce projet de PGRI décline également les objectifs des SLGRI appliqués à notre TRI « Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas ». Les objectifs ont été élaborés en concertation entre les EPCI, les porteurs de SCOT, les 4 structures de gestion de bassin-versant et l'Etat et visent à :

- 1) Favoriser l'émergence d'une gouvernance simplifiée des acteurs à l'échelle du TRI avec pour objectif une SLGRI unique à horizon 2021,
- 2) Améliorer la connaissance de l'aléa et du risque,
- 3) Se préparer et gérer la crise à l'échelle globale du TRI,
- 4) Apprendre à vivre avec les inondations.

La politique de Montpellier Méditerranée Métropole, et ses actions portées depuis 2004, date de la prise de compétence lutte contre les inondations, sont en parfaite cohérence avec les objectifs de la Directive Inondation, de la SNGRI et du PGRI. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole est l'acteur majeur des PAPI, notamment sur le bassin-versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, et agit de manière volontariste sur tous les axes de la prévention des risques dans l'objectif d'améliorer la résilience de son territoire :

- 1) en accompagnant le développement du territoire à travers la prise en compte de tous les risques d'inondations et les évolutions prévisibles en matière de changement climatique (prise en compte des risques dans les outils de planification et de programmation, gouvernance locale avec les acteurs de l'aménagement du territoire),
- 2) en améliorant la prévision, l'alerte et la gestion du risque inondation par la mise en œuvre d'actions pour aider à se préparer à la crise et faciliter sa gestion afin de réduire les risques pour les biens et les personnes et le coût des dommages notamment aux activités économiques (mutualisation avec les communes des outils d'aide à la décision, développement d'outil opérationnel, aide à l'innovation dans le domaine de la prévision des risques)
- 3) en réduisant durablement la vulnérabilité sur les secteurs à enjeux existants par la mise en œuvre des mesures physiques collectives (réalisation et gestion des aménagements hydrauliques, accompagnement des opérations de renouvellement urbain),
- 4) en s'assurant de la pérennité de ses actions au regard des évolutions prévisibles du changement climatique, notamment par la prise en compte des événements supérieurs à l'occurrence centennale si les enjeux le nécessitent.

Dans ces conditions, la stratégie développée et les grands objectifs du projet de PGRI Rhône-Méditerranée sont partagés par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de Plan de Gestion des Risques d'Inondation ,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – TRAVAUX POST CRUES - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ, FABRÈGUES, GRABELS, JUVIGNAC, LAVÉRUNE, MONTPELLIER, SAINT JEAN DE VÉDAS ET SAUSSAN - PARTICIPATION FINANCIÈRE-APPROBATION

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Les intempéries qui ont frappé le territoire métropolitain les 29 septembre et 6 octobre 2014, ont occasionné des dégâts importants sur les cours d'eau, avec en particulier des arbres entiers qui ont chuté dans l'eau, pouvant faire obstacle au bon écoulement.

L'accumulation de la végétation et des embâcles dans le lit et sur les berges pourrait aggraver les inondations si de nouvelles crues importantes devaient se produire à l'automne prochain.

Des travaux de désobstruction et de remise en état post crue sur le Lez et la Mosson sont à réaliser. Ils relèvent de la responsabilité des propriétaires riverains. Toutefois, compte tenu de leur importance et de l'impériosité de leur réalisation avant la prochaine période à risques d'intempéries, les communes concernées ont sollicité l'obtention d'arrêtés de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) afin de leur permettre l'accès à tous les sites concernés pour effectuer les travaux nécessaires. Ces arrêtés sont aujourd'hui acquis.

Afin d'assurer la cohérence des opérations sur l'ensemble du bassin-versant, il est proposé que le SYBLE coordonne ces travaux dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage mise en œuvre depuis 2008 pour les travaux du plan de gestion définis dans le PAPI Lez.

L'estimation des coûts de remise en état post crue pour le Lez, la Mosson et leurs affluents, a été établie par le SYBLE à 655 000 € H.T., soit 786 000 € T.T.C..

Toutes les communes concernées ont déposé sur le guichet unique mis en place par la Préfecture leur dossier de demande de subvention en vue de l'attribution d'aides exceptionnelles de l'état et ont délibéré pour solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réparation des dégâts causés par les crues.

A ce jour, la Région Languedoc-Roussillon et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont répondu favorablement pour apporter un soutien financier aux communes, à hauteur de respectivement 12% et 30%.

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses compétences « lutte contre les inondations » et « insertion par l'économie » souhaite apporter son soutien financier pour la réalisation de ces travaux.

Aussi il est proposé de distinguer les travaux les plus conséquents sur le Lez et la Mosson, de ceux sur les affluents.

L'estimation des travaux forestiers à réaliser sur les deux cours d'eau s'élève à 450 000 € H.T., soit 540 000 € T.T.C. ; pour les affluents, les travaux, plus légers, sont évalués à 200 000 € H.T., soit 240 000 € T.T.C.

Ces derniers serviront de support à un chantier d'insertion à venir dans le courant de l'année 2015, conformément à la délibération n° 12 676 du 18 décembre 2014.

Les travaux forestiers sur les cours d'eau et leurs berges, qui permettront de restaurer les capacités d'écoulement et de limiter les risques d'obstruction et d'aggravation des débordements dans les secteurs vulnérables aux inondations, sont à réaliser impérativement durant l'été 2015 par les communes en coordination avec le SYBLE.

Pour mener à bien ces travaux, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole participe financièrement à hauteur de 20 % du montant des dépenses restant à engager par les communes, soit 91 040 € HT selon la répartition suivante :

	Montant H.T. des travaux en Euros restant à engager	Montant de la participation financière Métropole (20%) en Euros
Castelnau-le-Lez	20 000,00	4 000,00
Juvignac	66 000,00	13 200,00
Saussan	4 000,00	800,00
Lavérune	23 200,00	4 640,00
Fabrègues	17 000,00	3 400,00
Grabels	49 000,00	9 800,00
Saint Jean de Védas	56 000,00	11 200,00
Montpellier	220 000,00	44 000,00
TOTAL	455 200,00	91 040,00

Le montant de cette participation pourra toutefois être plafonné en cas d'attribution d'aides exceptionnelles de l'Etat, de manière à ce que le montant total des aides ne dépasse pas 80 % du montant de travaux à engager et que le montant versé par la Métropole ne soit pas supérieur au montant restant à la charge de la commune.

Un projet de convention de participation financière a été élaboré à cet effet avec chacune des communes concernées, celle-ci précise que les procédures d'appel à la concurrence et l'exécution de chaque marché de travaux sont à la charge des communes.

Elle définit par ailleurs la répartition des missions entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, cette dernière s'assurant notamment de la bonne exécution des travaux au titre de sa compétence en matière de lutte contre les inondations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une participation financière aux communes de de Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lavérune, Montpellier, Saint Jean de Védas et Saussan pour un montant total de 91 040 € H.T., en vue de la réalisation des travaux forestiers post crues,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - AVENANT N°2 AU MARCHÉ 8.131 DE MAITRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

I. Rappel du contexte contractuel

-Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

-Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de cette opération.

-Par délibération n°10367 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°8.131 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier avec le groupement d'entreprises EGIS RAIL / ANTOINE GARCIA DIAZ / ATELIER VILLES ET PAYSAGES / INGEROP, mandataire EGIS RAIL de Lyon (69).

Le marché est composé d'une tranche ferme pour les études préliminaires et les études d'impact pour l'ensemble de la 5^{ème} ligne y compris les extensions, et de cinq tranches conditionnelles correspondant à l'échelonnement des études d'avant-projet et des autres phases d'études et de réalisation pour la portion comprise entre le quartier Ovalie et Clapiers, pour l'extension Nord vers Prades-le-Lez et pour l'extension Ouest vers Lavérune.

Le forfait provisoire de rémunération, toutes tranches confondues, s'élevait à 17 285 344 euros H.T. (valeur janvier 2011).

-Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

-Par délibération n°11957 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre afin :

- d'arrêter le nouveau coût prévisionnel des travaux sur la section Lavérune - Clapiers avec notamment l'intégration de la tranche conditionnelle 5 dans les tranches 1 à 3,
- d'acter les diverses modifications approuvées lors de l'Avant-Projet,
- d'intégrer les études complémentaires nécessaires à la réalisation du projet.

Le forfait provisoire de rémunération, toutes tranches confondues, s'élève suite à cet avenant n°1 à 21 199 419 euros H.T. (valeur janvier 2011) décomposé comme suit :

- Tranche Ferme (études préliminaires - Lavérune / Prades le Lez):	1 316 970,60 € HT
- Tranche Conditionnelle n°1 (Avant-Projet - Lavérune / Clapiers) :	2 502 754,80 € HT
- Tranche Conditionnelle n°2 (Projet /ACT - Lavérune / Clapiers):	5 390 548,80 € HT
- Tranche Conditionnelle n°3 (EXE / DET - Lavérune / Clapiers) :	10 203 538,80 € HT
- Tranche Conditionnelle n°4 (AVP / Projet / ACT / EXE / DET	
Extension Nord Prade le Lez) :	1 388 719,00 € HT
- Etudes complémentaires Avenant 1 :	396 887,00 € HT

II. Décision d'engagement des seuls travaux du bouclage Ligne 4

Dans le contexte actuel d'incertitudes quant aux ressources financières à venir des collectivités territoriales, et de l'absence de subventions de la part des collectivités sollicitées pour participer au financement du projet, il est difficile pour Montpellier Méditerranée Métropole de maintenir la programmation initiale de l'investissement représenté par la 5^{ème} ligne de tramway.

Il a donc été décidé de différer l'engagement, prévu initialement en 2015, des travaux de la 5^{ème} ligne de tramway, et de confirmer seulement la réalisation des travaux du bouclage de la 4^{ème} ligne, entre la place Albert 1er et la place Edouard Adam

III. Objet de l'avenant n°2

Le projet d'avenant n°2 a donc pour objet de :

- redéfinir le périmètre des travaux engagés, correspondant désormais au Bouclage de la ligne 4 entre le boulevard de l'Observatoire et la place Albert 1er,
- arrêter le coût prévisionnel des travaux sur le périmètre du bouclage de la ligne 4 ainsi que des opérations complémentaires,
- adapter la rémunération du groupement en phase travaux sur le périmètre du bouclage de la ligne 4,
- préciser la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre sur le centre de maintenance,
- intégrer la rémunération du groupement liée aux opérations complémentaires du bouclage de la ligne 4,
- intégrer l'ensemble des études réalisées dans le cadre de l'opération ligne 5 sur la section Lavérune-Clapiers,
- intégrer des études supplémentaires permettant des modifications de programmes à venir susceptibles d'être demandées par le maître d'ouvrage,

- indemniser le groupement de maîtrise d'œuvre suite à l'évolution du périmètre des travaux,
- redéfinir le planning directeur général et les délais selon le nouveau programme de l'opération.

III. 1. Redéfinition du coût prévisionnel final des travaux et du périmètre de l'opération

- Coût prévisionnel final des travaux sur le bouclage de la ligne 4

Le nouveau coût prévisionnel des travaux a été établi par le maître d'œuvre à 31 290 431 € H.T. (valeur mars 2009), soit 34 263 022 euros H.T. (valeur janvier 2011 - date de valeur du marché de maîtrise d'œuvre générale).

Ce montant concerne l'ensemble des travaux confiés au maître d'œuvre hors opérations complémentaires et hors centre de maintenance.

- Coût des opérations complémentaires indissociables de l'opération bouclage de la ligne 4

Des opérations complémentaires ont été intégrées à l'opération en raison de leur coactivité spatiale et temporelle pour un montant de 3 640 945 euros H.T. (valeur mars 2009), décomposé comme suit :

- des aménagements qualitatifs de l'espace public dans le périmètre de la ligne 4 évalués à 3 275 177 € H.T. (valeur mars 2009),
- des améliorations de réseaux non directement impactés par le projet du bouclage de la ligne 4 évaluées à 365 768 € H.T. (valeur mars 2009).

- Etudes supplémentaires ligne 5 et bouclage ligne 4

Des études supplémentaires ont été confiées au maître d'œuvre, correspondant à des demandes de modifications de programme sur le secteur entre Lavérune et Clapiers.

D'autre part, dans le cadre de la réalisation du bouclage de la ligne 4, il est intégré la possibilité de réaliser des études supplémentaires relatives à des évolutions de programme, pour un montant maximal de travaux de 2 520 000 euros H.T. (valeur mars 2009).

III. 2. Adaptation consécutive de la rémunération du maître d'œuvre

- Evolution de la rémunération du maître d'œuvre sur le nouveau programme de l'opération

Suite à la décision d'engager les travaux sur le seul bouclage de la ligne 4, plusieurs impacts sont identifiés sur les différentes tranches de l'opération.

La tranche ferme et la tranche conditionnelle n°1 sont inchangées.

La Tranche Conditionnelle n°2 (*Etudes Projet - section Lavérune / Clapiers*) est impactée partiellement. Les études de niveau projet ont été livrées sur la totalité du tracé mais la phase d'Assistance aux Contrats de Travaux (ACT) a été partiellement réalisée. Une moins-value de 230 300 € H.T. a été calculée relative aux contrats de travaux non finalisés. Le nouveau montant de cette tranche est de 5 160 248,80 euros HT.

La Tranche Conditionnelle n°3 (*Etudes d'Exécution - section Lavérune / Clapiers*) est impactée. Les études d'exécution sont exclusivement réalisées sur le périmètre du bouclage de la ligne 4 et sur le suivi du dévoiement de la canalisation d'eau au carrefour giratoire d'Agropolis réalisé en 2013 pour un montant de rémunération arrêté à 2 281 820.16 euros H.T.

L'intégralité de la rémunération des phases EP / AVP / PRO / ACT et EXE pour le centre de maintenance est reprise dans cette tranche conditionnelle n°3 pour un montant de 563 560 euros H.T.

Le nouveau montant de cette tranche est de 2 845 380.16 euros H.T., contre 10 203 538,80 € H.T. initialement.

La Tranche Conditionnelle n°4 est abandonnée.

Les études complémentaires intégrées dans l'avenant n°1 ont été réalisées et le montant de ces études est inchangé (396 887,00 € HT).

La rémunération du maître d'œuvre sur le nouveau programme de l'opération est donc de 12 222 241.36 euros H.T. (valeur janvier 2011).

- Rémunération du maître d'œuvre pour les opérations complémentaires

La rémunération du maître d'œuvre, pour les opérations complémentaires, en phases études et suivi des travaux est calculée sur la base d'un taux de 10,19 % pour un montant total de travaux de 3 640 945,00 € HT valeur mars 2009, soit 3 975 192,62 € HT en valeur janvier 2011 :

- Rémunération pour les opérations complémentaires : 405 072.13 euros H.T. (valeur janvier 2011).

- **Rémunération du maitre d'œuvre pour les études supplémentaires**

La rémunération du maitre d'œuvre pour les études supplémentaires est calculée sur la base des taux contractuels ou bien sur la constatation des temps passés pour les études ponctuelles.

Le montant de ces études supplémentaires s'élève à 2 048 513,56 € H.T. (valeur janvier 2011)

- **Indemnisation du maitre d'œuvre pour la réduction de l'assiette de son marché**

Une demande d'indemnisation a été présentée par le maitre d'œuvre pour un montant de 149 500,00 euros H.T. intégrant notamment les frais de démobilisation du personnel et les frais locatifs.

Ce montant correspondant à des frais réels constatés est jugé recevable par le maître d'ouvrage. L'indemnisation retenue est donc de 149 500,00 euros H.T. (valeur janvier 2011).

- **Rémunération totale du maitre d'œuvre**

La rémunération totale du maitre d'œuvre est donc de **14 825 327,05 euros H.T.** (valeur janvier 2011) contre 21 199 419 euros H.T. initialement, décomposée comme suit :

- Rémunération maitre d'œuvre avenant n°2 : 12 222 241,36 € H.T
- Opérations complémentaires bouclage ligne 4 : 405 072,13 € HT
- Etudes supplémentaires L4/L5 avenant n°2 : 2 048 513,56 € HT
- Indemnités : 149 500,00 €HT

III. 3. Planning directeur général et délais

Le projet d'avenant arrête le planning directeur de l'opération de bouclage de la ligne 4 pour une mise en service au deuxième trimestre 2016. Ce même objectif de délais est retenu pour les opérations complémentaires.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 8 avril 2015 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre 8.131 pour la réalisation du bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°8.144 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR L'INSERTION URBAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet de Ligne 5, permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

-Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

-Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré ce projet d'utilité publique.

-Par délibération n°11186 du 8 octobre 2012, le Conseil a autorisé TaM à signer le marché n°8.144 relatif aux missions de l'organisme qualifié et agréé pour l'insertion urbaine avec le CETE Méditerranée pour un montant de 189 935 € H.T. Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire. Un avenant n° 1 à ce marché a été notifié le 4 août 2014 pour prendre acte du transfert des droits et obligations du CETE Méditerranée, le titulaire initial, au CEREMA dont le siège est à Bron (69), nouveau titulaire du marché.

Ce marché a été conclu pour une durée prévisionnelle de 110 mois à compter de sa date de notification. Il comprend une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles.

La tranche ferme et les tranches conditionnelles n°1 et n°2 concernent le secteur Ovalie-Clapiers, des études de conception jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Suite à l'engagement des travaux sur le seul bouclage de la ligne 4, le projet d'avenant n°2 a pour objet de redéfinir le périmètre d'intervention de l'organisme qualifié et agréé pour l'insertion urbaine, et d'adapter en conséquence la rémunération du titulaire et le calendrier d'exécution de sa mission.

Le nouveau périmètre du marché porte ainsi sur le périmètre de la Ligne 5 pour les prestations d'études déjà réalisées et sur le seul bouclage de la Ligne 4 pour les prestations postérieures jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

Le nouveau montant du marché a ainsi été établi à 82 378 € H.T. (valeur juin 2012).

La durée prévisionnelle du marché a été ramenée à 54 mois comprenant, comme pour le marché initial, une durée de 1 an de garantie de parfait achèvement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°8.144 des missions de l'organisme qualifié et agréé pour l'insertion urbaine dans le cadre de la réalisation du bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant portant le montant total du marché à 82 378 € H.T. (valeur juin 2012) avec CEREMA de Bron (69),
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITÉ – AQUARIUM MARE NOSTRUM - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales, Biodiversité, rapporte :

Par délibération n°7556 du 30 mars 2007, le Conseil a approuvé le choix de la société SEAMAN pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, dans le cadre d'une délégation de service public d'une durée de 8 ans prenant fin au 15 décembre 2015.

Conformément à l'article L1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prolonger d'un an la durée du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, pour des motifs d'intérêt général, soit jusqu'au 15 décembre 2016.

En effet, la pluralité des équipements ludiques métropolitains, notamment la zone Odysseum, ont conduit notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale à s'interroger sur le mode de gestion de ces établissements depuis la fin de l'année 2014.

La perspective d'une offre de loisirs et de sensibilisation à la culture scientifique et à la biodiversité attractive et intégrée pour les individuels, les jeunes et les professionnels du tourisme est envisagée.

L'aboutissement de cette réflexion, la formalisation éventuelle d'un document définissant les caractéristiques qualitatives et quantitatives des prestations à réaliser dans le cadre d'une exploitation en tout ou partie intégrée des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment sur la zone ludique Odysseum, ainsi que la mise en œuvre de la procédure de publicité et de mise en concurrence, ne sont pas envisageables avec la date du 15 décembre 2015.

Le processus de consolidation du fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole depuis sa création au 1^{er} janvier 2015 et la perspective d'intégration de nouveaux équipements d'intérêt métropolitain tels que le Parc du Lunaret renforcent la nécessité de prolonger d'un an l'actuel contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, afin d'assurer la continuité de son fonctionnement tout en se donnant la possibilité de mettre en œuvre une véritable démarche de rationalisation du fonctionnement des équipements culturels et sportifs à vocation ludique.

Au regard de la durée et du chiffre d'affaire global du contrat en vigueur conclu avec la société SEAMAN, cette prolongation ne constitue pas un bouleversement de l'économie de la convention.

La commission de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum, lors de sa réunion du 13 avril 2015, a émis un avis favorable sur la conclusion de l'avenant n°3 relatif à la prolongation du contrat conclu avec la société SEAMAN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prolongation d'un an du contrat de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum avec la société SEAMAN,
- approuver la conclusion de l'avenant n°3 relatif à la prolongation susmentionnée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°3 susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°79 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITÉ, HANDICAP ET AUTONOMIE – RAPPORT ANNUEL 2014 D'ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prévoit que la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, soit organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Conformément à la loi précitée, en tant qu'autorité compétente pour l'organisation du transport public, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, renouvelée dans sa composition par délibération n°8147 en date du 30 avril 2008 et modifiée par délibération n°12233 du 19 mai 2014.

-Par délibération n°9259 du Conseil du 26 novembre 2009, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le schéma directeur d'accessibilité des services de transport collectif. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole élabore un programme annuel d'actions répondant aux objectifs du schéma directeur d'accessibilité.

La commission intercommunale pour l'accessibilité est chargée d'établir un rapport annuel qui fait un bilan de l'état de l'accessibilité des services de transport collectif et élabore des propositions de nature à améliorer l'accessibilité.

Il est rappelé que le réseau de tramway qui transporte 80% de la clientèle quotidienne du réseau est entièrement accessible. Le matériel roulant (tramway et bus) en exploitation sur le réseau de Montpellier est 100% accessible aux personnes handicapées.

En 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé les actions suivantes en termes d'accessibilité des transports :

- Fin de la réalisation des travaux de mise en accessibilité de :
 - la ligne 19 (Hôtel du Département – Pierre de Coubertin),
 - et de la ligne 18 (Montpellier Sabines – Maurin – Lattes Centre).
- Réalisation de travaux de mise en accessibilité sur les lignes de bus :
 - La Ronde (Place de France – Saint Cleophas),
 - 6 (Pas du Loup – Euromédecine),
 - 21 (Vendargues – Castelnau-le-Lez),
 - 22 (Saint Eloi – Jacou),
 - 24 (Grabels Le Pradas – Grabels La Valsière),
 - 30 (Castelnau le Lez – Le Crès),
 - 34 (Mosson – Cournonsec),

- 38 (Rondelet – Cournonsec).
- Poursuite des études de mise en accessibilité des lignes :
- 6 (Pas du Loup – Euromédecine),
- 24 (Grabels Le Pradas – Grabels La Valsière),
- 30 (Castelnau le Lez – Le Crès),
- 34 (Mosson – Cournonsec),
- et 38 (Rondelet – Cournonsec).
- Démarrage des études de mise en accessibilité des lignes
- L9 (Apollo – Grammont),
- L10 (Celleneuve – Aiguelongue),
- L25 (Mosson – Le Martinet),
- L29 (Castelnau-le-Lez – St Brès),
- L32 (Garcia Lorca – Ave de la Gare Villeneuve-lès-Maguelone).

Il est à noter que toutes les études n'aboutissent pas nécessairement à des travaux de mise en accessibilité.

- Commande de 6 bus GNV accessibles aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme de renouvellement du matériel roulant, qui seront livrés courant 2015.
- Poursuite du programme de mise en place de Bornes d'Information Voyageurs (BIV) sur le réseau de bus urbain et suburbain de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Concertation continue avec le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées et des malades chroniques dans le cadre du projet bouclage ligne 4 et ligne 5 de tramway qui a concerné à la fois les rames de tramway (agencement intérieur, information embarquée,...) et l'aménagement des stations et de l'espace public (cheminements, contraste visuel, mobilier urbain,...).

Près de 100 arrêts de bus ont été aménagés en 2014, ainsi 76 % du réseau urbain et 42% du réseau suburbain sont désormais accessibles. L'ensemble de ces actions s'élève au montant de 870 000 € T.T.C.

Il est important de préciser que l'année 2014 a été marquée par des évolutions réglementaires que Montpellier Méditerranée Métropole va intégrer dans ses démarches pour permettre à chacun de se déplacer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2014 d'accessibilité du réseau de transports en commun de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : HORS COMMISSION – ASSOCIATION UNI'SONS - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION - APPROBATION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Uni'Sons est une association dont le but est de promouvoir les activités artistiques et socio culturelles notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe.

Elle développe à cet effet des actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non initiés. Ses activités s'articulent autour de plusieurs axes d'intervention, dont des ateliers Hip Hop, le festival Arabesques, les Renc'Art. Leur mise en œuvre est toujours mue par un travail de proximité en lien avec une ouverture sur le monde, avec des projets qui s'étendent sur un territoire élargi.

Elle collabore dans ce cadre depuis plusieurs années avec les médiathèques de quartier Shakespeare et JJ. Rousseau (action 'Renc'Art).

Compte tenu de l'objet de l'association et de l'intérêt métropolitain de la culture de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de renouveler le soutien à cette association par l'affectation d'une subvention de fonctionnement de 20 000€ au titre de l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter une subvention de fonctionnement de 20 000 € à l'association "Uni'Sons",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat correspondante ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : HORS COMMISSION – TREMBLEMENT DE TERRE AU NÉPAL - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le tremblement de terre survenu au Népal le 25 avril dernier a frappé de plein fouet la capitale, Katmandou, et a été ressenti jusque dans le nord de l'Inde et au Bangladesh. Il a provoqué des dégâts extrêmement importants. Ainsi, la plupart des habitations et des structures médicales ont été détruites ou endommagées et le bilan humain est dramatique. Selon une estimation encore provisoire, réalisée par le gouvernement népalais, la catastrophe aurait fait au moins 5 000 morts et plus de 7 500 blessés.

Dans ce contexte, les besoins sont considérables tant dans le domaine des soins médicaux que de la nutrition, de l'accès à l'eau potable ou encore de la reconstruction des habitations et des équipements publics.

L'aide internationale s'organise rapidement afin de participer aux opérations de secours sur place et de prendre en charge les milliers de blessés.

A ce titre, l'UNICEF, agence de l'Organisation des Nations Unies qui possède une réelle expertise en matière de catastrophes naturelles de grande ampleur, se mobilise pleinement dans cette situation d'urgence.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien aux opérations de secours et d'assistance à la reconstruction entreprises par l'UNICEF.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de solidarité de 10 000 € à l'UNICEF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € à l'UNICEF,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.